

FACULTE DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

L'INFANTIA

DROIT FRANÇAIS

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL
ET
L'ASSURANCE OBLIGATOIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le lundi 18 février 1895, à 2 heures 1/2.

PAR

Justin LAMBRET

Avocat à la Cour d'Appel,
Diplômé de l'École Coloniale

Président : M. FAURE, professeur.
Suffragants { MM. GLASSON, professeur.
CHÉNON, agrégé.
JAY, agrégé.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

43, RUE SOUFFLOT, 43

1895

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

L'INFANTIA

DROIT FRANÇAIS

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL
ET
L'ASSURANCE OBLIGATOIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le lundi 18 février 1895, à 2 heures 1/2.

PAR



Justin LAMBRET

Avocat à la Cour d'Appel,
Diplômé de l'École Coloniale

Président : M. FAURE, professeur.
Suffragants { MM. GLASSON, professeur.
CHÉNON, agrégé.
JAY, agrégé.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

43, RUE SOUFFLOT, 43

1895

CHAMBERLAIN'S

A MES PARENTS

DROIT ROMAIN

DE L'INFANTIA

INTRODUCTION.

Aujourd'hui les personnes que leur âge rend incapables d'exercer les actes de la vie civile forment la catégorie des « mineurs ». Leur incapacité est complète et dure sans distinction aucune, jusqu'à vingt et un ans sauf le cas assez rare, d'émancipation.

Le droit romain était plus complexe. Il faisait de nombreuses distinctions basées non seulement sur l'âge, mais encore sur l'organisation sociale et familiale. C'est en se plaçant à ce dernier point de vue que les personnes étaient divisées en *sui juris* et en *alieni juris*.

Il est à remarquer qu'à l'origine des sociétés l'unité juridique n'est pas l'individu mais bien la famille. Et par famille on entend un groupe de personnes réunies par les liens du sang, quoique parfois la parenté soit très éloignée, et placées sous l'autorité du chef de famille. Ce dernier seul est indépendant. Il existe encore actuellement des vestiges de cet ancien état de choses. C'est ainsi qu'on peut citer la tribu arabe, dont tous les membres doivent respect et obéissance au chef, la *zadruga* serbe, administrée par le plus ancien, nommé *haspodar*.

A Rome, il en était de même, l'individu ne comptait que comme faisant partie d'un groupe, l'unité sociale était la famille, à la tête de laquelle se trouvait le *pater familias*. Lui seul était *sui juris*, il était libre, indépendant et avait un pouvoir très étendu sur les autres membres de la famille. Ces derniers étaient *alieni juris*, ils ne s'appartenaient pas, ils étaient *in potestate*.

Ainsi voilà une première distinction qui ne tient aucun compte de l'âge, un enfant tout aussi bien qu'un vieillard peut être *pater familias*, c'est-à-dire *sui juris*.

Mais les personnes *sui juris* pouvaient être incapables par suite de leur âge. En se plaçant à ce point de vue, le droit romain exigeait, pour qu'on pût accomplir les actes de la vie juridique, qu'on eût atteint un certain développement physique : la puberté pour les hommes, la nubilité pour les femmes. C'était, dans les débuts de la législation, à la famille de déterminer le moment où ses membres avaient atteint ce développement physique. Ce ne fut qu'à une époque, relativement récente que le législateur romain fixa à 14 ans l'âge auquel les hommes seraient pubères, à 12 ans celui où les femmes seraient nubiles⁽¹⁾. Ajoutons que pour ses dernières le fait d'être nubile leur permettait le mariage, mais ne leur donnait pas la capacité juridique ; pendant toute l'époque classique, en effet, les femmes *sui juris* nubiles furent en tutelle.

L'incapacité résultant de l'âge varia suivant les époques, tout d'abord le pubère pouvait accomplir tous les actes de la vie juridique, mais bientôt on le soumit à une certaine protection, jusqu'à l'âge de 25 ans. De même l'incapacité de l'impubère, appelé plus souvent *pupillus*, n'était pas complète, elle était moins absolue à mesure qu'il approchait de la puberté. Les Romains firent, à ce point de vue, de nouvelles distinctions.

Ils divisèrent la pupillarité en plusieurs périodes. Il y eut

1. Règle d'Ulpien, XII, § 28.

d'abord celle de l'*infantia*, qui commençait au moment de la naissance et pendant laquelle on ne reconnut au pupille aucune possibilité de prendre part à un acte juridique.

On distinguait donc, au point de vue de leur capacité, les pupilles en *infantes* et en *non infantes*.

Mais parmi les *non infantes*, le droit romain distingua encore entre les *infantiæ proximi* et les *pubertatis proximi*, très anciennement il y eut entre les uns et les autres de notables différences, mais dans un intérêt pratique, elles disparurent et dans le dernier état du droit la seule qui subsista, fut la suivante : le pupille *pubertatis proximus* est seul réputé capable de commettre un vol ou un délit quelconque et en conséquence de s'obliger à ce titre, seul parmi les pupilles il avait la *doli capacitas*.

Nous connaissons ainsi les diverses périodes par lesquelles passait le pupille avant d'arriver à la capacité complète. Nous nous proposons d'étudier la première : l'*infantia*. Nous examinerons quelle était la condition juridique de l'*infans*, mais, auparavant, nous devons nous demander ce qu'on doit entendre par *infantia* et la période exacte de la vie de l'homme qui était ainsi désignée. Il y a désaccord entre les commentateurs du droit romain sur le point de savoir à quel moment le pupille cessait d'être *infans*. C'est par l'exposé de cette controverse que nous allons commencer notre étude.

CHAPITRE I.

DURÉE DE L'INFANTIA.

Qu'est-ce que l'*infans* ?

Si on tient seulement compte de l'étymologie, le mot *infantia* désigne l'état de l'individu, dans cette partie de la vie, qui commence à la naissance et qui finit au moment où il peut parler distinctement.

Le mot *infans* se compose en effet du privatif *in* qui a un sens négatif et de *fari* vieux mot latin qui signifie parler. L'*infans* est donc celui qui ne parle pas et l'*infantia* indique celui qui se trouve dans cet état.

Ce sens se trouve confirmé par de nombreux textes qui font suivre le mot *infans* des formules suivantes : *qui fari non potest, qui loqui non potest*.

Mais le mot *infans* n'a pas un sens unique ; c'est ainsi que Cicéron l'emploie comme synonyme de *mutus* (1), muet ; il se sert aussi de ce mot pour désigner les accusateurs (2), pour indiquer un homme non éloquent (3).

Ce sont là sans doute des significations dérivées, très éloignées de la primitive. Chez nous d'ailleurs le mot enfant a-t-il un sens exactement défini ? N'est-ce pas celui dont on se sert souvent pour désigner les descendants ?

On voit que le sens du mot *infans* employé dans le langage

1. *De Divinat.*, I, 53, 121.

2. *Att.*, IV, 6.

3. *Oratio pro Cluentia*, XIX, 51.

courant est assez difficile à saisir. Examinons quel est son sens juridique.

Qu'entendait-on par *infans* en droit romain ?

Il existe une constitution des empereurs Arcadius, Honorius et Théodore, de l'an 4 ap. J.-C. qui déclare d'une façon très nette que l'*infantia* finit à 7 ans (1). Elle est ainsi conçue : *Certis annorum intervallis in bonorum possessione maternæ hereditatis a patre poscenda aut successionem amplectenda infantis filii ætatem nostra auctoritate præscribimus, ut, sive maturius sive tardius filius fundi sumat auspicia, intra septem annos ætatis ejus pater aut bonorum possessionem imploret, aut quilibet actis testatione successionem amplectatur.*

Une autre constitution de l'an 426, des empereurs Théodose et Valentinien commence par ces mots : *Si infanti : id est minori septem annis* (2). A la date où ces constitutions furent rendues, l'*infantia* désignait donc l'état de l'homme, pendant la période comprise entre sa naissance et l'époque où il avait 7 ans. Mais en était-il ainsi antérieurement ? Ces constitutions créaient-elle une innovation ou bien consacraient-elles une situation de fait existant déjà depuis longtemps. Sur ce point diverses controverses se sont élevées et encore aujourd'hui la question ne paraît pas tranchée.

Dans une première opinion on soutient que de tout temps l'*infantia* a duré dans le droit romain jusqu'à l'âge de sept ans. On dit alors que le mot *fari* ne signifie pas seulement parler, émettre des sons, mais encore comprendre ce qui est dit. Une autre opinion déclare que le pupille cessait d'être *infans*, par la seule acquisition de la parole, et que les constitutions impériales, déjà citées, ont apporté une innovation. Ceux qui soutiennent cette idée, donnent au mot *fari* le sens de parler sans comprendre.

La controverse n'a commencé qu'au début de ce siècle ; autrefois elle n'était même pas soupçonnée, c'est ainsi que Cujas

1. Code Théodose, 48, VIII, 48.

2. Loi 48, Code VI, 30.

dans le commentaire qu'il faisait de la loi 18 au Code VII, 30, écrivait : *infantem dicimus usque ad annum septinum*, Hennecius disait de même dans ses *Recitatione* (p. 1, t. XXI) : *infantia durat jure romano usque ad septinum annum*.

Ce fut Godefroy (1), qui au XVIII^e siècle, dans ses commentaires sur le Code Theodosien, émit le premier cette opinion que l'*infantia* pouvait ne pas avoir toujours eu une durée fixe.

Gluck, commentant en 1800 le livre I^{er}, titre VI du Digeste, s'exprimait ainsi : « On appelle enfants, d'après le nouveau droit romain, ceux qui n'ont pas encore sept ans. Je dis d'après le nouveau droit romain, car autrefois et même du temps des jurisconsultes dont les écrits ont été compilés dans les Pandectes, on nommait sans déterminer un certain âge, un homme enfant jusqu'au temps où il pouvait parler. L'empereur Arcadius mit fin à cette incertitude de l'ancien droit, en ordonnant qu'un homme sera considéré comme *infans* jusqu'à sa septième année (2). »

Ces différents auteurs exprimaient leurs opinions, sans combattre celles exprimées en sens contraire.

C'est en 1815 que la controverse commença à la suite d'un article publié par M. Unterholzner, professeur à Breslau, dans la *Revue historique du droit* (3). Cet article était intitulé : *Rectification de la notion de l'infans et de l'infantia proximi*, dans lequel il soutenait, en s'appuyant sur un texte d'Ulpien, que l'*infantia* n'avait pas toujours une durée fixe se terminant à l'âge de sept ans.

En 1840 Savigny (4), combattit les idées de M. Unterholzner, avec une telle force et une si grande habileté, que son opinion a été suivie par la grande majorité des auteurs qui se sont

1. Gothofredus. *Codex Théod.*, Leipsick, 1, 36, t. V, p. 120.

2. Gluck, *Ausführliche Erläuterung der Pandecten*, 1800. Erlangen, t. 2, p. 211.

3. 1815, t. I, n^o 3, p. 44 et s.

4. *System des heutigen Römischen Rechte*, t. III, § 107, traduction française, p. 25.

contentés de reproduire ses arguments sans rien verser de nouveau dans le débat.

Après ce court historique de la controverse étudions-la dans ses détails, nous examinerons successivement les deux opinions contraires, et tout en présentant leurs arguments nous ferons les critiques qu'ils soulèvent ; nous donnerons ensuite notre appréciation.

*
* *

M. Savigny, pour soutenir que l'*infantia* se terminait à sept ans, s'appuyait sur sept textes que nous devons examiner.

Le premier cité est emprunté à Quintilien (*Inst. orat.* L. I, ch. I. Cet écrivain emploie le mot *infantia* pour désigner la minorité de sept ans. Mais on fait remarquer que Quintilien, n'étant pas un juriste, pouvait ne pas se soucier du sens purement juridique de ce mot. Il s'occupe dans le passage cité d'une question pédagogique, et il combat la limite de sept ans comme temps à partir duquel l'enfant doit commencer ses études ; il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'il ait donné au mot *infans* une signification dérivée, employée dans le langage commun, mais en contradiction formelle avec la langue du droit.

Savigny donne ensuite à l'appui de sa thèse deux textes empruntés l'un à Macrobe (1), l'autre à Isidore de Séville (2), dans lesquels le terme *infantia* désigne la minorité de sept ans. Ces deux écrivains vivaient, le premier au V^e siècle, le second au VII^e ; ils constatent simplement le droit de leur époque, mais ils n'ont nullement la prétention de dire ce qu'il était antérieurement. D'ailleurs ni l'un ni l'autre ne se préoccupent de la question juridique ils se placent à un point de vue philosophique et constatent qu'il y a une transformation dans la vie de l'homme tous les sept ans.

1. In. somn. Scip., I, 6.

2. Orig. XI, 2 et 9.

La constitution des empereurs Arcadius, Honorius et Théodore de l'an 407 (loi 8. Cod. Théod. VIII, 18), que nous avons citée plus haut est indiquée ensuite par M. Savigny, comme un quatrième texte à l'appui de son opinion. Ceci nous paraît un peu risqué. Que cette constitution constate formellement que l'*infantia* se termine à 7 ans, cela ne peut être nié, mais il s'agit de savoir justement si cette constitution est une innovation ou constate une règle déjà existante. On ne peut résoudre la question par la question elle-même en la supposant résolue, et c'est ce que semble faire M. Savigny. Ce que nous venons de dire s'applique aussi au cinquième texte, qu'il cite également comme lui étant favorable et qui n'est autre que la constitution de Théodore II, et de Valentinien III, déjà indiquée plus haut. Cette constitution définit l'*infantia si infanti...*, *id est, minori septem annis*, elle date de 425, ap. J.-C., elle est par conséquent de 20 ans postérieure à la constitution d'Arcadius, Honorius et Théodore, et il est bien difficile de savoir si elle constate tout le droit ancien, ou seulement le droit antérieur de 20 ans.

Jusqu'ici les textes invoqués à l'appui de l'opinion que nous exposons ne sont pas péremptoires, en voici deux autres plus sérieux.

Le premier inséré dans le Digeste, loi 1 § 2, liv. XXVI, titre 7, est d'Ulpien. Ce jurisconsulte suppose qu'un pupille est intéressé dans son procès et il dit en parlant de son tuteur... *Licentia igitur erit, utrum malint ipsi suscipere judicium an pupillum exhibere, ut ipsis auctoribus judicium suscipiatur; ita tamen ut prohis, qui fari non possunt vel absint ipsi tutores judicium suscipiant, pro his autem qui supra septimum annum ætatis sunt et præsto fuerint auctoritatem præsent.*

D'après M. Savigny ce texte signifie que le tuteur a le choix de soutenir le procès lui-même ou de laisser plaider le pupille en lui donnant son *auctoritas*, si le pupille a 7 ans révolus et s'il est présent, dans le cas contraire, si le pupille est absent ou si *fari non potest* le tuteur devra plaider lui-même. De ce texte,

dit-on, il ressort une véritable opposition entre *qui fari non possunt* et *qui supra septimum annum ætatis sunt*. D'après Ulpien, *fari posse* est l'équivalent d'avoir 7 ans accomplis ; celui qui *fari non potest*, par conséquent, celui qui est *infans* avait moins de sept ans et l'*infantia* dure donc jusqu'à sept ans. En somme, dit M. Savigny, de ce texte il résulte qu'à l'époque d'Ulpien, ne point parler ou n'avoir pas sept ans sont deux expressions synonymes.

Mais ce même texte a reçu une interprétation différente d'après Unterholzner. Ulpien, d'après lui, prévoit trois hypothèses différentes.

1° Le pupille est absent ou *infans*, le tuteur *doit* plaider lui-même.

2° Le pupille est présent et âgé de plus de sept ans, le tuteur *est obligé* de faire prendre part le pupille au procès et de lui donner son *auctoritas*.

3° Le pupille est présent, il peut parler, il a moins de sept ans, le tuteur *a le choix* entre les deux partis à prendre.

Si on accepte cette interprétation *his qui fari non possunt* ne veut pas dire mineurs de sept ans, car alors il n'y aurait plus que deux hypothèses, celle où le pupille est majeur et celle où il est mineur de sept ans, or dans ces deux cas, la loi impose au tuteur la conduite qu'il a à tenir. Pour expliquer ce texte il faut supposer que le choix laissé au tuteur par Ulpien dès le début de la phrase concerne l'enfant qui peut parler, mais qui n'a pas encore sept ans.

Cette interprétation a été vivement critiquée ; on fait remarquer combien elle est forcée et en outre on lui oppose un autre texte, tiré de la même loi § 3, qui la rend tout à fait inacceptable. D'après ce texte le curateur peut plaider lui-même au nom et sans la présence personnelle du mineur de 25 ans. On comprendrait difficilement qu'un curateur eût plus de pouvoirs que le tuteur d'un pupille âgé de sept ans.

Et d'ailleurs le § 4 de la même loi donne formellement ce droit au tuteur.

A cette critique on répond en disant qu'il n'y a rien d'étonnant à ce que la loi ordonne au tuteur d'*exhibere pupillum* sans imposer la même obligation au curateur d'un adulte parce que un enfant tout jeune obéira plus facilement qu'un adolescent, et la loi prévoyant ce cas n'avait pas voulu exposer les intérêts de ce dernier.

On dit aussi que les textes d'Ulpien insérés dans le Digeste ne sont pas originaux ; ils ont été remaniés par les rédacteurs de Justinien. Ils ont pu par conséquent remplacer la locution *qui furi possunt* par *qui supra septimum annum ætatis sunt*, ces deux locutions étaient identiques à l'époque de Justinien, et ce procédé offrait de plus l'avantage de rendre la loi plus claire en conformant son texte à celui de la constitution de 405. On s'appuie, pour soutenir cette opinion, sur l'emploi de deux locutions aussi différentes que celles que nous venons d'indiquer, pour exprimer deux choses analogues. Il y a là, dit-on, une richesse de style toute byzantine qui ne saurait être attribuée à Ulpien. Le rédacteurs des Pandectes ont souvent fait des changements considérables aux textes classiques, maintes fois cela a été constaté, nous nous trouvons dans un de ces cas.

Le dernier texte invoqué par Savigny est encore inséré dans le Digeste, loi 14, Dig. liv. 23, il est ainsi conçu : *In sponsalibus contrahendis ætas contrahentium definita non est ut in matrimoniiis : quiapropter (et) a primordio ætatis sponsalia effici persunt ; si modo id fieri ab utraque persona intelligatur, id est, si non sint minores quam septem annis.*

Ce texte, emprunté à Modestin, après nous avoir fait remarquer que l'âge des fiançailles n'est pas fixé comme celui du mariage, constate qu'elles ne sont possibles qu'entre personnes ayant l'âge de sept ans, parce qu'à cet âge là seulement elles sont capables de comprendre ce qu'elles font. Ainsi, dit Savigny, *fari* ne signifie pas seulement émettre des sons, parler, mais aussi comprendre ce qui est dit. Celui qui est *infans* ne cesse pas par conséquent de l'être parce qu'il parle, mais seu-

lement le jour où il comprend ce qu'il dit et c'est à l'âge de sept ans, comme le dit Modestin, qu'il est supposé avoir cette capacité.

Dans l'opinion contraire on soutient que Modestin ne peut avoir la prétention d'émettre une règle de droit puisqu'il dit lui-même qu'il n'y en a pas en cette matière, c'est donc une idée personnelle qu'il fait connaître. Cela ne suffit pas pour conclure d'une façon générale que l'*infantia* cessait à 7 ans.

Tels sont les sept textes invoqués par Savigny à l'appui de sa thèse et les réponses qui ont été faites par ses contradicteurs notamment par MM. Ortolan et Ducaurroy.

D'autres jurisconsultes tels que MM. Accarias et Demangeat sont venus fortifier de leur autorité l'opinion de Savigny et ont apporté des arguments et des textes nouveaux que nous devons faire connaître pour présenter un exposé complet de cette controverse.

M. Demangeat a cité comme un argument tout à fait décisif en faveur de l'opinion qui veut que l'*infantia* ne cesse pas par le seul fait qu'on prononce des mots, un texte d'Ulpien inséré au Digeste, loi 70 liv. XLV t. I. ainsi conçu : *Mulier quæ dotem dederat populari meo Glabrioni Isidoro, fecerat eum promittere dotem, si in matrimonio decessisset, infanti et decesserat constante matrimonio, placebat ex stipulatu actionem non esse, quoniam qui fari non poterat stipulari non poterat.*

Ulpien suppose dans ce texte qu'une femme avait fait promettre par Gl. Isidore, son mari la restitution de sa dot à un enfant, dans le cas où elle mourrait avant le mariage. Elle mourut et le jurisconsulte se demande s'il y a lieu à l'action *ex stipulatu* de la part de l'enfant. Non, dit-il, parce que *qui fari non poterat, stipulari non poterat.*

Or, dit M. Demangeat, pour que Ulpien se demande s'il y a lieu d'accorder l'action *ex stipulatu* à l'enfant, il faut que ce dernier ait stipulé, qu'il ait pu par conséquent parler, prononcer

les mots nécessaires pour accomplir cet acte juridique, qu'il ait procédé à l'interrogation suivant la forme usuelle.

Par conséquent lorsque Ulpien dit *fari non poterat*, le mot *fari* ne signifie pas ici émettre des sons, mais comprendre la portée des paroles prononcées, le jurisconsulte ne saurait dire une pareille énormité, que l'enfant ayant stipulé, ayant prononcé les mots nécessaires pour former le contrat, ne pouvait avoir l'action *ex stipulatu* parce qu'il n'avait pu parler (émettre des sons).

Le texte invoqué par M. Demangeat est certainement plus sérieux, que tous ceux cités par M. Savigny. Il n'a pas été cependant laissé sans réponse. Le même Ulpien, a-t-on déclaré, n'a-t-il pas dit (L.1 pr. Dig. XLV, 1). *Neque mutus, neque surdus, neque infans stipulationem contrahere possunt; nec absens quidem*. Lorsqu'on dit qu'un muet ou un absent ne peut pas stipuler, on peut dire également que celui qui n'a pas stipulé parce qu'il n'a pu parler ne peut avoir l'action *ex stipulatu*.

Tels sont les arguments présentés en faveur de l'opinion qui soutient, que de tout temps, l'*infantia* a cessé à l'âge fixe de sept ans, car c'est le moment où l'homme est à même de comprendre ce qu'il dit. Il est à remarquer que tous ces arguments n'ont pas été laissés sans réponse, et il est bien difficile de les considérer comme péremptoires.

*
* *

Examinons maintenant l'opinion contraire qui prétend que l'*infantia* cessait dès que l'on pouvait parler, émettre des mots, sans qu'il fût besoin de comprendre le sens des paroles prononcées.

On invoque tout d'abord un passage de Théophile extrait de sa paraphrase des Institutes (1), ainsi conçue : *infantes veluti qui adhuc lactant aut his paulo majores*, et plus loin il ajoute :

1. Théophile, Paraphrase, L. III, t. 20, § 9.

qui recte loqui incipiunt proximi infanti dicuntur. On ne saurait contester le sens de ces extraits et tout le monde reconnaît que c'est là un langage très clair et très catégorique. Mais, comme le fait remarquer M. Accarias, « Théophile prétend « constater le droit de son époque : or à ce point de vue, si « on ne veut pas le taxer d'ignorance, tout au moins faut-il « lui imputer une distraction assez étrange ». En effet, de son temps, les constitutions des empereurs avaient décidé d'une façon formelle que l'*infantia* cessait à sept ans. On ne saurait donc invoquer le témoignage de Théophile.

Le second argument présenté est purement étymologique et s'appuie sur une citation de Varron disant : *Fatur is qui primum homo significabilem ore dimittit vocem, ab eo antequam ita faciant pueri dicuntur infantes* (1). Le sens étymologique est bien tel que le dit Varron, cela non plus ne saurait être contesté, mais comme nous l'avons déjà fait remarquer, le langage juridique a donné au mot *infans* une signification toute autre que celle qu'il avait pu avoir primitivement, on peut s'en convaincre par les exemples que nous avons déjà cités.

En troisième lieu on dit la loi 48 au Cod. VI, 30 (que nous avons déjà étudiée), et qui commence par ces mots : *Si infanti (id est minori septem annis)*... indique bien qu'il y a là une innovation en ce qui concerne la limite de l'*infantia*. Il eût été autrement inutile de définir ce qu'on entendait par l'*infantia*, de même qu'aujourd'hui, une loi statuant sur la capacité des majeurs, négligerait de dire qu'on entend par là toute personne âgée de 21 ans accomplis.

Un pareil argument ne paraît guère décisif ; il y a des distractions autrement grave qu'on peut reprocher au législateur.

Poursuivons l'étude des textes invoqués en faveur de l'opinion que nous examinons. On cite encore un passage de

1. M. T. Varron. *De lingua latina*, VI, 7.

Gaius inséré au Digeste, loi 6 Dig. XLVI, 6, ainsi conçu. Si le pupille est présent, dit le jurisconsulte, *et fari potest, etiam si ejus ætatis erit, ut non intelligat quid agat : tamen propter utilitatem receptum est recte eum stipulari*. Paul dit de même, loi 9, Dig. XXIX, 2, *Pupillus si fari possit, licet hujus ætatis sit ut causa adquirenda hereditatis non intelligat, quamvis non videatur scire hujusmodi ætatis potest, (non magisquam furiosus) tamen cum tutoris auctoritate hereditatem adquirere potest : hoc enim favorabiliter ei præstatur*.

Ces textes, dit-on, montrent bien que l'*infans* est celui qui peut parler sans avoir besoin de comprendre, cela est écrit en toute lettre. M. Accarias répond avec raison que ces textes, loin de prouver en faveur de ceux qui les invoquent, prouvent contre eux. La formule *propter utilitatem et hoc enim favorabiliter ei præstatur* indiquent clairement, en effet, que ces décisions ont été des mesures d'exception; en règle générale, il en était donc autrement, et il ne suffisait pas de parler sans comprendre, pour avoir la possibilité d'accomplir des actes juridiques, pour sortir par suite de l'*infantia*, car nous verrons que l'aptitude à faire toute sorte d'actes n'avait été reconnu qu'au pupille sorti de l'*infantia*.

*
* *

Nous avons ainsi résumé la controverse au sujet de la limite de l'*infantia*, et nous avons exposé les arguments qui avaient été invoqués de part et d'autre avec les réponses qui leur avaient été faites. Donnons maintenant notre opinion personnelle.

Il nous semble bien difficile d'admettre que de tout temps l'*infantia* ait cessé à l'âge de 7 ans. Il n'était pas dans les habitudes de l'ancienne législation romaine d'établir aucune fixation d'âge. Ainsi le *puber* était pleinement capable, il eût été par conséquent fort utile de dire à quel âge, s'acquerrait la puberté et nous savons qu'entre l'*infantia proxima* et la *pu-*

bertatis proximus il n'y avait aucune limite précise. Elle variait suivant le développement individuel de chacun. Il eût été bien singulier que le législateur romain eût suivi une autre règle en ce qui concerne l'*infantia*. A notre avis on laissait sur ce point liberté absolue à la famille dont les pouvoirs à l'origine des nations sont considérables. A quel point de vue se plaçait la famille pour déclarer l'*infantia* terminée ? Se basait-elle sur le fait de l'acquisition de la parole ou sur le fait de parler en comprenant ?

Nous ne pouvons ici nous livrer qu'à des hypothèses, mais nous pensons que dans les débuts de la législation romaine, il n'y avait pas grand inconvénient à faire sortir le pupille de l'*infantia*, dès qu'il pouvait parler : car celui qui était *infantia proximus* était assimilé à l'*infans*. Plus tard, quand on permit au *proximus infantia* de figurer dans les actes juridiques l'intéressant, quand on lui eut reconnu une certaine capacité, dans son intérêt même, on eut une tendance à reculer la limite de l'*infantia*. Il eût été choquant de voir un enfant de 3 à 4 ans, prendre part à une stipulation qu'il ne comprenait pas, et alors les juristes romains réussirent à étendre la durée de l'*infantia* jusqu'au moment où l'*infans* était capable de comprendre ce qu'il disait ; mais tout d'abord on ne fixa pas d'âge et cela se conçoit car le développement intellectuel varie suivant les personnes et les pays, et ce n'est que plus tard que l'âge de 7 ans fut indiqué comme limite fixe de l'*infantia*, à la suite d'une habitude qui s'était peut-être généralisée et que la loi ne fit que consacrer.

Cette opinion que nous soutenons a été exprimée par M. Gérardin dans le cours de Pandectes qu'il fit à la faculté de Paris en 1891-92. Il nous semble qu'on pourrait citer comme la fortifiant un texte de Paul inséré au Digeste. loi 5, livre XVII ainsi conçu : *In negotiis contrahendis alia causa habita est furiosorum, alia eorum qui fari possunt, quamvis actum rei non intellerent ; nam furiosus nullum negotium contrahere potest ; pupillus omnia, tutore auctore, agere potest...* Ce texte indique

bien que les pupilles pouvaient accomplir des actes juridiques, qu'ils n'étaient plus par conséquent *infantes*, par le seul fait qu'ils parlaient (*fari*), *quamvis actum rei non intelligerent*. Il est à remarquer que ce fragment se trouve dans le titre suivant : *De diversis regulis juris antiqui*. C'est donc là une règle de l'ancien droit, et elle confirme pleinement cette hypothèse que dès le début de la législation romaine, il suffisait de parler, pour ne plus être *infans*.

CHAPITRE II.

CONDITION JURIDIQUE DE L'INFANS.

En règle générale l'*infans* est incapable et ne peut par conséquent intervenir dans aucun acte juridique. *Nullum intellectum habet*, disent les textes, il est assimilé au *furiosus*, car comme lui il ne sait ce qu'il fait. La règle écrite aux Institutes liv. 3, XIX § 19 *pupillus omne negotium recte gerit ut tamen, sicubi tutoris auctoritas necessaria sit adhibeatur*, ne saurait lui être applicable. L'*auctoritas* était donnée au pupille sorti de l'*infantia* qui avait une certaine capacité juridique, dans le but de la compléter, mais elle ne pouvait être d'aucun secours pour l'*infans*, car le néant ne se complète pas. Il ne pouvait donc rien faire même avec la volonté du tuteur et l'acte accompli était dénué de toute portée juridique, et considéré comme inexistant.

Tel est le principe qui à toute époque a dominé dans le droit romain. Nous verrons, dans la suite, qu'il ne fut pas absolu et qu'il subit des atténuations à la suite de considérations purement pratiques (*propter utilitatem*).

Pour étudier la condition juridique de l'*infans*, il nous faut tenir compte de sa situation dans la famille et distinguer suivant qu'il est *alieni juris* ou *sui juris*.

SECTION I.

Infans alieni juris.

L'*infans alieni juris* ne compte pas dans la famille romaine, dans les premiers temps du moins, il doit être considéré plutôt

comme une chose que comme une personne, si on donne à ce dernier mot son sens juridique, si on entend par personne tout être réel ou fictif considéré comme capable d'être le sujet actif ou passif d'un droit, comme pouvant avoir des droits et des obligations.

Quand on connaît les caractères de la famille antique cela n'a rien qui puisse surprendre. C'est son chef, le *pater familias* à Rome, qui a dans ses mains tout le pouvoir. Ces droits qu'il possède sur les autres membres de la famille sont presque sans limite, à l'égard de l'*infans* il agit en maître, en propriétaire. Ces caractères se retrouvent chez toutes les sociétés primitives. M. Herbert Spencer les a admirablement fait ressortir dans ses *Principes de Sociologie* et il a pu dire avec raison : « La condition de l'enfant de l'homme primitif est analogue à celle du petit ours. »

Le *pater familias*, à Rome, était maître absolu au point de vue de la composition de la famille. Il est libre d'y faire entrer la femme comme épouse ou comme concubine, il peut aussi la répudier, de même l'*infans*, par sa volonté seule, fera ou non partie de la famille, et ce droit est poussé jusque dans ses conséquences les plus rigoureuses. Le *pater familias* est autorisé, à tuer, à vendre ou à abandonner son enfant. Le doute ne saurait exister sur ces points, des auteurs dignes de foi les constatent (1). Cicéron et Aulu-Gelle, qui nous donnent la formule d'adrogation, mettent particulièrement en relief le *jus vitæ necisque*. Ce droit qui était très ancien (d'après Papinien, il remonte, en effet, à une loi rendue sous les rois. Coll. lég. mos. tit. IV, cap. 8), survécut à l'abrogation des *leges regię*. Bien plus, il était tellement inhérent aux mœurs que les empereurs chrétiens eux-mêmes ne l'abolirent pas, et se contentèrent de le réglementer.

Nous savons par une sentence de Paul insérée au Digeste l. 4, liv. XXV, tit. 3, que dès l'époque classique on prévoit

1. Loi II, L. XXVIII, tit. 2, Cicero, *Pro domo*, 27. Aulu-Gelle, V, 19. Denys d'Hal. IV, 26 et 27.

et on punit tout au moins l'exposition des nouveaux nés. C'était un fait, en effet, assez fréquent dans les premiers temps du droit romain, d'abandonner les jeunes enfants, et de laisser à la charité publique le soin de subvenir à leurs besoins.

Cette exposition des nouveaux-nés était devenue fort rare à l'époque du droit classique, mais sous le bas-empire, la misère croissant, elle se produisit assez souvent pour motiver une décision de Constantin. Ce prince déclare que tout enfant exposé par son père tombera sous la puissance de celui qui l'a recueilli (1). Plus tard Justinien va plus loin et le déclare *sui juris*.

En ce qui concerne le droit donné au père de vendre son enfant, il n'y eut sur ce point que de simples modifications atténuant très légèrement le principe jusqu'au dernier état du droit romain. Caracalla déclara cette vente illicite et improbe (3); Dioclétien voulut la proscrire d'une façon générale (4); mais sa décision ne dut être guère respectée, car l'empereur Constantin, tout en renouvelant la prohibition, permit la vente de l'enfant au moment de sa naissance (*adhuc sanguinolentus*). Il en est encore ainsi avec Justinien et cet empereur semble bien avoir reconnu l'impossibilité de supprimer ce droit de vendre le nouveau-né, puisqu'il permet, comme dernière concession, à tout citoyen de libérer l'enfant ainsi vendu de la puissance de l'acquéreur, en indemnisant ce dernier par le remboursement du prix ou par la livraison d'un esclave de valeur suffisante (5).

A un autre point de vue le *pater familias* pouvait user de son pouvoir sur la personne de l'*infans*. Il était dans les habitudes romaines de fiancer les enfants alors qu'ils étaient encore fort jeunes. Cependant, nous verrons, que lorsqu'ils

1. Loi 1, Co. Théod., *De exp.* V, 75.

2. Const. 3, C. J. *De inf. exp.*, VIII, 52.

3. Const. 1, *De lib. cause*, VII, 46.

4. Const. 1, *De part. qui fil. distr.* IV, 43.

5. § 7, *De nox. cat.*, Just. IV, 8. — Const. 2, *C. de pat. qui fil. dist.*, IV, 43.

étaient *sui juris*, les impubères devaient être sortis de l'*infantia*, pour prendre valablement un pareil engagement. La règle n'était plus la même pour ceux qui étaient *in potestate*. Le *pater familias* pouvait, de son autorité propre, par son seul consentement, fiancer l'*infans*. Cette habitude existait surtout chez les grandes familles, pour des raisons politiques. Parmi les exemples nombreux que nous fournit l'histoire romaine, citons Octavie fille de Claude et de Messaline, fiancée à L. Silanus en 48 ap. J.-C., à l'âge de sept ans. Vipsanie Agrippine, fille d'Agrippa et de Pomponia, promise à Tibère dès sa première année, une fille de Séjean, fiancée à un fils de Claude alors que tous deux étaient au berceau (1).

Il est assez curieux de voir un pareil pouvoir donné au *pater familia* jusque dans le dernier état du droit romain, ce qui est encore plus singulier c'est qu'un usage fréquent semble en avoir été fait. D'après ce que nous avons dit, en effet, les empereurs, après avoir essayé de supprimer les droits de la puissance paternelle qui leur paraissaient exorbitants, ont été contraints de les laisser subsister ; ils ont essayé il est vrai, de les modérer dans ce qu'ils avaient d'excessifs, de les rendre moins inhumains ; mais, à ce point de vue, leurs atténuations ont été bien faibles, tout au moins en ce qui concerne l'*infans*.

Après avoir étudié la condition juridique de l'*infans alieni juris*, nous devrions examiner quelle est la situation de ses biens. Mais il n'en a pas juridiquement. Tout ce qu'il pourrait posséder fait partie du patrimoine commun, administré par le *pater familias* et inversement n'ayant pas le droit de propriété il n'en a pas les charges. Il pourrait, il est vrai, être institué héritier ou légataire, mais ce qu'il recueillerait de cette façon, ne lui appartiendrait pas, il aurait acquis pour le *pater familias*.

Nous examinerons d'ailleurs cette hypothèse dans le cours de cette étude.

1, Tacite, Annales III, 29 ; IV, 7 ; XII, 39. Corn. Nep. Atticus, Ch. 19.

SECTION II.

Infans sui juris.

Avant d'examiner la capacité de l'*infans sui juris*, rappelons les principes généraux de la tutelle en droit romain.

Chez nous la tutelle est instituée dans un pur but de protection. Le tuteur doit veiller aux intérêts pécuniaires du pupille, mais il doit aussi l'aider de ses conseils, il lui doit en somme assistance matérielle et morale. A Rome, dans les débuts, il en était autrement. Le tuteur avait le devoir exclusif de sauvegarder les biens familiaux, d'en empêcher le dépérissement ; sa gestion s'exerçait donc à un point de vue purement pécuniaire, et non pas tant dans l'intérêt du pupille que dans celui des autres membres de la famille. Ce n'est que peu à peu que la tutelle s'est modifiée et a été conçue dans le sens qu'elle a aujourd'hui chez nous.

Pour remplir ses fonctions le tuteur a eu recours à plusieurs procédés suivant les époques. Le premier moyen consistait à faire figurer le pupille dans les actes de la vie civile l'intéressant. Le tuteur intervenait et lui donnait son *auctoritas* seulement lorsque le mineur rendait sa condition pire, c'est-à-dire aliénait.

Le second procédé que pouvait employer le tuteur consistait à intervenir lui-même au lieu et place du pupille. Il accomplissait une *negotiorum gestio* ; plus tard, il fut considéré comme un véritable mandataire. Dans le premier cas il avait droit au remboursement des créances qu'il avait faite jusqu'à une somme égale à la plus-value. Dans le second cas, il était remboursé pour toute les dépenses faites en tant que sage administrateur.

Tels étaient donc les deux moyens que les tuteurs avaient à

leur disposition pour administrer les biens du pupille. Mais pouvaient-ils toujours les employer ?

Nous savons déjà que non. L'*infans* était incapable de figurer à un acte juridique, on ne pouvait donc lui donner l'*auctoritas* et alors restait le second procédé, le tuteur contractant au lieu et place de l'*infans*. Mais ici nous nous trouvons en face du principe de non représentation que le droit romain a poussé jusque dans ses extrêmes conséquences et sur lequel il est utile d'attirer l'attention avant d'étudier la condition juridique de l'*infans sui juris*.

Le droit romain, en vertu de ce principe, n'admettait pas que le tuteur pût faire *au nom de son pupille* les actes pécuniaires intéressant la fortune de ce dernier ; il ne pouvait le représenter. Si l'intérêt du pupille commandait de faire quelque opération pécuniaire, un placement en argent, en immeubles par exemple, le tuteur devait agir en son nom propre comme s'il eut été directement intéressé et qu'il fût question de sa fortune personnelle. Plaçait-il l'argent du pupille ? il exigeait que la restitution lui fût faite personnellement ; achetait-il une terre, c'était à lui qu'était consentie la mancipation ou l'*in jure cessio*. A la fin de la tutelle un règlement de compte avait lieu et le tuteur retransférait au pupille le droit de créance ou le droit de propriété.

C'était là un système bien compliqué qui pouvait en outre être dangereux. Rien ne garantissait le transfert des actes passés par le tuteur et si ce dernier devenait insolvable le pupille était lésé.

En outre, le tuteur ne pouvait accomplir en son nom personnel un certain nombre d'actes juridiques, intéressant le pupille et qu'il importait cependant d'exécuter promptement. Prenons par exemple l'adition d'hérédité, qui était un de ces actes purement personnels. Le pupille est héritier externe ou volontaire, la succession ne peut être acceptée que par le pupille, c'est à lui de prononcer la formule sacramentelle de l'acceptation, nul ne pouvait le remplacer ; par conséquent, s'il meurt

sans avoir pu faire adition, la succession ne passe pas à ses héritiers car la faculté d'accepter ne se transmettait pas et tant qu'une hérédité n'était pas acceptée elle était jacente.

On voit donc l'intérêt qu'il y avait de permettre au pupille d'accomplir lui-même les actes juridiques. C'est surtout pour éviter les inconvénients du principe de la non représentation qu'on assimila l'*infantia proximus* au *pubertatis proximus*.

C'est ce principe de la non-représentation que les jurisconsultes romains se sont ingéniés à tourner pour permettre à l'*infans* d'accomplir les actes juridiques qu'il pouvait seul exercer. C'est ce que nous allons voir en examinant son incapacité.

§ 1^{er}.

Les Institutes au § 10, *de inutilibus stipulationibus*, nous dit que l'*infans* était incapable de faire *omne negotium*. Que faut-il entendre par *negotium*? on traduit généralement ce mot par celui d'affaire, mais l'expression latine nous paraît avoir un sens plus large; c'est ainsi qu'Ulpien, parlant des fonctions des tuteurs, disait *negotia gerebant* ou *autoritatem interponebant*. Le mot *negotium* ne signifiait donc pas seulement les actes juridiques, mais toute sorte d'acte qui suppose pour leur existence deux volontés concordantes, tendant vers un but commun, un *consensus*, un *idem placitum*, en un mot des conventions, l'accord de deux volontés. Rangeons parmi ces actes la *mancipatio*, l'*in jure cessio*, la tradition, tous les contrats et aussi un certain nombre d'actes juridiques extinctifs d'obligation qui nécessitent le consentement de deux parties, le paiement, le pacte *de non petende*, l'*acceptilatio*.

Il y a aussi certains actes qui ne sont plus conventionnels et qui peuvent être désignés sous l'épithète générale de *negotium*. Citons l'affranchissement, l'émancipation (à son début tout

au moins) l'acceptation, d'une hérédité. Où une seule partie manifeste sa volonté, l'autre la subit (1).

Voilà donc tous les actes qui peuvent être qualifiés de *negotium*, tous sont interdits à l'*infans*. Et cette interdiction générale se trouve de nouveau spécifiée pour certains actes juridiques.

Ainsi, à propos de la stipulation, Ulpien (2) nous dit dans un fragment que nous avons déjà cité, que ni le sourd, ni le muet, ni l'absent, ni l'*infans* ne peuvent stipuler. Le même jurisconsulte a constaté encore cette impossibilité à propos de l'action *ex stipulatu* refusée à un *infans* auquel la mère avait fait promettre par son mari restitution de la dot. Nous avons également commenté ce texte dans la première partie de cette étude.

En voici un autre encore plus probant. C'est un extrait de Gaius inséré au Digeste, loi 6, livre XLVI, 6. Il s'agit de certains tuteurs qui, pour répondre de leur bonne gestion, devaient donner au pupille une satisfaction, ce qui entraînait la nécessité d'une stipulation. Gaius nous dit qu'un esclave du pupille doit stipuler pour lui s'il ne peut parler ou s'il est absent ; s'il est présent et qu'il puisse parler *etiam si ejus ætatis erit, ut non intelligat quid agat : tamen propter utilitatem receptum est recte eum stipulari*. Ainsi il pourra stipuler dans ce cas là spécialement, ce qui indique bien que d'une façon générale il n'en avait pas le droit.

Ainsi l'incapacité du pupille *infans* était complète ; voilà ce qui résulte des textes que nous avons examinés. Cependant d'autres textes laissent supposer, au contraire, que cette incapacité n'était pas absolue. Y avait-il sur ce point comme sur tant d'autres désaccord entre les jurisconsultes romains ? Ou bien les rigueurs du droit avaient-elles été atténuées dans l'intérêt de l'*infans* ? le principe avait-il fléchi ? C'est ce que nous allons examiner.

1. Gérardin, à son cours.

2. Loi 1, pr. Dig., XLV, 4.

§ 2.

C'est en matière de fidéicommis que nous voyons tout d'abord une dérogation au principe, ou tout au moins une divergence de vue entre les jurisconsultes. Nous trouvons en effet au Digeste, loi 65, § 3, XXXVI, 1, un texte de Mæcianus, jurisconsulte contemporain de Gaius, qui soulève, touchant l'incapacité de l'*infans*, des difficultés sérieuses. Pour bien le comprendre il importe de rappeler sommairement les règles relatives au fidéicommis.

Le fideicommis était une libéralité faite par le testateur, sous une forme particulière. Il demandait à celui qu'il instituait héritier d'exécuter cette libéralité, et il s'en remettait à sa bonne foi. Tel était le principe à l'origine. L'institué était absolument libre d'exécuter les volontés du testateur. Plus tard des dispositions furent prises pour l'y contraindre. L'héritier, en effet, pouvait avoir intérêt à ne pas exécuter le fidéicommis ; il gardait toujours sa qualité d'héritier, il avait le désagrément de continuer à représenter le défunt, d'être par conséquent tenu de ses dettes, sans avoir l'avantage de posséder l'actif. Des mesures furent prises pour remédier à cet inconvénient. Signalons d'abord le sénatus-consulte Trébellien qui décida que la restitution de l'hérédité par suite d'un fidéicommis, sans ôter au restituant la qualité d'héritier, transférerait tous ses effets sur la personne du fidéicommissaire. C'était contre ce dernier qu'étaient dirigées les actions héréditaires sous forme d'actions utiles. De cette façon l'héritier n'avait rien à craindre, mais s'il n'avait plus d'intérêt à refuser la succession il n'en avait également aucun à l'accepter. Le sénatus-consulte Pégasien rendu sous Vespasien, fit disparaître cet inconvénient et déclara que le fiduciaire aurait un quart de l'actif net et le fidéicommissaire les trois quarts. Dès lors l'héritier pouvait être contraint d'accepter la succession par ordre du préteur.

Justinien fonde les dispositions de ces deux sénatus-consultes en une seule qu'il désigna sous le nom de sénatus-consulte Trébellien et il décida que le fidéicommissaire serait seul considéré, comme héritier que les actions héréditaires actives ou passives seraient exercées ou supportées par l'héritier fiduciaire et le fidéicommissaire proportionnellement à ce que chacun recevait de l'hérédité. L'héritier avait toujours droit à un quart et pouvait être contraint d'accepter la succession.

Le jurisconsulte Mæcianus suppose qu'un fidéicommissaire prenant toute la succession a été fait au bénéfice d'un *infans*, il examine les effets qui en résulteront. Il suppose tout d'abord que le fiduciaire a accepté volontairement la succession, alors, dit-il, l'hérédité pourra être restituée soit à l'esclave du pupille soit au pupille lui-même avec l'*auctoritas tutoris* (*si sponte adierit, etiam servo ejus et ipsi pupillo, tutore auctore, restituetur hereditas*).

Remarquons tout d'abord que cette restitution ne saurait comprendre une remise matérielle, une tradition, il s'agissait évidemment d'une convention entre l'institué et le fidéicommissaire, l'un déclarait se dessaisir du fidéicommissaire, l'autre l'accepter. C'est à la suite de cette convention que le fidéicommissaire acquérait la propriété bonitaire de la succession en même temps que la possibilité d'exercer ou de supporter les actions héréditaires en tant qu'actions utiles.

Ainsi, d'après ce que nous dit le jurisconsulte Mæcianus, l'*infans* appelé comme fidéicommissaire pouvait faire cette convention. Il y avait donc certains actes juridiques auxquels il pouvait prendre part, son incapacité n'était pas par conséquent complète. Telle est la conclusion qui semble s'imposer, elle n'est pourtant pas admise par les glossateurs et par Cujas car ils fournissent une interprétation du texte différente de la nôtre.

Mæcianus, disent-ils, déclare que la convention de la restitution sera faite d'une part par le fiduciaire et de l'autre par l'esclave du pupille, le pupille et le tuteur, tous les trois réunis.

Il n'y a pas, en effet, font-ils remarquer, *aut pupillo* dans le texte mais bien *et pupillo*. Cette interprétation fait disparaître la dérogation au principe de l'incapacité de l'*infans*, nous savons en effet que l'esclave de ce dernier pouvait le représenter sur l'ordre du tuteur, dans les actes juridiques, la présence du pupille était alors inutile, il est vrai, mais elle ne constitue pas un empêchement, elle ne vicie pas la convention.

Il est bien difficile de traduire ainsi la disposition du Digeste empruntée à Mœcianus. Pourquoi contiendrait-il ces mots *tutore auctore*, l'*auctoritas* n'est donnée qu'au pupille seul ; quand il s'agit de l'intervention d'un esclave, il faut le *jussum tutoris*, le jurisconsulte latin aurait dit par conséquent, *jussu tutoris*, s'il avait voulu exprimer l'opinion que lui prêtent les glossateurs.

D'ailleurs l'interprétation des glossateurs explique difficilement la suite du texte. *Si quidem*, ajoute Mœcianus, *eo quod fieri non potest non magis ea res impeditur, quam in muto, pubere volenti sibi restitui hereditatem*. Le jurisconsulte prévoit l'objection qu'on peut lui faire, au sujet d'un *infans* qui ne peut parler et il la refute en assimilant la situation de l'*infans* à celle d'un sourd et muet. Ce dernier en effet pouvait faire une convention de restitution, soit *per scripturum* soit *per nutum*. Et Mœcianus semble dire : pourquoi un *infans* n'interviendrait-il pas alors qu'un sourd et muet peut intervenir ?

Le texte que nous venons d'expliquer est donc formel et constate le droit pour l'*infans* d'intervenir à la convention de la restitution du fidéicommis qui lui a été fait. Son incapacité juridique n'est donc pas absolue ? Quelle est la raison de cette dérogation, il est difficile de la donner et nous nous contentons de la constater.

Examinons maintenant la seconde hypothèse qui peut se présenter en matière de fidéicommis et qui est prévue par Mœcianus dans les termes suivants : *Si autem heres recuset adire hereditatem, quemadmodum res expediri possit, difficile est. Quia neque tutore desiderante periculo pupilli adire here-*

ditatem, Trebelliano senatusconsulto locus sit futurus, neque pupillus ipse id desiderare possit quam fari non possit. Le jurisconsulte fait remarquer combien la situation est délicate quand l'héritier refuse d'accepter la succession. Le tuteur, dit-il, ne peut demander qu'il y ait lieu à l'application du sénatus-consulte Trebellien, aux risques et périls du pupille, d'un autre côté le pupille ne saurait formuler ce même désir puisqu'il ne peut parler.

Remarquons immédiatement, que ce n'est pas le sénatus-consulte Trebellien mais le sénatus-consulte Pégasien, qu'on aurait dû invoquer au temps de Mœcianus, et dans le texte primitif il s'agissait probablement de ce dernier, mais tous les deux ayant été fondus en un seul sous le nom de sénatus-consulte Trébellien par Justinien, les rédacteurs du Digeste mirent sans doute ce mot Trébellien à la place de celui de Pégasien.

Ainsi, en cas de refus de la part de l'héritier d'exécuter le fidéicommiss, ni le tuteur ni l'*infans* ne peuvent l'y contraindre. On se trouve ici en présence d'une grande difficulté et aussi, remarquons-le, d'une iniquité. L'*infans* se trouve en effet à la discrétion absolue de l'héritier, de son bon vouloir seul dépendra la restitution de la succession. La situation pour lui est identique à celle qui existait pour tout le monde à l'origine et à laquelle on avait remédié. L'*infans* seul ne pourra-t-il profiter des avantages du sénatus-consulte Pégasien. Voilà ce que demande Mœcianus et voici selon lui comment on doit résoudre la question.

Quod aliquatenus circa mutos expediri potest ; nam si surditus capaces sunt, vel interrogati nutu possint significare velle se periculo suo hereditatem adire ; quomodo absentes per nuncium. Sed et infanti non dubito omnimodo subveniendum ; idque ex similitudine juris civilis vel honorarii constitutum est. Le jurisconsulte Mœcianus procède par voie d'analogie, il rappelle que lorsque les bénéficiaires des fidéicommiss, sont des muets qui en même temps ne sont pas sourds, on peut

les interroger et ils peuvent faire comprendre qu'ils acceptent l'héritage à leurs risques et périls, de même, ajoute-t-il, les absents peuvent se servir d'un messenger. Mœcianus nous donne alors son opinion personnelle et déclare qu'il ne doute pas de la nécessité de venir au secours de l'*infans* et pour cela, dit-il, on doit raisonner par analogie et utiliser ce qui se fait en droit civil ou en droit prétorien.

Que décidait-on en droit civil quand une succession était échue à un enfant et en droit prétorien quand un *infans* recevait une *bonorum possessio*.

Nous examinerons plus loin les droits de l'*infans* en matière d'adition d'hérédité. Contentons-nous pour le moment de signaler la solution qui avait prévalu et qui est rapportée d'ailleurs par Mœcianus en ces termes : *sive enim heres institutus esset, non dubie pro herede, tutore auctore gerere posse videtur*. L'*infans* pouvait acquérir l'hérédité en faisant un acte de gestion comme héritier. Le droit romain fut très large à propos de l'interprétation de ce qui devait constituer un acte de gestion d'héritier. On considéra comme tel le simple fait de disposer d'un objet de la succession, fût-il sans valeur aucune. De telle sorte qu'il suffisait de passer au doigt de l'*infans* un anneau ayant appartenu au défunt ou encore de lui faire briser un vase de la succession pour qu'il acceptât l'hérédité.

Quand il s'agissait de la *bonorum possessio*, le jurisconsulte Mœcianus nous dit qu'elle peut être réclamée par le tuteur pour le compte de l'*infans* (*de bonorum possessio agitaretur peti ei per tutorem posset*). On aurait donc admis en matière de *bonorum possessio* la représentation, et alors nous arrivons à cette conclusion, c'est qu'en matière de fidéicommiss, en s'inspirant des principes du droit prétorien, on doit permettre au tuteur de contraindre l'héritier fiduciaire à accepter l'hérédité et à restituer à son pupille le fidéicommiss universel qui lui est dû. C'est cette conclusion qui est indiquée en ces termes par Mœcianus : *ideoque et heres compelli per tutorem potest adire et restituere hereditatem, quo exemplo et mutis, qui nihil in-*

telligere potest, per curatorem adjuvatur. Il faut remarquer, en outre, qu'on agit de même à l'égard du muet qui ne peut rien comprendre et qui est secouru par son curateur.

De ce que nous venons de dire il résulte que l'incapacité de l'*infans* n'était pas complète puisqu'il pouvait prendre part à la convention de restitution de fidéicommiss avec l'assistance de son tuteur, cela est déclaré formellement par le jurisconsulte Mœcianus. Mais quand l'héritier fiduciaire refusait d'accepter la succession, il ne résulte pas des textes que nous venons d'étudier, que le tuteur pût l'y contraindre. Le jurisconsulte nous paraît plutôt étudier cette question délicate et essayer de la résoudre que constater le droit de son époque. Il nous donne en somme son opinion personnelle. Cela nous paraît résulter de l'étude même du texte de tout le fragment que nous venons de citer. Tandis que la première partie, celle qui a trait au fidéicommiss volontairement accepté, est conçue d'une façon très nette, très catégorique, la fin du texte qui prévoit l'hypothèse de l'héritier refusant d'accepter la succession, contient des restrictions et indique un sentiment tout à fait personnel. C'est ainsi que Mœcianus, après avoir signalé la difficulté pour l'*infans* ou pour son tuteur de contraindre l'héritier à accepter, dit : *infanti non dubito omnimoda subveniendum*. Je ne doute pas qu'on doive venir au secours de l'*infans* d'une façon ou de l'autre. C'est bien là une opinion exprimée par le jurisconsulte. En outre, à tout moment il fortifie les solutions qu'il présente en ayant recours à des arguments d'analogie. Pourquoi prendrait-il tant de précautions, s'il relatait une règle fixe.

En somme nous pensons que l'*infans* pouvait, à l'époque de Mœcianus, accepter la restitution volontaire d'un fidéicommiss, mais qu'on lui contestait le droit de contraindre l'héritier fiduciaire à accepter la succession. Sur ce point il y avait désaccord entre les jurisconsultes. Et cette hypothèse est fort vraisemblable. Il n'y a rien d'extraordinaire en effet à permettre à l'*infans* de passer une simple convention relative au fidéicommiss qui lui est dû, tandis qu'on lui refuse le droit de contrainte

à l'égard de l'héritier fiduciaire, car pour exercer ce droit il était nécessaire de comparaître devant le magistrat. Or nous savons qu'il faut une capacité plus grande pour comparaître devant le magistrat que pour passer une convention, c'est ainsi que l'esclave pouvait accomplir le second de ces actes et non le premier. Il pouvait en être de même pour l'*infans*.

Quoi qu'il en soit, nous constatons que le principe de l'incapacité de l'*infans* avait reçu une atteinte puisqu'il pouvait prendre part à la restitution du fidéicommiss, et faire aussi une acceptation de succession *pro herede gerendo*.

Ajoutons que dans le dernier état du droit romain on ne tient plus compte du principe de non-représentation. Une constitution de Justinien insérée au Code, loi 18, livre VI, 30, déclare que lorsqu'une succession sera échue à un *infans*, alors même que cette succession sera du droit civil, le tuteur pourra valablement l'accepter. L'opinion du jurisconsulte Mœcianus avait donc prévalu et on comprend pourquoi le fragment que nous avons étudié a été inséré dans les Pandectes.

§ 3.

La dérogation que nous venons de signaler n'est pas unique, nous en trouvons une autre dans la matière de la possession.

Nous savons que la possession est le fait de détenir une chose soit par soi-même soit par autrui avec la volonté de l'avoir en propre. Elle comporte donc deux éléments l'un corporel, le fait de détenir, *le corpus*, l'autre intellectuel, l'intention d'agir en propriétaire de la chose, *l'animus domini*. On a dit qu'elle était l'exercice du droit de propriété. Elle le fait tout au moins présumer, mais elle ne l'indique pas d'une façon certaine. Généralement chacun possède ce qui lui appartient, mais il n'en est pas toujours ainsi, en cas de vol par exemple. Pour être possesseur il faut donc avoir le *corpus* et

l'animus domini. Ainsi, il ne faudrait pas confondre le possesseur avec le détenteur, ce dernier a bien la chose entre ses mains, il a le *corpus*, mais non *l'animus domini* car il possède pour le compte d'autrui, et n'a pas l'intention de se comporter comme s'il était propriétaire de la chose.

L'*infans* peut-il posséder ?

D'après les principes généraux que nous avons fait connaître, il semble que non. Comment pourrait-il en effet avoir l'*animus*, puisqu'il est incapable de comprendre. Voici, cependant un texte de Paul inséré au Digeste, loi 32 § 2, livre XLI, 2). *Infans possidere recte potest, si tutore auctore cæpit; nam iudicium infantis suppletur auctoritate tutoris; utilitatis enim causa hoc receptum est*. Paul reconnaît donc à l'*infans* le droit de posséder pourvu qu'il commence avec l'*auctoritas* du tuteur. Le texte est très explicite et nous devons admettre qu'il y eu en matière de possession une nouvelle dérogation apportée au principe de l'incapacité de l'*infans*, et cette dérogation est d'autant plus grave qu'elle est double. Il a fallu en effet porter également atteinte aux règles de la possession qui ne permettent de devenir possesseur par autrui qu'à la condition d'avoir personnellement l'*animus domini*. L'*infans* n'a pas encore son intelligence développée, il ne saurait avoir l'intention d'agir comme un propriétaire à l'égard de la chose possédée. Paul nous dit que sa volonté sera complétée par l'*auctoritas* du tuteur. C'est là un singulier raisonnement, car la volonté de l'*infans* étant absente ne peut être complétée, on ne saurait rien ajouter au néant.

A quelle considération a-t-on obéi pour prendre une mesure si contraire aux règles du droit romain, on a agi dans un but d'utilité pratique, nous dit, le jurisconsulte. Nous concevons qu'il soit plus avantageux pour le pupille d'acquérir la possession lui-même plutôt que de la tenir du tuteur qui l'aurait d'abord acquise directement, cela est plus simple et aussi plus sûr car il faut compter avec l'insolvabilité possible du tuteur.

Mais peut-on dire que ce sont ces raisons qui ont poussé le

législateur romain à permettre au pupille d'acquérir la possession *tutore auctore*, le doute est permis car nous trouvons, f. 1, § 20. Dig. XLI, 2. au même titre par conséquent, un texte attribué [par les uns à Paul par les autres à Papinien (1), ainsi conçu : *Per procuratorem, tutorem, curatoremve possessio nobis acquiritur*. Si, ainsi que le constate ce texte, le tuteur pouvait faire acquérir la possession à son pupille sans être obligé de devenir lui-même possesseur, s'il pouvait posséder pour le compte de l'*infans* en son lieu et place, quelles sont donc les raisons d'utilité pratique, qu'on peut invoquer pour déroger au principe de l'incapacité de l'*infans* et pour permettre en outre à ce dernier de posséder, sans avoir l'*animus*. Il semble bien difficile de répondre à cette question et de concilier ces deux textes. On a tenté cependant de surmonter cette difficulté et voici une explication fort séduisante qui a été donnée (2).

Il est possible, a-t-on dit, que le dernier texte cité, celui du fragment 1 § 20, permettant au pupille d'acquérir la possession par l'intermédiaire de son tuteur, relate une règle de droit postérieure à celle expliquée dans le fragment 32 § 2, en vertu de laquelle, l'*infans* peut lui-même acquérir la possession *tutore auctore*. L'*infans* n'aurait pas de tout temps subi la même incapacité concernant l'acquisition de la possession, suivant les époques il y aurait eu des transformations, et ce n'est que par des étapes successives qu'on aurait combattu le principe de la non représentation. Tout d'abord le tuteur aurait été obligé d'acquérir personnellement la possession qu'il aurait transmise à son pupille à la fin de la tutelle. Ce procédé était dangereux, nous l'avons déjà dit, et alors dans un but d'utilité pratique (*utilitas causa*), on aurait permis à l'impubère et aussi à l'*infans* d'acquérir la possession *tutore auctore* (f. 32, § 2). Enfin, à une époque postérieure, on aurait admis la possibilité pour le tuteur d'acquérir la possession pour le compte de son

1. V. sur ce point. Accarias, *Précis de droit romain*, t. II, p. 509, note 1.

2. Gérardin, à son cours.

pupille, directement (f. 4, § 20). On aurait pu alors supprimer la première règle qui signalait une disposition inutile, mais on ne l'avait pas fait et ce n'est pas surprenant, l'histoire du droit romain nous offre d'autres exemples de ce genre.

Cette explication repose toute entière sur une conjecture, mais cette conjecture est tout à fait vraisemblable. Elle suppose que c'est en dernier lieu qu'on s'est attaqué directement au principe de la non représentation, après avoir eu recours à des moyens détournés pour le combattre et cela est bien conforme à ce qui a lieu dans les autres parties du droit. Le principe de la non représentation qui à l'origine était strictement observé, a perdu peu à peu, insensiblement de sa force, à cause des nombreux inconvénients qu'il engendrait mais il était bien dans les idées romaines de ne pas le supprimer tout d'un coup, on a essayé auparavant d'en éviter les effets et on a eu recours pour cela à des procédés fort compliqués. Nous avons vu que c'était là ce qui s'était produit, en matière de succession, ce n'est que sous Justinien que le principe de la non représentation a cessé d'exister, c'est par une constitution de ce prince que le tuteur a été déclaré capable d'accepter au lieu et place de l'*infans*, cette réforme a constitué la dernière étape de la lutte contre le principe de la non représentation. Pourquoi n'en serait-il pas de même dans la matière de la possession ? Personnellement nous croyons que la dernière réforme, concernant l'incapacité pour l'*infans* d'acquérir la possession, a déclaré le tuteur capable de représenter sa pupille.

M. Accarias, suivant en cela Savigny, nous le verrons plus loin, soutient une opinion contraire. Après avoir déclaré que l'*infans*, comme le fou, ne pouvant avoir l'*animus domini*, étaient incapable d'acquérir la possession, il dit (1) : « Cependant la jurisprudence finit par admettre, probablement sous l'influence de Papinien, que l'*infans* autorisé de son tuteur pourrait acquérir la possession, et voici sans doute par

1. Accarias, *Précis de droit romain*, t. I, p. 508.

« quel raisonnement on aboutit à cette doctrine : il était
 « reçu depuis longtemps que le tuteur pouvait acquérir la
 « possession à son pupille sans que celui-ci intervint. Dès
 « lors le tuteur venant autoriser une prise de possession ma-
 « térielle par l'*infans*, ne devait-on pas dire que par cela
 « même il s'appropriait l'acte entier, et que cet acte ne pou-
 « vait avoir moins de valeur que s'il eût été fait par lui seul ».

M. Accarias, fait une conjecture absolument contraire à celle que nous avons exposée, il suppose qu'on aurait immédiatement battu en brèche le principe de la non-représentation, cela nous paraît contraire au développement des idées juridiques romaines et nous ne voyons pas sur quoi s'appuie M. Accarias pour déclarer « qu'il était reçu *depuis longtemps* que le tuteur pouvait acquérir la possession à son pupille ». En outre il devient impossible, si on admet ce système, d'expliquer les mots *utilitatis causa* insérés dans le fragment 32, § 2.

Ainsi nous pensons que Paul, dans le texte cité au Digeste, fragment 1, § 20, livre XLI, 2, rapportait une règle de droit relativement récente, peut-être même prise dans son temps, tandis que le même jurisconsulte dans le fragment 32, § 2, du même titre relatait une décision ancienne en donnant les raisons qui l'avaient fait prendre.

Ces raisons sont d'abord dans un but d'utilité pratique, nous nous sommes expliqué sur ce point, ensuite, dit le jurisconsulte, on a permis à l'*infans* d'acquérir la possession *tutore auctore nam alioquin nullus sensus sit infantis accipiendi possessionem*.

Ce nouvel argument invoqué en faveur de la règle juridique rapportée par Paul, a donné lieu à de nombreux commentaires. La traduction de ces quelques mots est difficile. D'abord parce que, suivant les éditions, le texte varie. Certaines contiennent le mot *consensus* au lieu de *sensus*, *est* au lieu de *sit*, *accipienti* au lieu d'*accipiendi*. En outre, quel que soit le texte adopté, le sens qui en résulte n'est jamais très clair.

Voyons les différentes interprétations qui ont été données

de ces mots : *nam alioquin nullus sensus (ou consensus) sit (ou est) infantis accipiendi (ou accipienti) possessionem.*

1° On suppose qu'il y a *accipiendi* et on dit, en traduisant *alioquin*, par autrement et en le faisant rapporter à *tutore auctore* : autrement, si le tuteur ne donnait pas son *auctoritas*, l'*infans* n'aurait pas le sentiment de recevoir la possession, il n'aurait pas l'*animus*. Cette traduction est donnée par les glossateurs. Nous ferons remarquer qu'on se méprend ici sur la valeur de l'*auctoritas* ; en intervenant le tuteur ne remplaçait pas sa pupille, il complétait la capacité de ce dernier, or ici l'*infans* n'ayant aucune intelligence, aucune connaissance de ce qu'il faisait, le tuteur ne pouvait compléter ce qui n'existait même pas.

2° On suppose encore qu'il y a *accipiendi*, mais on fait rapporter *alioquin* aux mots *utilitatis causa* contenus dans la phrase précédant immédiatement celle que nous expliquons. On traduit alors ainsi : Autrement en dehors des considérations d'utilité pratique, il est impossible de reconnaître à l'*infans* la moindre intelligence, concernant l'acquisition de la possession, il ne peut avoir l'*animus*. C'est dire, en somme, une pareille décision serait inacceptable si elle n'avait été prise dans un but d'utilité pratique.

3° Savigny, dans son traité de la possession donne une troisième explication, il suppose que le texte original comprenait le mot *accipienti* et non *accipiendi*, il faut alors rapporter *accipienti* à *tutori* sous-entendu. *Alioquin*, d'après lui, fait allusion à la règle contenue dans le frag. 1 § 20, qui permet au tuteur d'acquérir pour le compte de pupille, et Savigny traduit ce mot par : car ailleurs. Voici alors la traduction complète. L'*infans* peut bien acquérir la possession *tutore auctore*, car ailleurs, dans le cas où le tuteur acquiert seul la possession, l'*infans* n'a pas le moindre sentiment d'acquérir la possession et cependant il l'acquiert.

Cette traduction nous paraît quelque peu forcée, elle est en outre en complet désaccord avec ce que nous avons dit précé-

demment pour expliquer les deux textes de Paul. Savigny, en effet, considère comme un fait certain que les Romains ont commencé par permettre au tuteur de remplacer son pupille pour acquérir la possession, alors même que ce pupille était *infans*, sans posséder l'*animus*; ils se seraient dit ensuite que par analogie on pouvait permettre à l'*infans* l'acquisition de la possession *tutore auctore*.

Nous admettons, nous, l'hypothèse inverse et nous avons expliqué la raison de nos préférences. Il nous semble plus conforme aux principes du droit romain de permettre la représentation du pupille par le tuteur dans le dernier état du droit seulement. On aurait fait cette réforme après avoir permis l'acquisition de la possession *tutore auctore*. On aurait remarqué que dans ce dernier cas en effet, c'était en somme, le tuteur qui seul jouait un rôle, que l'*infans* inconscient n'avait aucune utilité et on dut admettre facilement qu'il serait dispensé de comparaître. Avec cette opinion s'accorde la deuxième traduction que nous venons de citer, elle nous paraît d'ailleurs correspondre au sens général du texte et être beaucoup plus naturelle que celle de Savigny. Nous pensons donc que pour de simples raisons d'utilité pratique, on avait permis à l'*infans* d'acquérir la possession *tutore auctore*, et que plus tard, à l'époque de Paul, le tuteur put posséder pour le compte de son pupille.

L'incapacité de l'*infans* n'était donc pas absolue il pouvait figurer à la restitution du fidéicommis qui lui était due et acquérir la possession *tutore auctore*. Pourquoi cette double exception? sans doute parce que ces actes s'accomplissaient sans formalité aucune; nous savons en effet que les Romains veillaient surtout à l'exécution des formes solennelles dont ils entouraient leurs actes juridiques, il fallait les exécuter très strictement pour qu'ils pussent produire leurs effets. Ils durent donc considérer comme moins importants, et par suite comme plus accessibles les actes juridiques qui ne comportaient aucune forme.

L'*infans* peut donc acquérir la possession soit seul *tutore auctore*, soit par l'intermédiaire de son tuteur, à l'époque de Paul. Certains commentateurs prétendent que dans le dernier état du droit, l'*infans* put, par une simple appréhension corporelle et sans aucune intervention du tuteur, acquérir la possession. C'eût été la dernière réforme en la matière. Pour soutenir cette opinion on s'appuie sur une constitution de l'empereur Décius (loi 3 au Code, liv. VII, tit. 32) ainsi conçue : *Dona-tarum a quacumque persona infanti vacua possessio tradito corpore quæritur. Quamvis enim sunt auctorum sententiæ dis-sentientes, tamen consultius videtur interim, licet animi ple-nus non fuisset idfectus, possessionem per traditionem esse quæ-sitam, alioquin sicuti consultissimi viri Papiniani responso continetur, nec quidem per tutorem possessio infanti poteri ac-quiri*. De ce texte il résulte bien, dit-on, que par le seul fait de la tradition, l'*infans* acquiert la libre possession des choses qui lui sont données, par une personne quelconque, sans qu'il ait besoin d'être assisté de son tuteur. Et cela est d'autant moins contestable que l'empereur Décius fait remarquer qu'il en est ainsi bien que l'*infans* n'ait point l'*animus*.

Nous ne pensons pas que ce texte ait une pareille signification. On suppose ici que la possession est acquise à la suite d'un fait licite et conventionnel, le seul mode d'ailleurs qui convienne à l'*infans*. Car on ne saurait admettre qu'il possédât à la suite d'un acte illicite, tel que le vol, ou à la suite d'un acte licite volontaire non conventionnel, tel que l'occupation d'une *res nullius*. On ne pourrait guère comprendre en effet que le tuteur trouvant une *res nullius*, une perle au bord de la mer, pour prendre l'exemple classique, l'eût mise dans les mains de l'*infans* pour le faire posséder au lieu de la garder lui-même. Dans sa constitution l'empereur Décius suppose donc qu'une personne quelconque, tombant par conséquent sous le coup de la loi Cincia (1), donnait une chose au pupille *infans*. Celui-ci

1. On sait que la loi Cincia ne permettait pas de faire des donations dépassant une certaine somme, sauf aux *personæ exceptæ*.

acquérir la possession *corpore*, c'est-à-dire par la remise de la chose. Il n'y avait donc qu'un seul des éléments nécessaires pour acquérir la possession, le *corpus*, cet élément suffisait-il et n'avait-on pas besoin de l'*animus*? Y avait-il ici une dérogation aux règles générales concernant la possession et était-il admis en outre que l'*infans* seul pût acquérir la possession? Non ne le croyons pas; nous pensons que le texte suppose l'intervention du tuteur comme nécessaire pour avoir l'*animus*. En somme l'hypothèse prévue n'était autre que celle que nous avons déjà expliquée et qui supposait le pupille acquérant la possession *tutore auctore*. Le texte, à notre avis, signifie ceci : il n'est pas nécessaire, pour que l'*infans* acquière la possession, que le tuteur agisse complètement pour son compte, et réalise en sa personne les deux éléments, le *corpus* et l'*animus*, l'appréhension par le pupille suffira du moment que l'*animus* existe chez le tuteur. La fin du texte semble d'ailleurs conforme à cette version puisque Décius explique sa constitution en disant : Autrement si on refusait à l'*infans* l'acquisition de la possession *corpore* il faudrait lui refuser la possession obtenue par l'intermédiaire du tuteur, car dans l'un et l'autre cas il manque d'*animus*. Les deux modes d'acquisition sont assimilés car dans tous les deux le tuteur a l'*animus*, et cet *animus* se manifeste soit en donnant l'*auctoritas* soit en agissant pour le compte de l'*infans*. Ainsi ce texte sous-entend la présence du tuteur, cela ne saurait faire de doute, d'ailleurs, car une constitution bien postérieure à celle de Décius (loi 26, C. *de donat.* VIII, 54) suppose que l'*infans* ne peut acquérir seul la possession. Cette constitution fut édictée par Constantin elle était ainsi conçue : *Si quis in mancipatum minorem, prius quam fari possit aut habere rei, quæ sibi donatur, adjectum fundum crediderit conferendum: omne jus compleat instrumentis ante præmissis. Quod jus per eum servum, quem idoneum esse constiterit, transigi placuit: ut per eum infanti acquiratur.*

L'opinion que nous donnons est donc la seule qui puisse

être acceptée. Il eût été curieux de voir en effet en cette matière, une restriction apportée sur ce point aux droits de l'*infans*, alors que nous voyons son incapacité diminuer à mesure que nous avançons dans l'histoire du droit romain. C'est pourtant cette hypothèse que l'opinion adverse doit admettre pour concilier la constitution de Décius avec celle de l'empereur Constantin.

Mais on peut alors se demander : pourquoi l'empereur Décius était-il intervenu, alors que depuis longtemps la question était résolue. La réponse se trouve dans la constitution même ; on y trouve en effet les mots « *quamvis sint auctorum sententiæ dissidentes* ». La décision du jurisconsulte Paul que nous avons expliquée, n'avait pas été universellement admise, il y avait des controverses et l'empereur Décius a voulu les trancher.

Aussi l'*infans* pouvait valablement posséder *tutore auctore* ou par l'intermédiaire de son tuteur. Mais était-il nécessaire que la tradition qui lui faisait acquérir la possession fût faite titre gratuit comme semble le dire, les premiers mots de la Constitution de l'empereur Décius ? Nous savons en effet que la tradition pouvait être inspirée par de nombreux motifs, elle pouvait être faite aussi bien *donandi animo* que pour devenir créancier, ou encore pour se libérer. Nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de distinguer, le texte de Paul nous paraît conçu dans des termes très généraux. Quant à la constitution de Décius, voulant mettre fin à une controverse, elle devait faire allusion aux cas qui se présentaient le plus fréquemment. Or il n'y aurait guère que les donateurs ou leurs héritiers qui eussent intérêt à revenir sur une tradition qui avait eu lieu ; c'est donc l'hypothèse de la donation qui a été prévue par l'empereur et il disait à ceux qui réclamaient l'objet livré, et qui voulaient le reprendre disant que l'*infans* n'avait pas pu posséder, vous vous trompez l'*infans* a acquis la possession par la tradition.

Ce n'était pas seulement par la tradition que l'*infans* pouvait acquérir la possession, il pouvait encore user d'un autre pro-

cédé qui nous est indiqué par Paul dans la dernière partie du texte que nous avons commencé à expliquer (f. 32 § 2. Livre XLI, 2). Ce juriseconsulte nous dit en effet : *Item infans peculiari nomine per servum possidere potest. L'infans* peut acquérir la possession par l'intermédiaire de son esclave quand celui-ci acquiert à l'occasion et pour le compte de son pécule. Ce n'est pas là une simple dérogation à l'incapacité de l'*infans*, mais bientôt plutôt l'application d'une règle générale. On a toujours admis en effet en droit romain que les personnes en puissance, se trouvant à la tête d'un pécule, acquéraient la possession pour le compte de leur *pater familias* même à son insu, toutes les fois qu'elles appréhendaient une chose *ex peculiari*, c'est-à-dire lorsqu'il s'agissait de l'administration de leur pécule. Il y avait encore là une exception aux principes de la possession, celui qui devenait possesseur n'avait pas d'*animus* personnel.

Pourquoi avait-on admis cette règle ? plusieurs raisons ont été données.

On a dit, tout d'abord, celui qui a constitué le pécule a manifesté par lui-même la volonté générale de posséder *ex causa peculiari* (f. 1 § 5. Livre XLI, 2). Cette volonté, dit-on, est suffisante. Cette raison ne saurait valoir pour l'*infans* qui n'a pas constitué de pécule, et qui à aucun moment n'a pu par conséquent, manifester la volonté générale de posséder, *ex causa peculiari*.

Papinien, au f. 44 § 1. Livre XLI, 2) a expliqué cette règle de la façon suivante. C'est *utilitatis causa*, a-t-il dit, qu'on a décidé l'acquisition de la possession par le *pater familias* de choses possédées *ex causa peculiari* par celui qui était à la tête d'un pécule. On ne pouvait, en effet, raisonnablement exiger du père ou du maître qu'il s'enquit à tout moment de la composition du pécule, qu'il constatât minutieusement ce qui en sortait ou ce qui y entraait. En somme, dans ces cas, le père ou le maître empruntait l'*animus* de l'esclave ou du fils de famille

et c'est ainsi que l'*infans* qui n'avait pas d'*animus* personnel pouvait posséder grâce à l'*animus* de l'esclave.

Nous avons aussi examiné les dérogations apportées à l'incapacité de l'*infans* en matière de possession. Mais il y a encore une autre atténuation au principe de l'incapacité de l'*infans*, que nous avons déjà signalée et sur laquelle nous devons insister davantage. Il s'agit de ses droits relatifs à l'adition d'une hérédité.

§ 4.

L'adition d'hérédité était l'acte par lequel un héritier déclarait accepter la succession qui lui était échue. A l'époque classique pour faire adition d'hérédité en avait le choix entre trois procédés : 1^o On pouvait faire une déclaration dans une forme solennelle (*cretione*). 2^o On manifestait verbalement sa volonté sans aucune formalité (*nuda voluntate*). 3^o On faisait acte d'héritier (*per herede gerendo*).

L'adition d'hérédité ne pouvait être faite que par l'héritier lui-même, c'était un acte personnel, le tuteur ne pouvait donc ici remplacer l'*infans* et agir à sa place à charge de lui rendre compte à la fin de la tutelle ; d'un autre côté l'*infans* étant incapable, il s'en suivait qu'il ne pouvait d'aucune façon acquérir une hérédité. Tant que l'*infantia* durait l'hérédité était donc jacente, et dans le cas où le pupille mourait sans avoir pu faire adition, ses héritiers ne recueillaient pas ce droit, ils éprouvaient donc un préjudice. On chercha de bonne heure à remédier à un pareil inconvénient. Et voici ce qu'on avait imaginé dans ce but.

Lorsque l'*infans* était héritier de son père l'inconvénient n'existait pas, car l'*infans* héritait sans avoir à manifester sa volonté comme étant héritier sien.

Cette règle juridique se basait sur ce que les descendants, étant copropriétaires des biens de leur père vivant, ne pou-

vaient perdre leur droit de propriété par sa mort. Il est à remarquer que cette acquisition de l'hérédité pouvait avoir pour l'*infans* des conséquences onéreuses, dans le cas où la succession avait un passif plus élevé que l'actif. Mais le prêteur était alors venu à son secours et, grâce au *jus abstinendi* l'*infans* pouvait répudier l'hérédité par une manifestation quelconque de sa volonté.

Lorsque l'*infans* n'était pas héritier sien. On a eu recours pour lui permettre de faire adition au procédé que nous avons déjà expliqué, on lui faisait accomplir un acte de gestion, *pro herede gerebat*) avec l'assistance de son tuteur. Et, comme nous l'avons dit, il n'était pas nécessaire que ce fût un acte d'administration de conservation, touchant les biens héréditaires, mais un acte de disposition, fût-il sans importance.

Ce procédé avait quelque chose de puéril et à un moment donné on préféra permettre à l'*infans* de faire adition de l'hérédité *tutore auctore*. Ceci résulte du passage suivant. *Pupillus si fari possit, licet hujus ætatis sit ut causam adquirendæ hereditatis, non intelligat, quamvis non videatur scire hujusmodi ætas puer, neque enim scire neque decernere, talis ætas potest quam furiosus : tamen eum tutoris auctoritate hereditatem adquirere potest : hoc enim favorabiliter eis præstatur*, (loi 9 Dig. XXIX, 2). Voilà une nouvelle dérogation fort importante au principe de l'incapacité. Dès que l'*infans* peut articuler une parole, il est capable *tutore auctore* de faire adition d'hérédité. C'est le jurisconsulte Paul qui nous fait connaître cette décision. Ainsi nous voyons que dès l'époque classique, dans l'intérêt de l'*infans*, on avait été amené à lui donner une certaine capacité. Il eût été beaucoup plus simple et plus rationnel, nous semble-t-il avec nos idées modernes de permettre au tuteur de représenter l'*infans*, d'agir pour son compte. Mais les Romains respectaient le principe de la non-représentation, et ce n'est que dans le dernier état du droit que voyons sa disparition, C'est seulement en 407 que les empereurs Arcadius, Honorius et Théodose et plus tard en 426, que les em-

pereurs Théodose et et Valentinien décidèrent que le tuteur pourrait faire adition d'hérédité pour un pupille *infans*. Nous connaissons déjà le texte de la constitution de 407 rapportée tout au début de cette étude : elle permettait au père ou au tuteur de faire adition d'hérédité pour l'*infans*. C'est ce que disait aussi la constitution impériale de 426 insérée au Code. (40, 18 C. *de jur. delib.* VI, 30) dont nous avons cité les premiers mots et qui est ainsi conçue. « *Si infanti (id est minori septem annis) in potestate patres vel avi, vel proavi constituto, vel constitutæ hereditas ut derelicta vel ab intestato delata a matre, vel linea, ex quamater, descendit, vel alius quibuscumque personis : licebit parentibus ejus, sub quorum potestate est adire ejus nomine hereditatem vel bonorum possessionem petere.* La même constitution décidait qu'en cas de mort de l'*infans* ses droits passaient à ses héritiers.

Quand l'*infans* était *bonorum possessor* le préteur admet de bonne heure son tuteur à demander pour lui la *bonorum possessio*. C'est ce que nous dit le fragment suivant d'Ulpien. (Loi 7 § 1. De bon. poss. XXXVII, 1).

Impubes nec bonorum possessionem admitttere, nec judicium sine tutoris auctoritate accipere potest: quia tutor pupillo et pater infanti filio bonorum possessionem petere possunt.

*
* *

Nous avons ainsi examiné la condition juridique de l'*infans*. La règle générale est l'incapacité, mais cette règle a subi, sous l'influence des nécessités pratiques, quelques atténuations, qui n'ont pas suffi à rendre équitable la situation de l'*infans*. En somme, il était, en effet absolument incapable, sauf lorsqu'il s'agissait de fidéicommiss, de possession ou d'hérédité ; il lui était impossible d'agir même *tutore auctore* ; il ne pouvait ni acquérir, ni aliéner, ni améliorer sa situation pécuniaire.

Son tuteur, en vertu du principe de la non représentation, ne pouvait pas non plus intervenir pour lui, ses intérêts pouvaient donc se trouver compromis par la faute même de la loi. Ce n'est que dans le dernier état du droit, qu'on fit abandon des vieux principes et que la législation devient ce qu'elle est restée chez nous, une législation de potection.

TABLE DES MATIÈRES

DROIT ROMAIN

	Pages.
Introduction.....	4
Chapitre I. — Durée de l'infantia.....	5
Chapitre II. — Condition juridique de l'infans.....	18
Section I. — L' <i>infans alieni juris</i>	18
Section II. — <i>Infans sui juris</i>	22

DROIT FRANÇAIS

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET L'ASSURANCE OBLIGATOIRE

INTRODUCTION.

A la suite du développement de l'industrie dans la seconde moitié de notre siècle, la question des accidents du travail a pris une importance considérable. L'emploi des machines à vapeur, des moteurs mécaniques ont modifié les moyens de production ; le nombre de travailleurs a augmenté dans de fortes proportions et comme conséquence inévitable, les accidents se sont multipliés.

Si nous nous reportons aux dernières données de la statistique nous voyons qu'en Allemagne, pendant l'année 1893, sur une population industrielle et agricole de 18.124.865 personnes il y a eu 262.633 victimes. M. Cheysson ouvrant son cours à l'école des sciences politiques constatait que la France, comptant environ 10 millions d'ouvriers, avait à déplorer annuellement 179.500 accidents entraînant 7.500 décès, 6.000 incapacités totales de travail, 18.000 incapacités partielles, 148.000 incapacités temporaires. Il faisait en outre remarquer que les malheureux, qui mourraient des suites de leurs blessures, laissaient 10.000 orphelins, 5.000 veuves, 500 ascendants.

En présence de tels faits les pouvoirs publics ne peuvent

rester indifférents. Toutes les nations ont déjà cherché à remédier à un pareil état de choses ; dans ce but, des lois furent édictées, ces dernières années, ordonnant aux patrons de prendre des mesures préventives. Malgré toutes les précautions le nombre des accidents n'a pas diminué, il tend plutôt à augmenter, si nous en croyons la statistique. Ajoutons que par suite des dispositions légales qui régissent encore presque tous les pays, la plupart des victimes sont abandonnées sans aucune ressource ; l'Assistance publique ne peut suffire complètement à leurs besoins et elles sont obligées, pour vivre, de réclamer une aumône humiliante, alors qu'elles n'ont aucune faute à se reprocher. Une pareille situation devait attirer l'attention du législateur et il s'est demandé s'il ne convenait pas de regarder les accidents du travail, comme un mal inévitable, dont on devait chercher surtout à atténuer les effets. C'est dans ce sens que la question a été tranchée en Allemagne en 1886, en Autriche en 1890, en Norvège en 1894, et qu'elle paraît devoir l'être dans la plupart des autres pays, dans le nôtre notamment. Depuis 1880, en effet, le parlement français a été appelé à se prononcer plusieurs fois sur ce grave problème ; discuté à trois reprises différentes par la Chambre des députés, deux fois par le Sénat qui est à la veille de l'examiner de nouveau une troisième fois, il n'a pas encore été résolu. Conformément au règlement du Sénat et à celui de la Chambre des députés, une commission composée de membres, nommés séparément par les deux Assemblées, s'est réunie à la fin de l'année 1894, afin de rédiger un texte commun, mais l'accord a été impossible (1).

Si notre pays n'a pas encore été doté d'une solution la faute n'en est pas seulement à la procédure législative si lente, il faut songer aussi aux difficultés que soulève la question, c'est

1. On fait rarement usage de ces commissions, il faut que le projet de loi soit particulièrement délicat. Jusqu'ici, le seul exemple d'application avait été fourni par la préparation de la loi sur le recrutement.

une des plus complexes, des plus délicates qui ait été depuis longtemps posées devant le parlement. Ce sont ces difficultés que nous avons l'intention d'exposer, d'examiner et que nous essaierons de résoudre. Nous n'aurions jamais entrepris un pareil travail, si nous n'avions eu pour nous aider des documents forts nombreux, si déjà depuis longtemps la question n'avait été envisagée sous ses différents aspects par des hommes fort compétents. Et qu'il nous soit permis à ce sujet, de rendre hommage, aux travaux émanant des congrès réunis successivement à Paris, à Rome, à Milan, dans le but de faciliter la solution du problème des accidents du travail, travaux qui ont été recueillis et publiés avec beaucoup de soin, par M. Grüner, ingénieur civil des mines.

Nous nous sommes proposé de présenter un travail d'ensemble sur la question, de l'examiner sous toutes ses faces et non d'en étudier quelques points de détail comme on l'a fait jusqu'ici.

Nous avons divisé notre étude en deux parties. Dans la première nous avons examiné les divers systèmes qui ont été proposés pour modifier la situation si injuste faite actuellement aux victimes des accidents du travail, et cet examen nous a conduit à considérer comme seule solution possible, la nécessité de l'assurance.

Dans la seconde partie, nous nous sommes occupés de l'organisation de cette assurance et nous avons conclu à une assurance mutuelle obligatoire, formée et dirigée par les patrons sous la surveillance de l'Etat.

Nous sommes arrivés à cette conclusion après une longue et sérieuse étude de la question des accidents du travail, étude entreprise, est-il besoin de le dire, sans la moindre idée préconçue. Nous serons amplement récompensé de la peine que nous avons prise, si nous réussissons à faire partager à quelques-uns de ceux qui liront ce travail les convictions que nous avons acquises !

PREMIÈRE PARTIE

NÉCESSITÉ DE L'ASSURANCE

CHAPITRE I

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LA LÉGISLATION ACTUELLE.

Responsabilité du patron d'après la jurisprudence : Situation de l'ouvrier et du patron. — Critique de ce système. — Théories de la doctrine : — 1^o Opinion de MM. Sauzet et Sainctelette. — 2^o Opinion de M. Labbé. — Conséquences de ces théories. — Solution juridique résultant des textes. — Conclusion : Nécessité de modifier la législation.

Un ouvrier est engagé par un patron pour faire un certain travail ; pendant qu'il l'exécute un accident se produit, l'ouvrier est tué ou blessé. La question qui se pose et que nous voulons tout d'abord examiner est la suivante : Quelle est, d'après la loi française, la responsabilité incombant au patron ?

En France, dans l'état actuel de notre droit, il n'existe pas, comme dans d'autres pays, de législation spéciale, en pareille matière. Aussi, pour trancher les contestations qui peuvent surgir à propos de la responsabilité des accidents du travail,

faut-il avoir recours au droit commun. Sur ce point tout le monde est d'accord. On l'est moins quand il s'agit de savoir quel est ce droit commun, les opinions les plus contradictoires sont alors émises.

La jurisprudence s'est arrêtée à un système qui est aujourd'hui vivement critiqué et que nous pouvons résumer dans les propositions suivantes.

1° Les patrons ne sont pas responsables des accidents arrivés à leurs ouvriers, sauf lorsqu'il y a faute de leur part.

2° Pour ne pas être en faute les patrons doivent prendre les précautions les plus minutieuses, afin de préserver les ouvriers de tout accident.

Ce système est basé sur les articles 1382 et 1383 qui pour la jurisprudence constituent le droit commun, en matière de responsabilité des accidents du travail. Ces articles sont ainsi conçus :

Art. 1382. — Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

Art. 1383. — Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

Examinons maintenant les conséquences résultant de la solution admise par la jurisprudence.

L'ouvrier, victime d'un accident, qui intente une action en justice, aura droit à des dommages-intérêts, dans un seul cas, lorsque son patron aura par sa faute occasionné cet accident, mais cette faute ne se présument pas, c'est lui demandeur qui devra en faire la preuve. On voit immédiatement combien cette preuve va être difficile à établir. La commotion, en effet, ressentie par celui qui est blessé, l'empêchera presque toujours de se rendre compte de la façon dont il a été frappé. Les témoins qu'il pourra produire feront bien rarement la lumière ; la plupart n'oseront déposer contre le patron, au service duquel ils se trouveront encore et, par crainte de représailles, ils

déclareront n'avoir rien vu. La charge de la preuve est donc bien lourde et souvent il sera impossible d'établir le fait générateur de l'accident. Tant pis pour l'ouvrier, c'est lui qui en supportera les conséquences, il est blessé, fait-on remarquer, hors d'état de gagner désormais sa vie, qu'importe, répond la jurisprudence, c'est l'application du droit commun. Notez qu'avec un pareil système, l'ouvrier reste sans recours non pas seulement contre les accidents dont les causes sont inconnues, mais encore contre ceux résultant soit du cas fortuit soit de la force majeure. Or ces derniers sont de beaucoup les plus nombreux. Une statistique étrangère citée par M. Félix Faure à la Chambre des députés (1), constatait que sur 100 accidents 12 proviennent de la faute du patron, 20 de la faute de l'ouvrier, 68 des cas fortuits ou de la force majeure. Si ces chiffres sont exacts il faut dire que sur 100 accidents le patron en supporte 12, l'ouvrier 88. Une statistique allemande de 1889, dont on ne saurait contester l'exactitude, constate que sur 100 accidents 20 sont dus à la faute du patron, 25 à celle de l'ouvrier, 8 à celle des uns et des autres, 47 sont occasionnés par les cas fortuits ou bien ont des causes inconnues. On peut dire, croyons-nous, d'après ces chiffres que, tandis que le patron supporte 20 accidents, l'ouvrier en supporte 74. Voilà la proportion qui nous semble exacte mais peu équitable.

Telles sont les conséquences des décisions rendues par les tribunaux français. Ces conséquences, il faut l'avouer, sont très-dures pour les ouvriers, elles le sont d'autant plus que la plupart d'entre eux ont des ressources très restreintes, vite épuisées, soit par les dépenses que nécessite l'état du blessé, soit par les frais de procédure. L'assistance judiciaire, il est vrai, vient au secours de ces malheureux, mais elle ajourne en même temps et de beaucoup la solution du litige. Que devient, pendant la durée des procès, l'ouvrier et sa famille ?

1. Séance de la Chambre du 8 mars 1883. Voir. *Journ. Off.* du 9 mars. *Débats parlementaires, Chambre*, p. 525.

La situation du patron est-elle meilleure? oui, semble-t-il tout d'abord, puisqu'il est seulement responsable de ses propres fautes et encore faut-il que la preuve en soit faite. Il faut, cependant, reconnaître que parfois le système de la jurisprudence conduit à des solutions fort rigoureuses pour le patron. L'article 1382 qui, d'après nos tribunaux, édicte les règles du droit commun en matière de responsabilité des accidents du travail, s'appliquera, toutes les fois qu'il sera démontré qu'un dommage a été éprouvé par la faute du patron, même si cette faute est très légère. Il peut arriver, par conséquent, que l'indemnité à fournir soit hors de proportion avec la faute commise, les juges étant souverains pour évaluer le dommage à réparer. La jurisprudence a poussé parfois fort loin les conséquences de son système et à plusieurs reprises elle a déclaré responsable le patron qui n'avait pas pris les précautions les plus minutieuses, pour préserver les ouvriers de tout accident, alors même que ces précautions nécessitaient de fortes dépenses. On a considéré que le seul fait de ne pas prémunir les ouvriers contre leur propre imprudence constituait une faute (1). En outre, il faut bien remarquer qu'il n'est pas possible pour le patron de se soustraire à cette responsabilité parfois si lourde; l'article 1382 édicte une règle d'ordre public, il n'est pas permis, par conséquent, d'y déroger par des conventions particulières.

En somme le système de la jurisprudence sur la responsabilité des accidents du travail, qui voit le droit commun écrit dans les articles 1382 et 1383 du Code civil, aboutit à des résultats pratiques très critiquables. Ouvriers et patrons sont insuffisamment protégés et les uns et les autres sont d'accord pour demander une réglementation nouvelle modifiant leur situation.

Au point de vue juridique la solution des tribunaux français

1. Lyon, 26 avril 1874. S. 74, 2, 156. — Cassation, 7 janvier 1878. S. 78, 1, 412. — Cassat. 28 août 1882. S. 83, 1, 49. — Amiens, 15 novembre 1883. S. 84, 2, 6. — Dijon, 2 janvier 1883. D. P. 84, 2, 89.

est-elle plus satisfaisante ? Non, répondent la plupart des auteurs. Les articles 1382 et 1383, font-ils remarquer avec juste raison, ne peuvent pas constituer le droit commun en matière de responsabilité des accidents du travail, ces articles, en effet, régissent les rapports des personnes n'ayant pas contracté ensemble, or dans la situation qui nous occupe le patron et l'ouvrier ne sont pas étrangers l'un à l'autre, ils sont liés par le contrat de louage. Vous passez dans la rue, un objet tombe et vous blesse ; vous pouvez exiger une indemnité et pour cela vous invoquez les articles 1382 et 1383. Au contraire, votre dépositaire endommage la chose que vous lui avez confiée, il vous doit réparation du préjudice causé, non en vertu des articles 1382 et 1383, mais en vertu de l'engagement qu'il a pris envers vous en contractant.

De même, dira-t-on, pour trancher tout litige en matière d'accidents de travail, il faudra se reporter au contrat du louage des services qui règle les rapports de l'ouvrier et du patron. Cette théorie, dont la logique s'impose, donne lieu à de grandes difficultés quand on veut en faire l'application. Le législateur, en effet, dans le Code civil, est pour ainsi dire resté muet sur le louage des domestiques et des ouvriers ; d'autre part, les personnes qui engagent leurs services n'ont pas l'habitude de passer une convention écrite pour suppléer au silence du Code. Il devient bien difficile, dans ces conditions, d'interpréter le contrat du louage des services, pour savoir quelle responsabilité incombera au patron, dont l'ouvrier aura été blessé en travaillant.

M. Sauzet (1), actuellement député, ancien professeur à la faculté de droit de Paris et M. Sainteclette (2) ancien ministre belge, ont exposé en 1883, touchant cette question, tout un système qui fut fort bien accueilli par la doctrine. Chose curieuse, ces deux jurisconsultes, sans s'être consultés, arrivèrent, chacun de leur côté, à la même conclusion.

1. *Revue critique* de 1883, p. 616.

2. *La responsabilité et la garantie*, p. 140.

Le contrat du louage des services, disaient-ils, engendre de part et d'autre des droits et des obligations. L'ouvrier, d'un côté, est tenu de fournir son travail et il doit, si une chose lui a été confiée, la préserver de tout dommage. Le patron doit, d'autre part, donner les salaires promis et aussi assurer la sécurité à l'ouvrier qui obéit, qui est dirigé dans son travail et qui ne peut choisir ni sa machine, ni la place qu'il occupe dans l'atelier. Cela résulte des principes généraux. L'article 1435 ne nous apprend-il pas que « les conventions obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature ». Ainsi en engageant les services d'un ouvrier, le patron contracte envers lui l'obligation d'assurer sa sécurité, c'est-à-dire, suivant les propres expressions de M. Sauzet, « qu'il doit le conserver sain et sauf au cours de l'exécution du travail dangereux qu'il lui confie et qu'il dirige, qu'il doit à chaque instant pouvoir le *restituer, le rendre à lui-même valide comme il l'a reçu* ».

Cette théorie étant admise, si nous supposons qu'un accident se produise et qu'un ouvrier en soit victime, ce dernier pourra demander réparation du préjudice causé à son patron en se bornant à lui dire : « Vous deviez me procurer la sécurité, je suis blessé, vous avez manqué à votre engagement, j'ai droit à une indemnité ». Il n'aura plus, comme dans le système de la jurisprudence, à prouver la faute commise par son patron, il viendra simplement se plaindre de l'inexécution de l'obligation de son cocontractant. Etc'est ce dernier qui, pour se justifier, devra prouver qu'il a rempli tous ses engagements, que l'accident ne lui est point par conséquent imputable et qu'il est le résultat soit du cas fortuit soit de la force majeure ou bien qu'il a été amené par la négligence ou par l'imprudence de l'ouvrier.

Cette théorie est très séduisante, mais elle ne nous semble guère acceptable. Et tout d'abord nous ferons remarquer qu'elle n'est pas favorable aux ouvriers comme on pourrait le croire

à première vue. D'après M. Sauzet et M. Sainteclette, en effet, la faute dont le patron est responsable n'est plus celle prévue par l'article 1382, il ne s'agit plus du délit civil, de la faute délictuelle ou aquilienne, mais bien de la faute contractuelle résultant de la non-exécution de l'obligation, obligation qu'on a librement convenue et qu'on pouvait modifier. Par conséquent le patron qui, avec le système de la jurisprudence, ne pouvait échapper à l'application de l'article 1382, édictant une règle d'ordre public, qui ne pouvait pas même diminuer la responsabilité lui incombant, va pouvoir maintenant s'en décharger d'une façon complète et il lui suffira pour cela, d'insérer dans le contrat du louage des services la clause de non garantie ou de non responsabilité. Rien n'est plus licite (1) ; dans notre droit en effet le principe de la liberté des conventions domine et il est possible de s'affranchir de toutes les conséquences résultant d'un contrat, à l'exception de celles amenées par la faute lourde ou le dol. Ajoutons que cette clause de non-garantie deviendrait probablement de style. L'ouvrier, en effet, n'est généralement ni réfléchi, ni prévoyant ; quand il engagera ses services, il ne songera guère à un accident possible et il consentira volontiers à stipuler, qu'il n'aura droit à aucune indemnité, s'il vient à être blessé au cours de son travail.

Telle est la première conséquence du système proposé par MM. Sauzet et Sainteclette, conséquence qui, entre parenthèses, n'a pas été toujours clairement vue. Ce système, d'ailleurs, malgré la haute valeur de ses auteurs, ne nous paraît pas avoir des bases juridiques bien solides.

MM. Sauzet et Sainteclette nous disent : le patron s'est obligé à assurer la sécurité de l'ouvrier. Nous ne voyons pas bien comment une pareille obligation a pu prendre naissance. Le

1. Certains auteurs (Sainteclette, ouvrage cité. Demangeat, *Revue pratique*, 1884, p. 358), n'admettent pas que le patron puisse se décharger, par une clause expresse, du contrat intervenu entre lui et l'ouvrier, de la responsabilité de ses fautes, ils considèrent que ce qui touche à la sécurité des personnes est d'ordre public.

législateur s'occupant du contrat du louage des services ne la mentionne pas ; rien ne peut faire supposer que les contractants l'aient eue en vue. Le maître auquel son ouvrier blessé viendra dire : « je n'ai pas eu la sécurité que vous m'avez assurée, vous me devez des dommages-intérêts », répondra : « Vous prétendez que j'ai pris envers vous un tel engagement, j'affirme le contraire ; en vertu de l'article 1415, c'est à vous de faire la preuve de l'obligation dont vous réclamez l'exécution ». Quelle sera alors la situation de l'ouvrier ? comment fera-t-il cette preuve ? Pourra-t-il vraisemblablement soutenir, en s'appuyant sur l'article 1415, que le contrat du louage des services renferme la garantie de tous les risques d'accident ? Les juges, qui auraient à statuer sur ce point rechercheraient la commune intention des parties contractantes, comme le prescrit l'article 1456 et dans ces conditions leur réponse ne pourrait être douteuse ; ils se verraient dans la nécessité de renvoyer purement et simplement l'ouvrier des fins de sa demande tout en le condamnant aux dépens. Qui oserait prétendre, en effet, que le seul fait d'engager les services d'un ouvrier, implique l'intention de lui assurer la sécurité, de le rendre sain et sauf à un moment quelconque de son travail ?

Cette théorie de MM. Sauzet et Sainteclette, si difficilement acceptable, a été reprise par notre éminent et regretté professeur M. Labbé (1), qui sut lui donner une nouvelle force, grâce à de légères modifications. M. Labbé reconnaît que le maître engageant les services d'un ouvrier ne lui doit pas la sécurité, mais, ajoute-t-il, il doit prendre toutes les mesures propres à préserver l'ouvrier des dangers inhérents à l'industrie exercée ; c'est là l'obligation qu'il a acceptée en contractant. Aussi, lorsque la victime d'un accident viendra lui demander une indemnité, il lui faudra, pour repousser cette demande, prouver qu'il a pris toutes les précautions nécessaires pour éviter un accident, et cette preuve il ne pourra

1. *Recueil de Sirey, jurisprudence étrangère*, page 25. 1885.

la faire, qu'en démontrant le cas fortuit, la force majeure ou la faute de celui qui a été blessé. Il est à remarquer que c'est cette même preuve qui est imposée au patron par MM. Sauzet et Sainteclotte, ce qui faisait dire à M. Glasson (1), qu'il y avait entre les deux systèmes, plutôt une nuance qu'une différence.

La théorie soutenue par M. Labbé est très ingénieuse, mais elle ne nous paraît pas irréfutable. On peut admettre, et c'est notre opinion, que le contrat du louage des services, oblige le patron à prendre toutes les mesures propres à préserver son ouvrier des dangers inhérents à l'industrie exercée, mais, de ce qu'un accident se produit et fait des victimes, il ne s'en suit pas nécessairement que le maître n'ait pas rempli son obligation. « C'est là tout au contraire l'objet même du litige, écrit M. Glasson (1). L'ouvrier a été blessé par un éclat de machine, le patron affirme qu'elle était en bon état au moment où il l'a livrée et l'ouvrier soutient le contraire. Entre ces deux affirmations laquelle doit être préférée ? » L'éminent professeur conclut en disant que la faute ne se présument point, c'est à l'ouvrier de prouver que son maître l'a commise. C'est aussi cette opinion qui nous paraît préférable.

Nous croyons avoir ainsi réfuté les diverses théories, tant de la doctrine que de la jurisprudence, qui ont pour but de dégager le droit commun, concernant la responsabilité des accidents du travail.

Il nous reste à exposer le système qui nous paraît le plus juridique, il se dégage d'ailleurs des critiques que nous avons faites. Nous reconnaissons avec MM. Labbé, Sauzet, Sainteclotte et la plupart des auteurs, que la responsabilité incombant au patron, doit résulter non des articles 1382 et 1383, mais bien du contrat qu'il a passé avec son ouvrier ; nous pensons, en d'autres termes et pour parler un langage juridique, que le maître est tenu de la faute contractuelle et non de la faute

1. *Le Code civil et la question ouvrière*. Académie des sciences morales. N° juillet 1886.

délictuelle. Nous croyons, d'autre part, avec M. Labbé, que le contrat du louage des services oblige le patron à prendre toutes les mesures propres à préserver son ouvrier des dangers inhérents à l'industrie exercée, s'il ne le fait pas, il manque à son obligation, il est en faute ; mais à notre avis, et ici nous ne sommes plus d'accord avec l'éminent professeur, cette faute doit être établie par l'ouvrier ; c'est à lui d'en faire la preuve. en l'absence de tout texte elle ne saurait se présumer par le fait seul qu'un accident s'est produit. Telle est la théorie qui nous paraît la plus conforme aux principes de la législation actuelle, c'est celle que nous adoptons (1).

Malheureusement tout en étant d'accord avec le droit, ce système est loin de représenter l'idéal de la justice. Les conséquences qui vont en résulter seront des plus funestes pour l'ouvrier. C'est lui qui aura à supporter la charge de la preuve ; nous connaissons déjà les difficultés qu'il rencontrera. En outre le patron n'a plus que la responsabilité prévue dans le

1. Tout récemment, le 17 avril 1894, le tribunal d'Evreux a fait application de ce système ; nous relevons dans le jugement les attendus suivants :

Attendu en droit que la responsabilité du patron envers l'ouvrier victime d'un accident survenu au cours du travail qui lui a été confié est déterminée par l'application des articles 1382 et suivants du Code civil.

Qu'il s'ensuit que l'ouvrier doit prouver une faute de son patron pour obtenir une indemnité à raison de cet accident.

Attendu que cette responsabilité serait-elle fondée, comme Lacour le prétend, sur l'application des dispositions relatives au contrat de louage, l'ouvrier n'en resterait pas moins tenu de faire cette preuve.

Qu'en effet, le maître n'a que l'obligation de veiller à la sécurité de son ouvrier dans le travail auquel il l'emploie, et la faute ne se présument pas, c'est dès lors à l'ouvrier à établir que le maître a manqué à son obligation.

Attendu en fait que Lacour n'a pas apporté la preuve qui est à sa charge.

Qu'à la vérité il prétend que si Bequet-Hue avait pris toutes les précautions qu'il devait prendre l'accident n'aurait pas pu se produire.

Mais que cet argument ne peut être admis, un manque de précautions n'étant pas la seule cause ayant pu amener l'accident qui a bien pu être occasionné par une faute ou une maladresse de Lacour.

contrat de louage, il pourra donc la restreindre et même la supprimer entièrement, en insérant la clause de non garantie, laquelle, selon tout vraisemblance, deviendra de style. C'est en somme, la certitude absolue pour l'ouvrier de ne recevoir aucune indemnité en cas d'accident. Voilà à quelle conséquence inique nous sommes logiquement conduits en appliquant les principes de notre droit actuel.

De tout ce que nous avons dit jusqu'ici il résulte que la question de la responsabilité, en matière d'accidents du travail, a donné lieu aux solutions les plus diverses. Mais ce qu'il importe surtout de remarquer, c'est que toutes ces opinions conduisent à des résultats absolument contraires à l'équité. La jurisprudence ne satisfait ni les ouvriers ni les patrons rendant très difficile pour les premiers le recouvrement de l'indemnité qui peut leur être due et condamnant parfois les seconds à des dommages et intérêts hors de proportion avec le préjudice causé. La doctrine, après beaucoup de tâtonnements, a montré ses préférences pour un système qui semblait tout d'abord favoriser les ouvriers, mais qui tout au contraire, tourne à leur désavantage, puisque les patrons ont la possibilité de se mettre hors de cause en cas d'accident.

En somme, aujourd'hui sur 100 accidents, un quart à peine des victimes touchent une indemnité, mais au lieu de la recevoir immédiatement, au moment où les besoins sont les plus pressants, on les oblige à attendre l'issue de longs procès. Leur sort est cependant enviable, quand on le compare à celui des ouvriers blessés, abandonnés sans ressource aucune. Ceux-ci sont de beaucoup les plus nombreux. Que deviennent ces misérables dont la plupart n'ont rien à se reprocher, sur lesquels la fatalité s'est seule appesantie? Les uns disparaissent par suite de la misère, les autres mendient, ce qui les conduit en prison, la mendicité étant un délit. Est-il besoin d'insister pour démontrer qu'une pareille situation est odieuse et indigne d'un pays civilisé. Est-il besoin de faire remarquer à ceux que les considérations d'humanité et de justice ne touchent pas, qu'il

y a là un danger social très grand, qu'on crée ainsi annuellement, par le seul fait de la loi, un grand nombre de révoltés, qui se croient le droit de considérer la société comme une marâtre, dont ils peuvent se venger, par toutes sortes de moyens.

Dans ces conditions, du moment que le droit actuel est impuissant à régler d'une façon satisfaisante, la responsabilité des accidents du travail ; du moment que tous les intéressés, ouvriers et patrons, sont d'accord pour se plaindre de la situation qui leur est faite par les tribunaux et pour réclamer des modifications ; du moment que les textes de notre Code, malgré toutes les tortures qu'on a pu leur faire subir, ne permettent pas d'aboutir à une solution équitable, on est bien forcé de reconnaître que la conclusion qui s'impose, est : la nécessité de modifier notre législation.

CHAPITRE II.

PROJETS DE LÉGISLATION. — L'INTERVERSION DE LA PREUVE

Exposé sommaire des divers modes de législation proposés.

Système de l'intervention de la preuve.—Son application en Allemagne et en Suisse. — Résultats. — Critique de ce système : La présomption établie est contraire aux faits ; procès nombreux ; transactions arrachées aux ouvriers ; solvabilité des patrons douteuse ; indemnités parfois exagérées ; *quid* des cas fortuits et de force majeure ? — Conclusion : L'expérience a condamné le système de l'intervention de la preuve.

Projets de législation.

Depuis longtemps déjà, certains esprits ont songé à modifier la législation actuelle relative aux accidents du travail. C'est à M. Martin Nadaud que revient l'honneur d'avoir déposé le premier, le 29 mai 1880, une proposition en ce sens, sur le bureau de la Chambre des députés. A partir de cette époque le nombre des projets concernant cette question, a été considérable ; il serait fastidieux de les énumérer et on ne peut guère songer à les analyser. Qu'il nous suffise d'indiquer les différents ordres d'idées dont ils procèdent. Les uns regardent les procès comme nécessaires, afin de faire connaître l'auteur responsable d'un accident qui aurait pu, à leur avis, être évité ; songeant alors aux difficultés que rencontre l'ouvrier blessé réclamant une indemnité, ils veulent les aplanir, améliorer en quelque sorte la situation de la victime

comme plaideur et dans ce but, ils demandent que la preuve de la faute ne soit plus à sa charge, que ce soit au patron à prouver qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour éviter l'accident et qu'il n'a rien à se reprocher. Il y aurait contre ce dernier en somme, une présomption de culpabilité qu'il lui appartiendrait de détruire. Ce système, connu sous le nom de l'interversion de la preuve, ne serait autre chose que la consécration légale de la théorie de MM. Labbé, Sauzet et Saintellette, que nous avons examinée dans le chapitre précédent.

Dans les derniers projets déposés on a fait appel à un autre principe. On ne cherche plus à dégager les responsabilités en cas d'accidents, on considère que la plupart résultent des conditions mêmes dans lesquelles s'effectue le travail et en conséquence, on demande à l'industrie de réparer le mal qu'elle a fait. C'est-à-dire qu'on exige du patron le versement d'une indemnité à tout ouvrier blessé. Mais cette obligation du patron étant admise, il y a désaccord concernant son exécution. Les uns, s'en réfèrent au droit commun et soumettent aux tribunaux civils les contestations qui pourraient surgir sur ce point. Les autres créent toute une organisation qui assure à la victime d'un accident le paiement de ce qui lui est dû ; c'est le système de l'assurance.

Telles sont, très résumées, les trois théories qui se sont fait jour, dans les diverses propositions de loi soumises à l'approbation de notre parlement. Nous avons tenu à les exposer dès le début de cette étude pour montrer le désaccord qui existe sur le principe même de notre législation future. Nous allons maintenant les étudier successivement.

Interversion de la preuve.

Le système de l'interversion de la preuve présente l'avantage d'avoir été appliqué en Allemagne et de l'être encore en

Suisse depuis 1877, nous pouvons donc l'étudier d'après les résultats acquis. Ces résultats, disons-le immédiatement, sont loin d'être satisfaisants; aussi dès 1885, le gouvernement Suisse a songé à changer sa législation. L'introduction du système d'assurance a été décidé à l'unanimité par l'Assemblée fédérale le 23 juin 1890 et au mois de novembre suivant, le peuple a ratifié ce vote par 283,228 voix contre 92,200.

Un peuple qui abandonne ainsi un régime, qu'il avait cependant depuis peu de temps, doit avoir des reproches bien graves à lui adresser. Nous en connaissons déjà une partie, puisque ce système, ainsi que nous l'avons dit, est l'application des théories de MM. Labbé, Sauzet et Sainteclette que nous avons examinées au chapitre précédent. Dans cet examen nous faisons remarquer que, si jamais ces doctrines étaient appliquées, les patrons essaieraient de se soustraire à toute responsabilité par des conventions particulières intervenant à l'avance. C'est, en effet, ce qui s'est produit en Suisse et en 1881, le législateur fut obligé de déclarer que de pareilles conventions seraient nulles.

Nous reconnaissons que cette critique concernant une proposition législative, n'a pas une grande importance, puisqu'un article additionnel suffira pour y remédier, aussi n'insisterons-nous pas. L'interversion de la preuve donne lieu, d'ailleurs, à d'autres reproches.

Tout d'abord, en nous plaçant au point de vue purement théorique, nous ferons remarquer qu'obliger le patron à prouver la faute de l'ouvrier blessé pour être exempt de toute indemnité, c'est présumer le patron coupable. Cela est quelque peu singulier. Toute présomption, en effet, pour être rationnelle, doit être conforme à la réalité des faits, or en consultant la statistique, nous avons vu que sur 100 accidents 20 étaient occasionnés par le maître et 25 par l'ouvrier, ce dernier est donc plus souvent fautif. Par conséquent si une présomption devait être établie, théoriquement, elle devrait l'être

en faveur du patron et non contre lui, comme l'exige le système de l'interversion de la preuve.

Au point de vue pratique, le plus grave reproche qu'on puisse adresser à ce système c'est de donner matière à de nombreuses contestations. On a remarqué, en effet, en Suisse, que depuis 1877, le chiffre des procès concernant les accidents du travail s'était accru, c'est là un résultat très fâcheux. Nous avons déjà dit combien il est regrettable pour l'ouvrier blessé de ne pas recevoir un secours immédiat et d'attendre la décision toujours incertaine des tribunaux, souvent pendant plusieurs années (1). Quand de tels faits se produisent fréquemment, ils ne sont pas sans influencer les rapports sociaux, ils excitent les patrons et les ouvriers les uns contre les autres et ils finissent par créer un antagonisme entre deux classes. Ce seul résultat suffirait pour faire condamner le système.

Un autre inconvénient qui a été aussi signalé c'est la tendance des patrons à profiter de la situation précaire des blessés et de leur incertitude sur la durée et l'issue du procès, pour obtenir d'eux une transaction contraire à leurs intérêts. Pour mettre fin à cet abus on eut recours à la loi du 26 avril 1887. Cette loi permet d'attaquer la convention intervenue même *après* l'accident, si l'indemnité attribuée d'après cette convention, à la victime ou à ses ayants-cause n'est pas assez élevée. Mais le remède fut insuffisant, comme le fait remarquer M. le conseiller national Forrer. Après avoir constaté que l'ouvrier, alors qu'il intente un procès contre ce patron ne peut plus rester chez ce dernier et est

1. M. Forrer, conseiller national, dans son remarquable mémoire sur l'introduction de l'assurance contre les accidents, cite l'exemple de deux procès en responsabilité dont l'un a durée deux ans six mois et neuf jours et l'autre trois ans et deux jours. En France il n'est pas rare de voir durer les affaires de ce genre, aussi longtemps et même davantage. M. Cassagnac, dans l'*Autorité* du 2 avril 1894, citait le cas d'un employé au Chemin de fer d'Orléans qui ne put toucher son indemnité qu'au bout de neuf ans seulement. Il plaidait contre une Compagnie,

obligé de chercher du travail ailleurs, M. Forrer ajoute : « Il existe souvent une entente entre les patrons de la même industrie et, l'ouvrier qui s'est lancé dans un procès en responsabilité, est en quelque sorte mis au ban. Au reste et même sans une pareille entente, personne n'accueillera volontiers dans son établissement, un ouvrier victime d'un accident, car on risque, en cas de nouvel accident, de devoir payer encore, bien que la loi s'y oppose, une partie du dommage causé par l'ancien accident. »

Dans ces conditions on comprend que l'ouvrier fut forcé de transiger ou de renoncer au procès, souvent il indiquait même, les motifs qui lui faisaient prendre sa décision, dans les procès-verbaux dressés à la suite de l'accident. C'est ainsi qu'on pouvait lire les phrases suivantes : « Je ne voulais pas risquer ma situation (1) ». « Le blessé n'a pas trouvé l'indemnité suffisante, mais placé dans l'alternative d'accepter cette indemnité ou de quitter le travail il s'est prononcée pour le premier parti (2) ».

On voit ainsi, combien il est difficile à un ouvrier d'engager un procès. Supposons qu'il y soit parvenu et qu'il ait eu gain de cause. Va-t-il être enfin payé de ses peines, de ses souffrances et touchera-t-il l'indemnité à laquelle il a droit ? Pas toujours, il pourra arriver qu'il ait affaire à un maître insolvable, son recours n'est alors d'aucune utilité. Avec le système adopté, en effet, par notre jurisprudence ou avec celui de l'interversion de la preuve, aucune mesure n'est prise pour rendre efficace la décision des tribunaux en cas d'insolvabilité des patrons. Il ne faudrait pas croire que ce soit là un fait fort rare, d'après un rapport de M. le docteur Schuler dans l'industrie de la broderie, l'une des plus importantes de la Suisse,

1. Rapport de l'inspecteur de la première circonscription, 1888-1889, p. 36.

2. Rapport de l'inspecteur de la première circonscription, 1886-1887, p. 30.

un grand nombre des fabricants sans fortune seraient, en cas d'un accident sérieux, à peu près incapables de payer l'indemnité dont ils seraient redevables (1).

De tout ceci il résulte que la situation des ouvriers blessés ayant à réclamer une indemnité, est fort périlleuse, dans le système de l'interversion de la preuve. Celle des patrons n'est guère plus enviable.

Tout industriel, en effet, étant responsable de sa faute et devant indemniser les victimes des accidents qu'il a occasionnés, peut être contraint de payer des sommes très élevées, hors de proportion avec le préjudice causé. Les tribunaux sont libres d'apprécier les dommages subis comme ils le veulent et l'expérience a démontré qu'ils étaient enclins à leur accorder une trop grande importance. En Suisse, plusieurs patrons dont la solvabilité était pourtant solidement établie, finirent, après quelques procès malheureux, par succomber sous le poids des charges qui leur furent ainsi imposées. En présence de pareils faits le législateur intervint et fixa en 1881 un maximum que le juge chargé de déterminer l'indemnité ne pouvait dépasser. M. Raoul Jay, professeur à la faculté de droit de Paris, critique fort justement cette mesure dans ses intéressantes études sur *la question ouvrière en Suisse*.

« Ce maximum, dit-il, nous paraît inadmissible dans un système qui refuse toute réparation à l'ouvrier lorsque l'accident a eu pour cause la faute de cet ouvrier. Par une compensation nécessaire, la faute du patron devrait entraîner contre lui une responsabilité illimitée ».

A l'appui de son opinion et pour montrer « à quelles conséquences absurdes conduit l'application de ce maximum » M. Jay cite l'hypothèse suivante imaginée par M. Forrer : « Trois ouvriers ont été en même temps victimes d'un accident, le dommage subi est pour A de 8000 fr. pour B, de 7000 fr. pour C

1. Rapports, 1888-1889, p. 3.

de 6000 fr. Suivant la teneur de la loi, chacun reçoit autant que l'autre soit 6000 fr. Une réduction proportionnelle sur la base du maximum légal pour le cas le plus grave qu'on puisse imaginer est inadmissible et serait injustifiable.

« L'apprenti ne reçoit pas de salaire. Il est victime d'un accident et perd le bras droit. D'après les prescriptions relatives au maximum d'indemnité, les dommages-intérêts ne peuvent s'élever, outre les frais pour traitement médical et les soins, qu'à 6 fois au plus le montant du salaire annuel. Le salaire annuel est égal à 300 fois le salaire quotidien. Faisons notre calcul $0 \times 300 \times 0 = 0$. »

Ainsi, d'une part, en laissant aux tribunaux toute liberté pour apprécier les dommages et intérêts causés par un accident, on risque de ruiner les patrons, d'autre part, en fixant un maximum on aboutit à des conséquences absurdes. Voilà une situation dont il paraît bien difficile de sortir. Beaucoup de patrons, pour en éviter les effets avaient contracté une assurance auprès de Compagnies privées.

L'exploitation de l'assurance par ces compagnies privées, a été jugée très sévèrement en Suisse, et certains prétendent qu'il faut les rendre responsables de l'échec du système de l'interversion de la preuve. Cela nous paraît quelque peu exagéré, mais il est certain que ces compagnies ne sont pas exemptes de reproches. Nous ne pouvons examiner tous les griefs portés contre ce mode d'assurance, c'est un point sur lequel nous aurons à revenir. Il nous suffira de dire, pour le moment, que les patrons n'ont pas eu toujours à se louer de leurs rapports avec les Compagnies d'assurance, ils ont eu à soutenir contre elles de nombreux procès, ce qui n'était pas fait pour diminuer leurs charges.

Ainsi l'interversion de la preuve n'a donné satisfaction ni aux ouvriers, ni aux patrons et on comprend maintenant pourquoi les uns et les autres se sont montrés si désireux de changer de système.

Il nous reste une dernière critique à faire. Nous savons bien

que d'après la théorie de l'intervention de la preuve chacun reste responsable de sa propre faute, mais nous ignorons qui supportera les accidents occasionnés, soit par le cas fortuit soit par la force majeure. Il est à remarquer que ces accidents sont de beaucoup les plus nombreux, 47 pour 100 environ. La question a par conséquent un grand intérêt. Elle a été résolue de diverses façons. Dans la proposition de loi que M. Sainteclette soumettait au parlement belge, ces accidents étaient supportés par les ouvriers, il expliquait sa solution en disant : « C'est l'application de la règle générale de droit naturel, que chacun porte le poids de sa destinée. » M. Bardoux, reprenant la thèse de M. Sainteclette devant le Sénat français, c'en écartait sur ce point et ajoutait à son projet une disposition aux termes de laquelle « l'accident arrivé exclusivement par cas fortuit ou de force majeure devait être à la charge du chef de l'entreprise. »

La solution de M. Bardoux nous paraît aussi inique que celle de M. Sainteclette ; ni l'ouvrier, ni le patron ne peuvent être rendus responsables d'accidents qu'ils n'ont pas causés, ils sont dus au cas fortuit ou à la force majeure, pourquoi les mettrait-on à la charge de l'un ou de l'autre ? Le législateur Suisse ayant à résoudre ce problème difficile, l'avait fait d'une façon qui peut paraître ingénieuse, mais qui n'est guère juridique. Il laissait les accidents dus à la force majeure, à la charge des ouvriers et mettait ceux occasionnés par le cas fortuit, sur le compte des patrons. Cette solution ne nous satisfait point, elle rappelle, selon une heureuse expression de M. Glasson, le jugement de Salomon, ce qui ne nous paraît pas l'idéal de la justice. En somme, de la diversité des opinions que nous venons de signaler, il ressort que le système de l'intervention de la preuve est impuissant à porter un remède efficace aux accidents les plus nombreux, à ceux résultant du cas fortuit ou de la force majeure.

Peut-on espérer, après ce que nous venons dire, que l'intervention de la preuve produise dans notre législation un changement heureux en ce qui concerne les accidents du travail. Nous

ne le croyons pas. Les critiques que nous venons de signaler, en effet, nous paraissent avoir une importance et une valeur toute spéciale, car il ne s'agit point de simples prévisions mais de faits certains, constatés, d'observations qui sont le résultat de l'expérience et en pareille matière, l'expérience est le seul guide sûr, le seul dans lequel on puisse avoir confiance, tout esprit, aussi vaste soit-il, étant incapable de tout prévoir et pouvant se tromper. L'essai qui a été fait en Suisse et qui a entraîné la condamnation de l'interversion de la preuve nous paraît d'autant plus concluant que ce n'est pas là un exemple unique.

L'Allemagne, après avoir adopté ce système en 1871, se vit forcée de l'abandonner en 1884. Mais il s'agissait alors d'un état monarchique, où l'initiative part généralement d'en haut et on pouvait dire que l'opinion avait été en quelque sorte forcée d'admettre un nouveau régime, concernant les accidents du travail. Un tel langage n'est plus possible en présence de la volonté nettement manifestée en Suisse, dans un pays où les citoyens ont une liberté et une indépendance si grande que toute loi, pour être parfaite, doit avoir leur approbation. Voici d'ailleurs l'appréciation d'un homme dont on ne peut nier la compétence, de M. le Conseiller national Forrer sur l'interversion de la preuve. « Nous avons vu, dit-il, comment fonctionne notre système de la responsabilité civile, nous n'en avons pas rapporté une impression favorable ; toutes les œuvres humaines étant imparfaites, l'homme qui réfléchit est toujours en quête du mieux, il tient volontiers que ce qui existe est mauvais, il est prévenu contre l'état de choses qu'il a sous les yeux. Comme les préventions ne sont pas bonnes conseillères, nous nous sommes efforcés d'arriver à une conviction sérieuse et raisonnée. Cette conviction nous enseigne que le système actuel n'a pas donné de résultats satisfaisants quoiqu'on eût essayé loyalement de l'améliorer et de le rendre conforme aux besoins légitimes des ouvriers et des employeurs. »

Ainsi nous sommes prévenus, le système de l'intervention de la preuve, tout en étant préférable à celui dont nous jouissons en France, est incapable de réaliser les améliorations dont nous avons besoin. L'appliquer après un tel avertissement, serait courir à un échec certain.

CHAPITRE III

THÉORIE DU RISQUE PROFESSIONNEL.

- § 1. — **Exposé de la théorie du risque professionnel.** — La plupart des accidents résultent d'un risque inhérent à la profession. — Comment s'effectue le travail dans l'industrie. — Démonstrations expérimentales fournies par la statistique. — Historique de cette théorie. — Réfutation des critiques qu'elle a soulevées.
- § 2. — **Qui doit supporter les charges du risque professionnel ?** — Les charges du risque professionnel doivent être supportées par le patron. — Pourquoi l'ouvrier ne doit-il pas y contribuer ? — Pourquoi la réparation du dommage causé ne doit-elle pas être complète ?
- § 3. — **Le risque professionnel et la faute lourde.** — Le risque professionnel couvrira-t-il les accidents occasionnés par la faute lourde ? — Examen des divers systèmes proposés pour trancher cette question. — Revue des législations allemande, autrichienne, des projets suisse, espagnol, norvégien, suédois, italien, finlandais. — Notre opinion. — Solution adoptée par la Chambre des députés en 1893 ; par la Commission Sénatoriale en 1895. — Conclusion.

§ 1. — **Exposé de la théorie du risque professionnel.**

Avant d'étudier les deux autres systèmes proposés pour donner une solution à la question des accidents du travail, nous devons examiner la théorie du risque professionnel qui leur sert de base.

Voici quelle est l'idée dominante de cette théorie.

Dans toutes les professions, on ne saurait reprocher le plus souvent, soit à l'ouvrier soit au patron, les accidents qui se produisent, c'est à tort que les tribunaux s'ingénient à trouver dans leurs actes une faute pour en rendre responsable celui

qui l'a commise. Les accidents résultent des conditions mêmes dans lesquelles s'effectue le travail et, suivant que celui-ci présente plus ou moins de danger, ils sont plus ou moins nombreux. L'exactitude de cette idée se manifeste, actuellement, d'une façon toute particulière dans l'industrie (1).

La vapeur, l'électricité qui sont les auxiliaires indispensables de l'industrie, font de l'intérieur de l'atelier une véritable zone dangereuse, toute personne qui y séjourne risque par là même d'être frappée, la moindre distraction peut être fatale. L'ouvrier qui se trouve dans ce milieu, s'habitue par la force des choses au danger qui l'entoure, il devient moins attentif; pressé par le patron qui demande la plus grande somme de travail dans le moins de temps possible, il est soumis à des efforts nombreux et continuels, la fatigue l'accable. Si un accident se produit, peut-on dire véritablement que l'ouvrier est coupable parce que son esprit s'est montré indécis ou parce que ses membres ont manqué d'agilité. Non, car il serait souverainement injuste de lui reprocher une lassitude qui est la conséquence forcée de son travail.

L'expérience vient confirmer cette opinion de la façon la plus absolue. On a voulu savoir en Allemagne à quelle heure de la journée les accidents se produisaient en plus grand nombre on a établi la statistique suivante.

6-7 heures du matin.....	435	4-2 heures du soir.....	745
7-8	774	2-3	1037
8-9	815	3-4	1243
9-10	1069	4-5	1178
10-11	1598	5-6	1306
11-12	1590	6-7	979
12-1	587		

M. Jay (2) auquel nous empruntons ce tableau fait remarquer que si de 11 heures à midi il se produit moins d'accidents

1. Nous entendons ici le mot industrie, dans le sens restreint qu'on lui donne, pour désigner l'ensemble des arts mécaniques et des travaux manufacturiers.

2. Ouvrage cité.

que pendant l'heure précédente cela tient à ce que, dans bien des ateliers, le travail véritable cesse quelque peu avant midi. « De même de midi à une heure, ajoute M. Jay, il y a peu d'accidents la plupart des ateliers étant fermés. Mais dès une heure la progression signalée recommence. Elle s'arrête légèrement de 4 à 5. A ce moment a lieu le repos de l'après-midi. Il n'y a lieu évidemment de tenir aucun compte du chiffre indiqué pour les accidents de 6 à 7 heures. A ce moment un grand nombre d'ateliers sont déjà fermés, dans d'autres l'équipe de nuit a pris la place de l'équipe de jour. »

En somme, ce qu'il convient de remarquer, c'est que le nombre des accidents s'élève, à mesure que le travail se prolonge. Si on voulait établir une formule on pourrait dire : l'augmentation des accidents est proportionnelle à la durée du travail. Cette constatation est exacte, mathématique, et elle indique bien d'une façon décisive que la plupart des accidents ne peuvent être attribués à la faute des ouvriers et qu'ils sont une conséquence inévitable du travail. On ne peut supposer en effet que les ouvriers mettent moins de bonne volonté à leur besogne à mesure que le moment du repos approche. Ce qui est certain au contraire, c'est que par suite de la prolongation du travail l'attention de l'ouvrier s'émousse, la fatigue l'étreint, comme conséquence forcée des accidents se produisent, il y a là un enchaînement inévitable qui a fatalement lieu, auquel ni l'ouvrier ni le patron ne peuvent rien, car il résulte de l'état actuel de l'industrie.

Ainsi les conditions du travail sont bien changées dans l'industrie ; elles ne sont plus ce qu'elles étaient au commencement du siècle, époque à laquelle fut rédigée la législation qui nous régit actuellement. Autrefois il était vrai de dire que le plus grand nombre des accidents étaient le résultat d'une imprudence personnelle et il était juste en conséquence de faire supporter à chacun le poids de sa faute. Aujourd'hui une pareille affirmation serait en contradiction avec les faits, la plupart des accidents ont pour origine les conditions mêmes

du travail, l'ouvrier pas plus que le patron ne peut en être rendu responsable. En faire supporter les conséquences à l'un ou à l'autre est une iniquité. Comme le disait M. Linder (1) : « L'industrie est un champ de bataille ayant ses victimes comme la guerre ». Ces victimes on doit les plaindre, surtout les secourir et non les accabler.

Ce que nous disons pour l'industrie est également vrai pour les autres professions. Toutes présentent des dangers qui leur sont inhérents et causent par conséquent des accidents inévitables; mais partout les risques ne sont pas les mêmes, certaines entreprises en sont même complètement exemptes en ce sens que les accidents qui s'y produisent, ne sont ni plus nombreux ni plus graves que ceux pouvant atteindre toute personne, alors même qu'elle ne se livre à aucun travail. La statistique vient encore une fois de plus prouver la vérité de ce que nous disons. Cette science nous apprend en effet, que si l'on considère un nombre fixe d'ouvriers, exerçant la même profession, à condition que ce nombre soit considérable (100,000 par exemple), on constate une surprenante régularité dans le nombre des accidents qui atteignent ces ouvriers chaque année et dans celui des victimes, des tués et des blessés... Il résulte de là que les accidents, lors même qu'ils semblent dus au pur hasard, sont régis par des lois mystérieuses. Ils se produisent annuellement avec une fréquence en quelque sorte fatale. » Telle est la conclusion à laquelle aboutit M. Keller, ingénieur en chef des mines, après une étude approfondie des statistiques françaises et étrangères concernant les accidents du travail (2). Les Compagnies d'Assurance connaissent bien d'ailleurs ce principe de la *constance des risques* et c'est sur lui qu'elles se basent pour calculer le taux de leurs primes et dresser leurs tarifs suivant les professions. Ainsi la théorie du risque professionnel n'est pas une

1. Congrès international des accidents du travail à Paris.

2. Congrès de Paris, t. 1, p. 189.

théorie construite de toutes pièces pour les besoins d'une cause elle résulte de l'observation des faits et se trouve confirmée par l'expérience; depuis longtemps déjà on en tenait compte. La difficulté était de la dégager de la réalité des faits, de l'énoncer, de la formuler. C'est M. Félix Faure qui a eu l'honneur de triompher de cette difficulté. Ce fut lui qui, le premier, dans une proposition de loi qu'il déposa le 11 février 1882, exposa la théorie connue aujourd'hui sous le nom de théorie du risque professionnel (1). Elle trouva aussitôt un grand nombre de partisans et elle est actuellement acceptée par la très grande majorité des esprits. Comme le fait remarquer M. Cheysson (2) : « Il n'est pas d'exemple d'un succès aussi foudroyant pour un principe nouveau. Malgré les résistances naturelles des jurisconsultes, défenseurs attitrés du droit commun, le risque professionnel, à peine formulé, a déjà envahi la plupart des codes industriels, tant il répond à un besoin universellement senti et comme à une injonction de la conscience humaine ».

Ne pouvant pas nier l'existence d'un risque professionnel on a essayé d'en atténuer la portée. On a dit : il est vrai, que dans certaines industries les accidents sont plus fréquents et à peu près impossibles à éviter, mais les salaires qu'on y reçoit sont d'autant plus élevés que les dangers courus sont plus nombreux, l'ouvrier n'a pas donc à se plaindre, il touche une prime proportionnée au risque couru, il en fait ce que bon lui semble; mais lorsqu'il est blessé sans qu'il y ait faute de son patron, il n'est pas en droit de demander à ce dernier une indemnité. Ce raisonnement est très juste mais il repose sur une affirmation, à laquelle la statistique donne un formel démenti. Il est prouvé aujourd'hui que les professions les mieux rétribuées ne sont pas les plus dangereuses à exercer, mais bien les plus

1. Voir aussi le discours de M. Félix Faure, prononcé à la séance du 8 mars 1883.

2. V. *Bulletin du conseil permanent d'accidents du travail*, année 1894. p. 27.

difficiles, celles qui demandent en même temps qu'un long apprentissage, une habileté que tout le monde ne peut acquérir. Ici encore s'exerce la loi de l'offre et de la demande.

Dans la séance de la chambre du 8 mars 1883, M. Félix Faure n'eut pas de peine à faire triompher cette opinion. Il lui suffit de citer les chiffres de salaire suivants fournis par la statistique.

Charpentier	8 fr.	Chaudronnier	9 fr.
Couvreur	7 fr. 50	Boulangier	10 fr.
Carrier	4 fr. 50	Chapelier	9 fr.

Il est bien évident que les professions les plus dangereuses de ce tableau ne sont pas les mieux rétribuées. Celle qui, d'après la statistique allemande présente le plus de danger, celle de carrier, est au contraire la moins payée.

§ 2. Qui doit supporter les charges du risque professionnel?

Le risque professionnel étant reconnu, la conséquence qui en résulte est l'obligation pour la profession de réparer le mal qu'elle a fait, c'est elle qui a causé l'accident c'est elle qui doit l'indemniser. Cette indemnité qu'elle aura à verser constitue donc pour elle une charge et à ce titre il nous semble qu'elle doit être payée sur les frais généraux, comme les autres charges de la profession. Cette opinion est-elle paradoxale? Nous ne le croyons pas, elle est en tout cas acceptée par tous ceux qui admettent la théorie du risque professionnel, seuls la combattent les adversaires de cette théorie.

C'est ainsi que M. Delecroix écrit (1): « Le risque professionnel, c'est le fait seul d'exploiter une usine, une manufacture, une mine, une carrière, une concession de transports ou de diriger une exploitation quelconque, où il est fait emploi d'un

1. *Le contrat du travail. Revue de législation des mines*, 1883, p. 89.

outillage à moteur mécanique. C'est une faute d'un nouveau genre ».

M. Morisseaux disait de même (1) : « Depuis un siècle une foule d'ingénieurs se sont étudiés à rendre le travail manuel plus aisé, à diminuer les fatigues du labeur quotidien de l'ouvrier ; ils ont inventé des machines pour faire la grosse besogne, la plus matérielle, et ces hommes sont des coupables ! Ils ont créé un risque professionnel ! »

Il y a dans ces critiques une confusion qu'il est facile de dissiper. Nous ne disons pas que le patron est coupable, que le risque professionnel est une faute d'un nouveau genre. Nous nous plaçons en présence des faits, nous voyons que dans toutes les professions se produisent des accidents qui sont inévitables, qui tiennent à la nature même du travail et nous disons : c'est à la profession de réparer les effets fâcheux qu'elle a causés, c'est pour elle une charge qui doit entrer dans les frais généraux, au même titre que l'usure des machines, l'amortissement de l'outillage, les risques de l'incendie.

A cela on nous répond, que nous avons le tort de voir le patron seul dans la profession. Toute profession, dit-on, comprend, deux facteurs, l'ouvrier et le patron, tous deux concourent à la même œuvre, leurs rôles sont différents, mais l'un ne saurait se passer de l'autre, tous deux tirent des avantages de la profession qu'ils exercent, tous deux doivent en supporter les charges, il ne faut pas par conséquent, après avoir admis la théorie du risque professionnel, conclure à la réparation de l'accident par le patron seul, l'ouvrier doit aussi y contribuer.

Cet argument est loin de nous paraître décisif. Une pareille théorie revient à dire que l'ouvrier et le patron ont réuni leurs capacités dans le but d'exercer une profession, qu'il y a entre eux en quelque sorte une association et que l'un et l'autre doivent par conséquent participer aux charges communes de leur

1. *Note sur les assurances ouvrières. Commission du travail en Belgique*, vol. III, p. 418.

entreprise. Mais alors, demanderons-nous, pourquoi faire contribuer l'ouvrier à la seule charge du risque professionnel, et le tenir quitte des autres charges de la profession, telles que l'usure des machines, l'amortissement de l'outillage, le risque de l'incendie. Il profite en effet de cet outillage, de ces machines, de cet atelier, comment ferait-il s'il ne les avait pas pour gagner sa vie? il faut dire par conséquent, si on veut être logique jusqu'au bout, qu'il devra contribuer à leur remplacement dans le cas de perte ou d'usure. Et d'un autre côté, s'il supporte en partie les charges de la profession, il est très juste qu'il ait droit à une part des bénéfices.

Il y a là une suite de conséquences qui procèdent de la même idée et si une seule est admise toutes doivent l'être. Est-il besoin de dire que toutes sans exception doivent être repoussées parce qu'elles résultent d'une notion inexacte des rapports existant entre l'ouvrier et le patron. Dans l'état actuel de notre droit, ils sont liés l'un à l'autre, non par le contrat de société mais par le contrat du louage des services. On a soutenu, il est vrai, le contraire, nous ne pouvons nous livrer à une réfutation complète de cette opinion, qu'il nous soit permis de faire remarquer cependant, que le gain à réaliser pour des associés est futur et si aléatoire qu'il peut être nul, le salaire de l'ouvrier est au contraire immédiat et fixe. On ne peut donc considérer toute profession comme une association de l'ouvrier et du patron; on ne peut par conséquent les faire contribuer l'un et l'autre aux charges. Il est tout naturel que les supporte celui-là seul qui perçoit les bénéfices.

Et pourquoi d'ailleurs en serait-il autrement? quelle raison pourrait-on invoquer? N'est-ce pas le patron « qui décide souverainement l'installation, l'aménagement, le fonctionnement de l'exploitation industrielle, les transformations du matériel, l'introduction et la multiplication des moteurs mécaniques, n'est-ce pas lui qui choisit l'outil et assure complètement la

direction du travail»(1), n'est-ce pas lui, qui par les modifications qu'il ordonne dans l'outillage, rend la profession plus ou moins dangereuse et par suite, ne peut-on pas dire qu'il est la cause indirecte des accidents qui se produisent. Pourquoi donc ne serait-il pas tenu seul, de réparer les conséquences qu'il a contribué à amener.

Comme le faisait fort bien remarquer M. Félix Faure, dans l'exposé des motifs qui précèdent sa proposition de loi : « Le choix de l'outil qui appartient au patron augmente ou diminue le danger du travail. En dehors du salaire il doit donc la garantie du risque qu'il crée lui-même..... L'industriel profite de la force de l'ouvrier comme de la force de la machine. Si par un hasard quelconque la machine se brise ou se détériore il en supporte les conséquences, il en supporte seul la perte qui en résulte. N'est-il pas logique de lui faire supporter de même les risques d'un accident dont l'ouvrier est victime ».

Nous reconnaissons cependant que le pouvoir du maître n'est pas absolu, qu'il est limité par ce que M. Delecroix appelle (2) les forces mystérieuses et incomplètement connues de la nature et avec lui nous disons : « que si grande que soit l'autorité du patron sur ses ouvriers pour les diriger vers le but qu'il se propose d'atteindre, les lois encore ignorées de la science viennent jeter à la traverse d'invincibles obstacles. » Nous reconnaissons encore que l'ouvrier ne peut être complètement assimilé à une machine, que son maître mènerait à son gré, il a toujours, à notre avis, une certaine volonté, souvent, il est vrai, très restreinte, mais qui suffit parfois pour faire échec à l'autorité patronale.

Mais, de ce que le pouvoir du patron n'est pas absolu, faut-il en conclure que les ouvriers doivent contribuer au paiement de la somme donnée en cas d'accident comme le demandent MM. Emile Delecroix et Morisseaux. Nous ne le pensons pas.

1. Rapport de MM. Nadaud et Gérard.

2. *Le contrat du travail*, p. 94 et 95.

Il nous semble que le seul raisonnement à faire est le suivant.

Si les accidents qui se produisent dans une industrie dépendaient uniquement de l'organisation du travail, celui qui a créé cette organisation, c'est-à-dire le patron, devrait seul réparer le préjudice causé ; du moment qu'ils résultent à la fois de l'organisation du travail et d'une cause inconnue ou de l'initiative laissée à la victime, le patron ne doit qu'une réparation partielle, incomplète du dommage subi.

Telle est la seule conclusion qui nous paraisse justifiée. Nous ne comprendrions pas qu'on fit contribuer au paiement du secours donné à un ouvrier blessé, tous ses camarades qui n'ont pas exercé la moindre influence sur les causes déterminantes de l'accident.

En somme l'étude de la responsabilité du risque professionnel nous conduit aux deux conclusions suivantes : Le patron doit contribuer seul au paiement de l'indemnité due à la victime d'un accident, cette indemnité ne doit pas réparer complètement le dommage causé.

§ 3. — Le risque professionnel et la faute lourde.

Le risque professionnel étant reconnu et la responsabilité qui en résulte étant dégagée, nous devons examiner dans quelles limites, il y aura lieu d'en faire l'application.

Le risque professionnel, couvrira-t-il tous les accidents d'une façon absolue et toutes les victimes auront-elles droit au paiement d'une indemnité sans distinction aucune ? C'est là une question particulièrement délicate qui se pose, dans cette matière pourtant si complexe des accidents du travail.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître que les victimes d'accidents occasionnés par le cas fortuit, la force majeure et même la faute légère ont droit à une indemnité, mais

en ce qui concerne ceux résultants de la faute lourde soit du patron soit de l'ouvrier, deux opinions contradictoires sont émises.

Dans l'une, la théorie du risque professionnel est interprétée d'une façon restrictive, elle ne s'applique qu'aux accidents résultant soit du cas fortuit, soit de la force majeure, soit de la faute légère. En conséquence, on laisse à chacun la responsabilité des accidents qu'il a occasionnés ; si le patron a commis une faute lourde il doit la réparation du préjudice qu'il a causé, si la victime au contraire est coupable elle ne saurait prétendre à la moindre indemnité.

D'autres soutiennent, au contraire, que la théorie du risque professionnel a un sens plus large et s'applique à tous les accidents. Il faut, disent-ils, déclarer irresponsables soit l'ouvrier soit le patron qui commet une faute lourde et ne faire d'exception que dans le cas de faute intentionnelle.

Les partisans de la première opinion parmi lesquels, on compte le Sénat (1), s'appuient sur des arguments d'une grande valeur.

Au point de vue théorique, font-ils remarquer, la théorie du risque professionnel ne saurait être étendue aux accidents occasionnés par la faute lourde, car elle se base entièrement sur ce fait : c'est qu'il s'agit d'accidents inévitables ; pourquoi alors vouloir l'appliquer, quand il est reconnu que l'accident non seulement pouvait être évité, mais ne se serait pas produit sans une faute grossière. Une pareille extension n'est pas admissible.

En outre, ajoute-t-on, pourquoi faire exception à notre grand principe juridique : à chacun suivant ses actes. On arriverait à des résultats singuliers. Ne serait-il pas souverainement injuste qu'un ouvrier ne reçût pas toute l'indemnité à laquelle il a droit quand il a été victime de l'incurie de son patron ou

1. V. le projet voté en 1890 ; la commission sénatoriale actuelle a persisté dans cette opinion,

inversement que ce dernier fût obligé de payer une pension à celui qui s'est blessé par grossière maladresse. « Voyez, comme le dit, M. Charle Dejace, les suites étranges que pourrait avoir ce système dans la pratique : l'ouvrier d'une mine, mutilé mais ayant survécu à un désastre qui a ruiné l'exploitation du patron et causé de nombreuses victimes parmi ses compagnons de travail, désastre provoqué par sa faute grossière, mais non intentionnelle, viendrait réclamer du chef d'entreprise une pension en raison de cet accident. Il se pourrait même que cet ouvrier encourût une condamnation criminelle ou correctionnelle du chef de sa faute et au sortir de l'audience on le verrait réclamer l'indemnité à laquelle il a droit. Condamné et pensionné, quelle anomalie sans précédent » (1).

Enfin, disent les partisans de l'opinion que nous exposons, en abolissant le principe de la responsabilité, on pousse à la négligence le patron tout aussi bien que l'ouvrier ; on rend par conséquent plus fréquents les accidents qu'une bonne législation doit avoir au contraire en vue de diminuer. Pourquoi, en effet, un industriel ferait-il de grands frais pour mettre ses ouvriers à l'abri du danger, il n'en serait pas moins tenu de payer la même somme que le patron voisin, qui, lui, n'a fait aucune amélioration pour assurer la sécurité dans ses ateliers. Ainsi, l'extension du risque professionnel aux accidents occasionnés par la faute lourde, a pour résultat d'en augmenter le nombre et par là même, est contraire à l'intérêt de ceux qu'on veut protéger. Ce fait ne saurait être contesté, il nous est révélé par les statistiques allemandes (2).

1. C. I. A. T. Paris, t. I, p. 409.

2. Voici le tableau publié en Allemagne concernant les accidents pendant les sept premières années de l'assurance :

En 1886 il y a eu 82,596 accidents signalés, 9,723 indemnisés

1887	—	103,897	—	—	15,970	—
1888	—	121,164	—	—	18,809	—
1889	—	139,549	—	—	22,340	—
1890	—	149,188	—	—	26,403	—
1891	—	162,674	—	—	28,289	—
1892	—	165,003	—	—	28,619	—

Tous ces arguments firent une grande impression sur le Sénat et il vota le 20 mai 1890 un projet de loi qui disait :

D'une part « le chef de l'entreprise sera responsable de tout accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail à ses ouvriers ou employés à moins qu'il ne prouve que cet accident est survenu *par la faute lourde de la victime*.

D'autre part « si l'accident est dû à la *faute lourde* du chef de l'entreprise ou de ceux qu'il a préposés à la direction et à la surveillance des travaux, les articles 1382 et suivants du Code civil continueront à s'appliquer. »

Le système adverse avait au contraire prévalu en 1888 devant la Chambre des députés, elle obéit à des considérations purement pratiques.

La distinction entre la faute légère et la faute lourde, fit-on remarquer dans cette assemblée, ne sera pas toujours très facile à apercevoir. Quand on est directement intéressé on est mauvais juge. Il y aura des contestations, le patron prétendra, souvent de fort bonne foi, que l'accident est dû à la faute lourde de l'ouvrier, ce dernier émettra la même prétention à l'égard de son maître, s'il hésitait, l'agent d'affaires est là pour lui faire entrevoir l'assistance judiciaire d'une part, le gain à réaliser de l'autre. En somme chaque accident donnera lieu à un procès. Ainsi le principal inconvénient reproché à la législation ancienne se retrouvera dans la nouvelle.

M. Veyssier, délégué de l'Union des chambres syndicales de France, disait de même au congrès de Berne (4) : « Qu'est-ce que la faute lourde ? Dans l'exposé des motifs de son projet de loi M. le Ministre du commerce dit bien que ce sera, par exemple, la désobéissance aux ordres du patron. Mais il faut ne jamais avoir manié un outil au compte d'autrui pour

On a essayé d'expliquer cette augmentation annuelle des accidents en disant que les ouvriers actuellement mieux renseignés sur le bénéfice de l'assurance, déclarent tous les accidents ce qu'ils ne faisaient pas autrefois. (Bulletin 1893. C. I. A. T. p. 532).

4. C. I. A. T. Berne, p. 184.

ignorer que les nécessités du travail obligent, parfois, l'ouvrier à l'inobservation des prescriptions de son patron. Si donc, dans ces conditions, un accident se produit, est-il juste que la victime, qui n'a désobéi que pour activer ou faciliter le travail soit privé de tout secours ? »

M. le Dr. Bodiker, président de l'Office impérial des assurances à Berlin, appuyait en ces termes les observations précédentes : « Je me demande si nous tous qui sommes ici, nous ressentons toujours les pleines conséquences de nos fautes lourdes. N'échappons-nous pas souvent à une punition méritée par des mesures mal prises; le poids du châtiment nous frappe-t-il chaque fois, et ne sommes-nous pas heureux pour nous et nos amis, si la punition ne suit pas immédiatement l'action coupable ? Eh bien accordons la même chose à l'ouvrier qui met en jeu son corps et sa vie, sa santé et son existence. Où trouve-t-on dans le monde, pour une faute même grave, une punition dont la durée peut s'étendre à toute la vie du coupable ? Où trouve-t-on un châtiment qui peut réduire à la misère ? Devons-nous introduire contre les ouvriers un tel principe dans notre domaine de la conciliation des oppositions ? N'exigeons pas trop d'eux. Agissons noblement comme de vrais amis des ouvriers. J'affirme que ce n'est pas seulement sage et politique. c'est également chrétien ; c'est équitable et juste de ne point laisser sans indemnité les ouvriers coupables de faute grave et de ne pas risquer d'abandonner à la misère eux et leurs familles ».

Ces considérations humanitaires en faveur des ouvriers, auraient pu être faites également, en faveur des patrons. Les obliger à réparer tout le préjudice que leur faute lourde a pu causer, c'est parfois les acculer à la ruine, c'est souvent les soumettre aux poursuites judiciaires toujours coûteuses et incertaines. Ainsi, dans l'intérêt de tous, des ouvriers comme des patrons, il faut étendre la théorie du risque professionnel à tous les accidents, sauf bien entendu à ceux causés intentionnellement, et accorder aux victimes le paiement d'une in-

demnité. Telle a été l'opinion de la Chambre des députés en 1888.

Nous venons d'exposer les deux systèmes adverses touchant la faute lourde, nous voyons que l'un et l'autre reposent sur des arguments très sérieux, et il devient bien difficile de se prononcer. Si nous examinons la législation des pays étrangers nous rencontrons la même diversité d'opinions. L'Allemagne, l'Autriche accordent une indemnité pour tous les accidents, et jamais de réparation complète sauf pour ceux amenés avec intention. Le projet Suisse permet à l'établissement d'assurances de réduire jusqu'à la moitié de leur montant normal l'indemnité de chômage ou les rentes dues à l'assuré ou à ses parents, lorsque, agissant en état de responsabilité, l'assuré a causé sa blessure ou sa mort par une négligence grave (art. 24). Le projet présenté le 5 juin 1894 par le gouvernement espagnol dit dans un article 6. « L'ouvrier réduit à l'incapacité de travail par un accident industriel, aura *toujours* droit à une indemnité qui variera selon les cas et les circonstances qui se présentent. » Dans le projet de loi norvégien (1) voté par le *Oldesthing* le 14 juin 1894, le droit à l'indemnité n'est refusé que si le blessé a intentionnellement provoqué l'accident ; le patron au contraire et son préposé sont soumis à un traitement différent, ils doivent personnellement réparation entière, s'ils sont convaincus de *négligence grave constatée par une condamnation pénale*. Une pareille solution nous semble difficile à justifier, elle a quelque analogie avec celle adoptée en juin 1893, par la Chambre française que nous examinerons plus loin. En Suède au contraire, l'article 14 dit : « Si l'assuré s'est occasionné l'incapacité de travail intentionnellement ou par suite d'une faute lourde ayant entraîné l'application de la loi pénale il perd son droit à la pension. »

En Italie, le gouvernement et la commission de la Chambre

1. Ce projet est devenu la loi du 23 juillet 1894.

sont d'accord pour déclarer que la victime, en cas de faute grave, n'a pas droit à d'indemnité; si l'accident est occasionné par la faute grave du patron, ce dernier doit réparation complète. Il y a sur ce point divergence avec le Sénat.

En Finlande, il y a également désaccord entre le gouvernement et le comité de législation. Le gouvernement refuse l'indemnité, seulement lorsque la victime a causé intentionnellement l'accident, le comité la refuse aussi en cas de négligence grave.

On voit par cette rapide revue des législations actuelles et futures de l'étranger, combien cette question de la faute lourde a reçu de solutions diverses. On ne saurait mieux en montrer la complexité. Il nous faut pourtant adopter une opinion. Admettons-nous que la théorie du risque professionnel s'étend à tous les accidents d'une façon absolue, que les victimes ont par conséquent toujours droit à une indemnité à moins de blessures volontaires, ou bien dirons-nous que le risque professionnel couvre seulement les accidents résultant soit du cas fortuit, soit de la force majeure, soit de la faute légère et que ceux occasionnés par la faute lourde doivent être à la charge des coupables? Ces deux systèmes nous paraissent l'un et l'autre trop absolus et pour résoudre la difficulté que nous examinons nous proposerons une transaction.

En matière d'accidents, refuser dans certains cas toute indemnité, obliger dans d'autres le coupable à une réparation complète, est une opinion peut-être logique, mais qui nous conduit à des conséquences pratiques inacceptables. D'autre part, il est choquant de voir traiter de la même façon l'homme prudent, qui a tout fait pour éviter l'accident et celui qui l'a amené par sa négligence. En tenant compte de ces deux observations il nous semble que le système le meilleur serait celui qui, dans tous les cas d'accidents non intentionnels, accorderait une indemnité tout en la proportionnant à la faute commise; elle varierait avec le degré de culpabilité. Si l'ouvrier a par sa négligence causé l'accident, il recevra

une faible indemnité, s'il n'a rien à se reprocher elle sera plus forte : de même le patron donnera plus ou moins suivant qu'il sera ou ne sera pas fautif. Mais jamais il n'y aura lieu à réparation complète, jamais non plus une victime ne sera abandonnée sans secours aucun, de telle sorte qu'on n'aura pas à redouter la ruine pour le patron, la misère pour l'ouvrier. On n'aura pas non plus à craindre l'augmentation des accidents par suite de la négligence de l'ouvrier et du patron car l'un et l'autre seront intéressés à ne pas être en faute et chacun supportant la conséquence de ses propres actes, le principe de la responsabilité est ainsi sauvegardé.

Le système que nous proposons a été adopté en partie dans le projet adopté par la Chambre des députés en 1893. L'article 30 spécifie en effet que si l'accident est dû à la faute lourde de la victime, la pension pourra être diminuée mais non supprimée. Mais si l'accident est dû à la faute lourde du patron l'article 32 permet de majorer l'indemnité, sans indiquer de maximum, un amendement proposé en ce sens fut repoussé. Dans ce cas là la réparation pourra donc être complète et on arrive à cette conclusion singulière, c'est que d'après le projet de la Chambre, la faute lourde est excusable quand elle est le fait de l'ouvrier, mais non quand elle est celui du patron. Il y a là une anomalie, une véritable injustice, il n'est pas possible qu'une loi institue un traitement pour les patrons et un traitement différent pour les ouvriers. La nouvelle commission sénatoriale, tout en soumettant au droit commun, c'est-à-dire à l'application des articles 1382 et suivants, les accidents occasionnés par la faute lourde du patron ou de l'ouvrier, autorise dans ce dernier cas les tribunaux à accorder un secours à la victime. On a reconnu qu'il était parfois contraire à l'humanité d'abandonner sans ressource aucune, l'ouvrier blessé.

Le système que nous proposons nous paraît plus équitable que celui de la Chambre et moins arbitraire que celui de la Commission sénatoriale. Pratiquement nous avons vu qu'il ne pouvait donner que de bons résultats. On peut cependant

nous faire un reproche. On peut dire : Vous allez augmenter de beaucoup le nombre des procès, à la suite de tout accident patron et ouvriers s'accuseront mutuellement d'avoir commis une faute lourde de telle sorte que les tribunaux auront à fixer chaque indemnité. Il nous semble qu'on pourra éviter un grand nombre de contestation en assurant une fixation équitable de l'indemnité, nous nous occuperons de cette question lorsque nous étudierons l'organisation de l'assurance.

En outre s'il est regrettable de voir survenir un procès après un accident, événement assez malheureux déjà par lui-même, il est à remarquer que ce n'est pas tant le procès en lui-même qu'on redoute, mais plutôt les complications qui en résultent et surtout sa longue durée. Cela étant, il nous semble que si on assurait à ses sortes de contestations, une solution rapide le reproche qu'on a fait à notre système n'existerait plus. Il serait possible, selon nous, d'arriver à ce résultat en créant une juridiction spéciale chargée de s'occuper des questions relatives aux accidents du travail. Nous aurons plus loin à examiner ce point, et nous espérons, alors, faire la preuve de ce que nous avançons.

Nous ajouterons d'ailleurs que s'il paraît séduisant de concevoir un système qui permettrait à la victime d'un accident de recevoir immédiatement une indemnité sans qu'il y eût jamais lieu à la moindre contestation, il est impossible en fait, qu'il en soit jamais ainsi. Les accidents du travail soulèvent en effet des questions fort diverses ; le législateur ne saurait toutes les régler dans leur moindre détail, il ne peut statuer que par voie de dispositions générales, c'est au juge d'en faire l'application. C'est ainsi qu'en Allemagne, où les indemnités sont *déterminées par la loi même, indépendamment des responsabilités et des causes de l'accident*, 25.348 affaires ont été introduites devant les tribunaux arbitraux, durant l'année 1893, 11027 étaient motivées par un refus de pension, 14321 par une réclamation sur la quotité de l'indemnité. Cet exemple suffit pour prouver qu'il est impossible d'empêcher les con-

testations, malgré toutes les précautions prises par le législateur. Ne pouvant éviter les procès, on peut tout au moins améliorer la procédure, c'est le but que nous poursuivrons.

En résumé, nous dirons qu'il y a dans toutes les professions un risque qui provoque la plupart des accidents, qu'un petit nombre sont le résultat de la faute lourde du patron ou de l'ouvrier et que dans un but à la fois humain et pratique, il importe d'obliger le patron à donner à toutes les victimes une indemnité variant avec le degré de culpabilité de chacune.

CHAPITRE IV.

L'ASSURANCE EST-ELLE NÉCESSAIRE.

L'obligation du patron doit-elle être garantie légalement. — Système Belge. — Critiques de ce système : longue attente pour le paiement de l'indemnité, insolvabilité à redouter, préjudice causé aux patrons. — L'assurance peut se justifier juridiquement. — Pratiquement, elle est nécessaire.

Le principe du risque professionnel étant admis, le droit à une indemnité, étant reconnu à la victime d'un accident, quelle en est la sanction ? Nous nous trouvons en présence de deux opinions. Les uns estiment que le législateur a terminé son œuvre en proclamant la nouvelle obligation à laquelle est tenu le patron, et qu'il appartient aux tribunaux de la faire respecter, suivant le droit commun. Les autres pensent que la loi doit prévoir les mesures nécessaires, pour contraindre le patron à payer à l'ouvrier blessé, ce qui lui est dû et dans ce but ils forcent l'entrepreneur à contracter une assurance.

Nous reconnaissons, disent les partisans de la première opinion, que le patron doit indemniser la victime d'un accident survenu au cours du travail, mais pourquoi vouloir le contraindre à s'assurer. Il suffira d'inscrire cette nouvelle obligation du maître dans notre Code civil, au titre du contrat de louage, ce sera beaucoup plus simple et pour le législateur qui n'aura point à s'occuper d'une organisation délicate et pour l'industriel qui restera libre d'agir à sa guise. Il pourra, si bon lui semble, contracter une assurance, comme il l'entendra, aux conditions qui lui plairont, il pourra, s'il le préfère, encourir l'éventualité d'un accident. A ce point de vue il sera absolu-

ment indépendant, mais si un de ses ouvriers est blessé au cours du travail, il sera tenu de lui payer une indemnité et c'est là l'essentiel. Ce système nous paraît être celui du projet de M. Lejeune, déposé le 13 août 1891, au nom du gouvernement Belge (1).

D'après ce projet, en effet : « le chef d'industrie ou patron et le chef de ménage ont l'obligation de prendre, avec la diligence d'un bon père de famille, toutes les mesures propres à empêcher, autant que possible, que la sécurité de l'ouvrier ou du domestique ne soit compromise pendant l'exécution du travail ou du service, en proportionnant ces mesures aux dangers plus ou moins grands que celle-ci peut présenter, ainsi qu'à l'âge ou au degré d'apprentissage de l'ouvrier ou du domestique » (art. 10 § 3).

D'après l'article 13, « les chefs d'industrie ou patrons s'engagent, en outre, par le contrat, à payer l'indemnité déterminée par la loi, à l'ouvrier ou à la famille de l'ouvrier qui a été accidentellement tué ou blessé pendant l'exécution de son travail.

Ils ne sont libérés de cet engagement qu'en prouvant que l'accident provient, soit d'une cause naturelle indépendante du travail ou de l'exécution du travail, soit du fait de personnes dont ils ne doivent pas répondre ou d'un fait qui ne rentre pas dans les fonctions, travaux ou services dont leurs préposés, ouvriers ou domestiques sont chargés, soit enfin, de la faute de la victime elle-même. Ne constituent pas une faute, nous dit l'article 15, les maladresses légères et accidentelles qui peuvent être amenées par l'âge ou par les conditions dans lesquelles le travail ou le service doit être exécuté.

Ce système reconnaît donc la théorie du risque professionnel et consacre l'obligation pour le patron de donner une in-

1. C'est aussi celui adopté par la Chambre en 1888 et par le Sénat en 1890, mais la Chambre et le Sénat ne mettaient la réparation des accidents à la charge du patron que pour certaines professions particulièrement dangereuses.

demnité à son ouvrier blessé au cours du travail sauf le cas de faute lourde de la part de la victime. Il présente l'avantage d'être en harmonie avec les principes généraux de notre droit et de pouvoir prendre place dans notre Code civil, car il résulte de l'analyse même du contrat de louage de services. Le législateur de 1804 s'était contenté d'en donner une simple définition, le projet du gouvernement belge en tire les conséquences logiques qui en résultent ; Il a continué une œuvre simplement ébauchée, mais l'a-t-il terminée ? Nous ne le croyons pas. Nous sommes persuadés que la réforme proposée en Belgique est incomplète, malgré tous ses mérites et son incontestable supériorité sur la législation que nous avons encore en France. Dans l'état actuel de notre société elle est insuffisante car elle ne donne pas satisfaction entière aux besoins de l'industrie. Nous la considérons comme une mesure de transition, comme un acheminement vers l'assurance obligatoire.

Remarquons tout d'abord que ce système donne souvent lieu à des procès qui seront de la compétence des tribunaux civils, c'est donc pour les victimes, la certitude de rester pendant de longs mois sans le moindre secours. L'honorable M. Ricard qui avait voulu se rendre compte de la durée des affaires d'accident, avait obtenu les renseignements suivants, qu'il citait à la tribune de la Chambre des députés. En première instance la durée minima a été, dans ces dernières années, de dix mois et vingt-six jours, la durée moyenne de dix-huit mois ; avec l'appel, une affaire d'accidents dure au minimum, un an sept mois et deux ans au maximum (1). Ainsi en cas de contestation, l'ouvrier blessé attendra un indemnité pendant un délai qui pourra varier de dix-neuf mois à deux ans, il ne recevra par conséquent aucun secours au moment où il en a le plus grand besoin. Voilà déjà une sérieuse critique, mais nous en avons d'autres plus graves à signaler. On nous dit :

1. Séance du 6 juin 1893.

il suffit de proclamer l'obligation pour le patron de payer l'indemnité, il y sera tenu, s'il refuse les tribunaux l'y contraindront. Malheureusement pour l'ouvrier il n'en sera pas toujours ainsi car l'insolvabilité du patron est à redouter. De quelle utilité sera alors pour la victime le droit qui lui est reconnu par la loi ? Peut-être pense-t-on que c'est là un fait qui se présentera rarement; nous ne le croyons pas. Nous basons notre opinion sur les résultats acquis en Suisse. En étudiant la législation de ce pays, dans un chapitre précédent, nous avons cité un extrait du rapport adressé par M. le docteur Schuler au Conseil national, d'où il résultait que dans l'industrie de la broderie l'une des plus importantes de la Suisse, un grand nombre de fabricants sans fortune seraient, en cas d'un accident sérieux, à peu près incapables de payer l'indemnité dont ils seraient redevables. En France il y a également un grand nombre de petits industriels, sur 100 patrons 85 ont commencé par être simples ouvriers, — c'est de la statistique faite par l'Assemblée nationale de 1871, — il est donc fort probable qu'ils ne pourraient pas toujours payer les sommes fixées par les tribunaux, surtout si plusieurs accidents successifs se produisaient.

Certains pensent que cette insolvabilité ne serait pas aussi fréquente que nous voulons bien le dire, car les patrons auraient intérêt à se couvrir et à contracter une assurance auprès des compagnies privées. Une pareille opinion est bien difficile à soutenir après ce qui c'est passé en Allemagne et en Suisse. Lorsque ces deux pays, en effet, eurent admis dans leur législations le système de l'intervention de la preuve, pour éviter les tristes effets de l'insolvabilité, ils engagèrent les patrons à s'assurer et leur accordèrent des avantages considérables (1). Les résultats ne furent pas conformes aux espérances. D'après des statistiques officielles dressées par M. Kummer, directeur du bureau fédéral des assurances, si tous les ouvriers avaient été assurés contre la responsabilité leur nom-

1. V. sur les conditions faites aux industriels ouvriers, Raoul Jay. ouvrage cité, p. 192 et suiv.

bre se fût élevé à 195.000 tandis qu'un fait 145.054 seulement étaient assurés.

Ce résultat explique pourquoi les patrons eux-mêmes sont d'accord pour demander l'obligation de l'assurance (1), ils disent avec juste raison que si on leur laisse à cet égard entière liberté, certains, dans un but de prévoyance et d'humanité s'assurèrent pour être à l'abri de toute éventualité et inscriront à leurs frais généraux les sommes prélevées pour le paiement des primes ; d'autres, plus insoucians et aussi moins scrupuleux, préféreront courir les risques d'un accident ; s'il se produit ils paieront ou... déposeront leur bilan, mais les charges de l'exploitation seront allégées et par suite ils pourront vendre à meilleur compte que leurs concurrents. D'ailleurs si la chance les favorise pendant les premières années de leur entreprise, ils pourront, alors qu'ils auront acquis une clientèle et des revenus, se montrer philanthropes et assurer leurs ouvriers. En somme ce système aboutit à cette conséquence, c'est que les industriels les plus humaines sont victimes de leur bon cœur. Ainsi d'une part il est inefficace, de l'autre il favorise l'imprévoyance.

On nous fait une objection, on nous dit: vous vous plaignez que le législateur, après avoir reconnu à la victime d'un accident le droit à une indemnité, ne l'ait pas sanctionné d'une façon particulière pour éviter l'insolvabilité, mais il a agi ici comme il l'a toujours fait, il n'y a aucun motif à dérogation. Le code énumère les droits, les tribunaux les font respecter.

A notre avis, l'obligation du patron vis-à-vis de son ouvrier est d'une nature toute spéciale. Généralement toutes les obligations peuvent être garanties à l'aide d'une des sûretés créées par le Code. En est-il de même ici ? Théoriquement c'est possible ; mais, en fait, et c'est à ce point de vue que le législateur doit se placer, la réponse n'est guère douteuse. L'ouvrier qui

1. V. l'enquête faite en Suisse à ce sujet. Raoul Jay, ouvrage cité p. 205, et suiv.

aurait la prétention de demander à son maître de lui garantir l'indemnité qui peut lui être due dans le cas où il serait blessé, se verrait opposer un refus catégorique. Bien plus, le patron voudrait accepter cette proposition qu'il ne le pourrait pas. Il lui serait impossible en effet de donner à tous ses ouvriers des garanties suffisantes pour répondre à l'égard de tous, de sa solvabilité en cas d'accident. Les charges seraient si lourdes, qu'il serait insensé de les supposer acceptables.

On ne doit donc pas assimiler des situations qui ne peuvent pas être même comparées, l'obligation du patron est toute spéciale et on ne peut lui appliquer les sûretés ordinaires. Il appartient donc au législateur de combler cette lacune et de créer pour cette obligation spéciale, une garantie spéciale : celle de l'assurance ; et comme l'ouvrier vis-à-vis de son maître n'est pas libre d'exiger cette garantie absolument nécessaire pour éviter l'insolvabilité, la loi doit la rendre obligatoire. Et remarquons d'ailleurs, que cette précaution que la loi prendrait pour protéger le droit de l'ouvrier ne serait pas un fait exceptionnel, notre Code civil nous offre d'autres exemples de protection à l'égard de certains créanciers qui lui ont paru plus particulièrement dignes d'intérêt. Qu'on ne dise pas non plus qu'il serait illogique de garantir des droits purement éventuels, qui ne sont pas encore nées, le législateur a pris parfois des mesures de ce genre, notamment en faveur du mineur en tutelle. Ce dernier a sur les biens de son tuteur une hypothèque légale qui prend date du jour de l'acceptation de la tutelle (art. 2135 C. c.), ce mineur a donc une garantie pour conserver des droits qui peuvent ne pas exister, qui sont purement éventuels. On voit donc que la nécessité de l'assurance peut se justifier juridiquement.

Ainsi, pratiquement, on ne peut se contenter de reconnaître l'obligation pour le patron de payer une indemnité à la victime d'un accident. On arriverait à ce résultat : deux ouvriers sont blessés dans un même travail, mais faisant partie de deux entreprises différentes, l'un touche une indemnité l'autre ne re-

çoit rien. On ferait difficilement comprendre aux intéressés les effets d'une pareille disposition, les arguments juridiques les laisseraient indifférents, ils verraient le fait brutal, l'indemnité payée dans un cas, refusée dans l'autre sans raison aucune, et ils diraient que la loi est mal faite. En somme on confierait au hasard le soin de faire exécuter l'obligation du patron. Si ce dernier est riche, il paiera, tant mieux pour l'ouvrier, s'il est pauvre il ne donnera rien. Pure question de chance pour la victime. Théoriquement nous ne voyons aucune raison pour refuser de garantir légalement le droit de l'ouvrier blessé, il nous semble que sa situation est digne de faveur et mérite toute la bienveillance du législateur.

Ce qui a fait que le système que nous combattons a été accueilli avec une certaine faveur, c'est que n'ayant jamais été mis en pratique, ses défauts sont moins visibles. Nous sommes persuadés que s'il est adopté en Belgique, en Espagne et en Angleterre, où il est actuellement proposé, il ne constituera qu'un régime de transition, une évolution analogue à celle qui a eu lieu en Allemagne et en Suisse se produira. L'histoire de la question des accidents du travail dans ces deux pays « a l'avantage, comme le dit fort bien M. Jay, de nous montrer avec une incomparable netteté comment l'assurance obligatoire est le terme auquel aboutit, nécessairement toute législation spéciale sur la responsabilité. » Remarquons, d'ailleurs, qu'une évolution de ce genre s'est accomplie dans notre pays. Les premières réformes proposées pour modifier notre législation, se bornaient à déplacer le fardeau de la preuve; la théorie du risque professionnel apparaît; ensuite, comme conséquence, la Chambre en 1888, le Sénat en mai 1890, imposent au patron l'obligation d'indemniser la victime d'un accident du travail, mais aucune mesure n'est prise pour garantir l'exécution de cette obligation. En juin 1890, le gouvernement prend lui-même l'initiative d'un projet tendant à contraindre le patron à s'assurer; la Chambre adopte le principe de cette réforme en 1893. Aujourd'hui la Commission

sénatoriale reconnaît également la nécessité de forcer le patron à garantir son obligation, mais elle ne lui impose pas un mode d'assurance spécial ; c'est le point sur lequel elle est en désaccord avec la Chambre des députés. Nous dirons plus loin quel est celui de ces deux systèmes que nous préférons. Quoiqu'il en soit, on peut affirmer que le principe de la nécessité de l'assurance est, dès à présent, accepté par nos législateurs. Si nous examinons les solutions adoptées à l'étranger, nous voyons, de même, que toutes les nations européennes, à part les trois exceptions déjà signalées, ont ou sont sur le point d'avoir une législation imposant aux industriels la nécessité de l'assurance. C'est dans ce sens que se sont prononcées les lois allemandes, autrichiennes et norvégiennes, c'est également cette opinion qui a prévalu dans les projets déposés en Finlande, en Italie, en Russie, en Suisse, et en Suède (1).

Les raisons que nous venons de donner nous paraissent décisives et il nous semble que pour faire une réforme utile en pareille matière, il ne suffit pas d'affirmer un droit, il faut encore en assurer l'exécution. Il est donc indispensable qu'une loi, ayant reconnu à l'ouvrier blessé le droit à une indemnité, achève son œuvre et sanctionne ce droit en proclamant la nécessité de l'assurance.

1. Quand nous disons que l'assurance est obligatoire, nous n'entendons pas par là comme certains auteurs, l'obligation pour les patrons de recourir à un seul mode d'assurance imposé par l'Etat.

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION DE L'ASSURANCE

CHAPITRE I.

DOIT-ON ENTREPRENDRE UNE STATISTIQUE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL AVANT D'ORGANISER L'ASSURANCE EN FRANCE.

Importance de la statistique pour l'étude des questions sociales. — La statistique du travail en France. — Son insuffisance. — Doit-on entreprendre une enquête concernant la question des accidents du travail ? — Il vaut mieux utiliser les renseignements acquis en Allemagne et en Autriche. — Ce procédé n'est pas cependant sans inconvénients.

Dans l'étude des questions sociales la statistique joue un rôle fort important ; c'est un point qui a été si bien compris, qu'aujourd'hui la plupart des états lui consacrent dans leurs budgets des crédits assez importants. Il est évident, en effet, que le législateur doit bien connaître les faits qu'il veut régler et il ne peut acquérir les renseignements dont il a besoin qu'à l'aide de la statistique. Comme le dit M. Levasseur (1) :

1. *Dictionnaire d'économie politique* de Léon Say, au mot *Statistique*.

« Elle fournit des faits qui confirment les principes par des démonstrations expérimentales et qui en déterminent avec plus de précision la portée dans certains cas particuliers. Elle éclaire des problèmes que le raisonnement ne suffit pas à résoudre et qui ne peuvent être lucides, qu'à l'aide d'une quantité considérable de faits bien classés. » Elle est en somme l'auxiliaire indispensable et le guide le plus sûr du raisonnement. Son utilité, en ce qui concerne l'assurance contre les accidents du travail, n'a pas besoin d'être démontrée. Il est incontestable, qu'il faut avant d'introduire le système de l'assurance dans une législation, étudier d'une façon fort détaillée certains phénomènes industriels, les examiner sous leurs différentes manifestations, prendre sur eux en somme toute sorte de renseignements que la statistique est seule en mesure de fournir. Il est certain qu'on doit se demander par exemple, à quel chiffre s'élève annuellement le nombre des accidents du travail ? quelle est leur proportion par rapport à la population ouvrière ? combien font-ils de victimes ? le nombre de celles qui sont tuées, qui subissent une incapacité de travail permanente ou temporaire ? quelle est la durée du chômage occasionné par les blessures ? quelles sont les professions les plus dangereuses ? Le législateur qui n'aurait pas envisagé ces différentes questions ou qui leur aurait donné une mauvaise solution, s'exposerait à édicter des dispositions dans un sens opposé à celui exigé par les besoins des intéressés. On comprend par conséquent, combien il importe pour un pays, d'avoir, avant d'entreprendre l'organisation de l'assurance, une statistique exacte, concernant les accidents du travail, une erreur en pareille matière pouvant avoir les conséquences les plus graves. Outre la précision, il faut aussi que les renseignements soient nombreux, complets et susceptibles de comparaison pour pouvoir en tirer tout le profit désirable.

On voit donc, sans qu'il soit nécessaire d'insister davantage, quelle est l'importance d'une bonne statistique, pour l'étude de notre question. Dans le cours de ce travail, nous

avons eu déjà à nous servir de ses données et c'est elle qui nous fournira encore les bases sur lesquelles nous édifierons tout notre système.

Cela étant, nous devons nous demander si la statistique du travail, telle qu'elle est organisée en France, remplit toutes les conditions voulues, pour fournir au législateur les renseignements nécessaires concernant les accidents. Son organisation est de date fort récente, un véritable bureau de statistique du travail fut créé sous le nom d'*Office du travail*, en 1891 seulement. Voici, d'après un règlement d'administration publique, quelle est sa mission « recueillir, coordonner et publier toutes informations relatives au travail, notamment en ce qui concerne l'état et le développement de la production, l'organisation et la rémunération du travail, ses rapports avec le capital, la condition des ouvriers, la situation comparée du travail en France et à l'Etranger ». Conformément à la tâche qui lui était confiée, l'*Office du travail* a fait paraître les compte-rendus d'enquêtes concernant le placement des ouvriers, le salaire et la durée du travail, la conciliation et l'arbitrage, les grèves. Tous ces travaux qui ont été faits et publiés en moins de trois ans font honneur à ceux qui les ont dirigés et ils pourront être d'une grande utilité pour l'étude et la préparation de certaines lois.

En ce qui concerne les accidents du travail, l'*Office du travail* a publié les statistiques allemandes et autrichiennes, mais aucun renseignement spécial à la France n'a été fourni. Cependant la loi du 11 juillet 1868, dans son article 18, disait : « à dater de la promulgation de la présente loi, le gouvernement fera dresser une statistique annuelle indiquant le nombre, la nature, la cause des accidents qui se produisent dans les différentes professions ». Le gouvernement de 1868 oublia de faire dresser cette statistique. Récemment la loi du 2 novembre 1892, relative aux travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels a bien rendu obligatoire la déclaration des accidents, un décret du 21 avril

1893 est bien intervenu pour dire comment cette déclaration devait être faite et on est allé même jusqu'à établir un questionnaire que les industriels doivent remplir, mais cette mesure n'est soumise à aucune sanction de telle sorte qu'elle est purement facultative et généralement peu observée. En somme, nous n'avons pas encore en France, de statistique officielle sur les accidents du travail. Pourrait-on demander à l'*Office du travail* d'entreprendre une enquête dans le but de suppléer à cette lacune et de préparer l'établissement de l'assurance ? Certains le demandent et invoquent l'exemple de la Suisse. L'Assemblée fédérale, en effet, en même temps qu'elle se prononçait pour l'introduction de l'assurance obligatoire, ordonnait qu'une enquête serait entreprise concernant les accidents du travail. L'Allemagne avait agi de même pour préparer la loi de 1884. Devons-nous imiter ces deux nations. Nous ne le croyons pas. Pour expliquer cette opinion il nous suffira de rappeler les mécomptes éprouvés à la suite de ces enquêtes.

En Allemagne, en 1883, fut dressée une statistique des accidents, mais ses données furent tout à fait inexactes, il y en eut un nombre bien plus grand que celui qui avait été prévu, aussi les charges furent-elles beaucoup plus fortes. On peut s'en convaincre en comparant le tableau des prévisions, et celui dressé d'après les résultats de l'assurance.

On aurait dû payer :

	marks	
La 1 ^{re} année une prime de	0,72	par 1000 marks de salaire.
— 2 ^e	1,65	—
— 3 ^e	2,56	—
— 4 ^e	3,44	—
— 5 ^e	4,29	—

On paya :

	marks	
En 1886, une somme de	0,78	par 1000 marks de salaire.
— 1887	2,25	—
— 1888	3,27	—
— 1889	4,17	—
— 1890	5,13	—

En Suisse, le bureau fédéral, en publiant une partie des ré-

sultats de l'enquête, faisait les remarques suivantes. « Il est hors de doute, que le nombre des informations est resté bien au-dessous du chiffre des accidents qui sont arrivés; nous n'avons toutefois aucun point de départ qui nous autorise à exprimer avec quelque sûreté, ne serait-ce que par un chiffre rond, quelle est l'importance de cette lacune... On peut affirmer avec certitude que les chiffres qui nous sont fournis sont plus ou moins complets, selon que les accidents et leurs conséquences présentent plus ou moins de gravité ». Le bureau de statistique Suisse reconnaissait donc que ses renseignements étaient simplement approximatifs, et pourtant toutes les précautions avaient été prises pour arriver à de bons résultats. Nous ne pouvons pas savoir encore quelle est l'importance des erreurs commises par le bureau statistique Suisse, puisque l'assurance ne fonctionne pas dans ce pays, mais tout fait prévoir qu'il faut s'attendre à de grandes surprises, comme cela a eu lieu en Allemagne.

En France une enquête entreprise par l'*Office du travail* aurait encore moins de chances de succès, malgré toute l'autorité de ceux qui le dirigent. Tout d'abord il faut remarquer que les crédits qui lui sont affectés, sont tout à fait insuffisants pour accomplir une pareille tâche; jusqu'ici les enquêtes faites en France ont été menées avec beaucoup d'économie. On s'est contenté d'adresser aux divers intéressés des questionnaires qui ont été ensuite renvoyées à l'*Office du travail*; ce dernier a contralisé et publié les réponses. Parfois quand les fonds le permettaient, des agents spéciaux ont été chargés de contrôler ces renseignements, mais il n'en a pas toujours été ainsi. Aussi les informations que nous a données la statistique française ne sont-elles pas même toujours approximatives. Il est vrai que si nos législateurs ordonnaient une enquête sur les accidents du travail, ils pourraient donner les crédits nécessaires, mais ils faudrait qu'ils fussent assez élevés.

En second lieu ceux qui seraient chargés de faire cette enquête éprouveraient de grandes difficultés pour obtenir les ren-

seignements dont ils auraient besoin. Il est peu probable que les particuliers leur viennent en aide. Le Français, on l'a dit bien souvent, est opposé à toute immixtion dans ses affaires. Les statisticiens ont pu déjà apprécier la vérité de cette parole et ils savent par expérience combien les industriels sont peu disposés à faire part de leurs observations personnelles. Beaucoup cependant possèdent des documents concernant les accidents, ils sont dispersés et incomplets ; rassemblés ils auraient une certaine valeur, n'importe, on refuse de les livrer. Quelques compagnies ont tous les éléments nécessaires pour permettre d'apprécier les risques courus dans la plupart des professions, mais aucune ne veut divulger le résultat de ses recherches particulières. Pourrait-on les y contraindre ? Cela nous semble douteux. Dans ces conditions il nous paraît bien difficile qu'une enquête fournisse des informations de quelque utilité.

M. Arthur Fontaine, ingénieur au corps des Mines, sous-directeur de l'*Office du travail*, exprimait en ces termes la même opinion au Congrès de Milan. « L'expérience des corps
« d'inspecteurs du travail et d'ingénieurs de l'Etat pour les
« mines, l'expérience même des savants qui, avec une rare
« habileté, ont abordé l'enquête directe, montrent que les dif-
« ficultés sont considérables.... les difficultés d'une bonne sta-
« tistique des accidents proviennent de trois causes principales :
« de la signification élastique du mot accident : de l'insuffi-
« sance forcée du contrôle exercé sur les déclarations dans
« les régions industrielles, lorsque l'intérêt pécuniaire du
« blessé n'est pas lié à la connaissance de l'accident par les
« autorités ; des conditions coûteuses et délicates d'un bon
« recensement professionnel, destiné à faire connaître le chif-
« fre de la population soumise à chacun des risques in-
« dustriels. »

Un autre moyen nous paraît préférable pour obtenir les résultats statistiques qui sont indispensables à l'établissement de l'assurance en France. Nous avons la bonne fortune d'avoir

deux pays, l'Allemagne et l'Autriche, qui pratiquent, nous le savons, le système de l'assurance contre les accidents du travail et par suite du fonctionnement même de ce système, une statistique aussi exacte que possible est établie et publiée annuellement par chacun de ces deux pays. Pourquoi donc ne nous servirions-nous pas de ces renseignements qui nous sont gratuitement fournis, d'autant plus qu'ils sont précis, complets et fort nombreux ?

L'Autriche n'a pas agi autrement quand elle a songé à faire bénéficier ses nationaux de l'assurance. Au lieu d'entreprendre une enquête très coûteuse et dont les résultats eussent été fort incertains, elle utilisa tous les renseignements qu'avait recueillis l'Allemagne ; elle mit à profit l'expérience de cette dernière. L'Autriche n'a pas eu à se plaindre d'avoir suivi un tel procédé, les prévisions qu'elle avait établies se sont réalisées en grande partie et elle n'a eu que de légères modifications à apporter à sa loi (1).

Evidemment un pareil système n'est pas parfait. Il est certain que les conditions du travail ne sont pas les mêmes partout et qu'une profession dangereuse dans un pays peut ne pas l'être dans les autres et inversement. Il faut aussi tenir compte de l'influence du milieu et des qualités propres à chaque nation. C'est ainsi que M. O. Keller, ingénieur en chef des mines, faisait remarquer (2) que pour 17 mineurs tués annuellement en France sur 10.000, il y en a 20 en Angleterre et 24 en Allemagne, soit une différence du quart ou du cinquième à notre avantage. De même sur 10.000 agents de chemins de fer on constate une moyenne annuelle de 12 tués en France de 13,5 en Allemagne, de 24 en Angleterre. Ces quelques chiffres suffisent pour faire remarquer que les conditions du travail diffèrent avec chaque pays, mais en même temps on observera que les risques d'accident sont inférieurs

1. Le ministère de l'intérieur a, par une ordonnance du 20 juillet 1894, apporté quelques changements dans la classification des risques.

2. Congrès international des accidents du travail. 2^e Session tenue à Berne. Rapports et procès-verbaux publiés par M. Gruner, p. 626.

chez nous à ceux signalés à l'étranger. Par conséquent, il est permis de se baser sur les renseignements statistiques fournis par l'Allemagne, pour prévoir les conséquences de la législation nouvelle qu'il s'agit d'introduire en France ; on n'aura pas de mécomptes à redouter.

En somme nous pensons qu'une enquête est indispensable pour un pays qui veut établir l'assurance contre les accidents, lorsque ce système ne fonctionne chez aucune autre nation. Mais si plusieurs peuples l'ont déjà adoptée il vaut mieux mettre à profit leur expérience et se servir de leurs renseignements. Il est possible que quelques erreurs se glissent dans la nouvelle loi, mais ces erreurs pourront être corrigés à l'aide de la statistique qui résultera du fonctionnement même de l'assurance, de la statistique *a priori* comme l'appelle M. Keller, la seule qui présente toutes les garanties voulues.

On peut admettre à la rigueur qu'un petit pays comme la Suisse comptant trois millions d'habitants ait voulu avoir des renseignements qui lui soient propres et ait en conséquence entrepris une enquête ; mais il faut remarquer qu'il lui a fallu trois ans pour la terminer. Si un grand pays comme la France suivait un pareil exemple combien de temps lui faudrait-il donc ? Malgré cette difficulté on pourrait hésiter entre le procédé de l'enquête et celui qui consiste à utiliser les renseignements des autres pays, si la supériorité du premier était manifeste. Comme cette supériorité est plus que douteuse, il n'y a pas d'hésitation possible. Nous devons donc nous baser sur les données qui nous sont fournies par l'Allemagne et l'Autriche, pour introduire dans notre législation le principe de l'assurance contre les accidents du travail.

CHAPITRE II

PROFESSIONS SOUMISES A L'ASSURANCE.

Toutes les professions doivent-elles être soumises à l'assurance ? — Nécessité d'une distinction au début de l'application de l'assurance. — Qui doit déterminer les professions dangereuses ? — Avantages de laisser le soin de la classification à un règlement d'administration publique. — Doit-on excepter de l'assurance la petite industrie ? les entreprises de l'Etat, des départements ou des communes ? — *Quid* lorsque la profession comprend des risques différents. — L'assurance s'appliquera-t-elle aux ouvriers étrangers ?

Après avoir démontré l'existence d'un risque professionnel et après avoir montré la nécessité du principe de l'assurance, nous devons nous demander si toutes les professions doivent être assurées contre le risque qu'elles présentent.

Pourquoi, disent certains, vouloir faire une classification des industries, suivant le péril plus ou moins grand qu'elles offrent. Toutes sont dangereuses et les victimes des unes comme des autres sont également dignes d'intérêt. Qu'un ouvrier soit blessé par un moteur mécanique perfectionné ou par un outil primitif, que nous importe ? ce qu'il faut considérer c'est le fait brutal, l'accident dont nous voulons atténuer les conséquences fâcheuses. Le risque professionnel n'est pas nouveau, il existe depuis le jour où l'homme a commencé à travailler. Celui qui le premier a fabriqué un outil et s'est blessé en le maniant, a été la première victime du risque professionnel. On ne saurait donc, disent-ils, écarter de l'assurance, les professions employant des instruments primitifs et la réserver à celles qui possèdent un outillage compliqué, fonctionnant à l'aide de la vapeur et de l'électricité. Toutes sont dan-

gereuses, faisons par conséquent à toutes application de l'assurance.

Cette opinion fut celle de la Chambre des députés, en 1888, lorsque le projet de loi sur les accidents du travail vint en première délibération. Mais à la seconde délibération elle revint sur son vote et ne fit application du risque professionnel qu'à certaines industries. A notre avis elle agit sagement en ne persistant pas dans sa première intention, en voulant trop bien faire elle risquait de compromettre l'existence de la future loi. Quand on impose en effet une réforme aussi radicale il est bon de ne pas procéder trop brusquement, il faut agir avec méthode, progressivement ; autrement, ceux qui croient leurs intérêts lésés sont nombreux, ils se liguent, créent dans l'opinion un mouvement en leur faveur, de telle sorte que l'existence de la loi se trouve menacée. Il faut donc, au début, agir avec beaucoup de prudence ; plus tard, lorsque la nouvelle législation est devenue familière, lorsqu'on en connaît les avantages, on peut sans danger en étendre l'application. C'est le système qui a été employé par l'Allemagne. Dans ce pays, l'assurance obligatoire fut imposée d'abord à la grande industrie par la loi du 6 juillet 1884, ensuite cinq lois successives de 1885 à 1887 en firent bénéficier les employés des chemins de fer, des postes et des télégraphes, ceux des administrations civiles de l'Empire, de la marine et de l'armée, ceux des exploitations agricoles et forestières, les ouvriers des chantiers de construction et enfin les marins. L'Autriche n'a pas procédé autrement. Tout récemment le 20 juillet 1894 a été promulguée une loi sur l'extension de l'assurance contre les accidents, qui vient compléter celle du 28 décembre 1887. Pourquoi n'agissons-nous pas de même. Cela est d'ailleurs très rationnel. On peut dire, en effet, que tous les métiers comportent un certain risque, mais on ne saurait contester que les uns offrent un péril plus grand que les autres, il est évident que le mécanicien par exemple, est plus exposé sur sa locomotive, que le graveur dans son atelier, il est donc tout naturel de s'occuper

d'abord des professions les plus dangereuses et ensuite des autres. On objecte que ce système a pour résultat de créer une classe de privilégiés, sans raison aucune, par pur arbitraire. Ce reproche ne nous paraît pas bien grave, il vaut mieux l'encourir et tâcher de réaliser une réforme utile plutôt que de ne rien faire sous prétexte qu'on ne peut tout faire (1).

On doit donc, nous semble-t-il, ne serait-ce que par pure considération pratique, faire une distinction entre les diverses industries, et déclarer que les plus dangereuses seules sont soumises à l'assurance.

Mais ici nous nous trouvons en présence d'une nouvelle difficulté. Qui sera chargée de déterminer ces professions dangereuses et comment va-t-on pouvoir faire cette classification ?

La Chambre des députés, dans les deux projets qu'elle a votés sur la matière a essayé de faire une nomenclature des diverses industries qui présentaient un risque professionnel.

En 1888 son article 1^{er} était ainsi conçu. « Tout accident survenu, dans leur travail, aux ouvriers et employés occupés dans les mines, manufactures, chantiers, entreprises de transport, mines, minières, carrières et en outre dans toute exploitation où il est fait usage d'un outillage à moteur mécanique donne droit au profit de la victime ou de ses ayants droit, à une indemnité ».

En 1893, l'énumération devient plus complète, l'industrie du bâtiment, les transports de chargement et de déchargement les magasins publics sont également considérés comme des professions dangereuses et aussi « toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou employées des matières explosibles, ou dans laquelle il est fait usage d'une

1. On pourrait aussi opposer à notre opinion l'exemple de la Suisse. Son projet d'assurance contre les accidents s'étend en effet, à toutes les professions, mais il ne faut pas oublier que ce pays, a déjà eu, un système de transition qui rendra plus facile l'application de l'assurance. En outre, les citoyens suisses, par leur vote du 26 octobre 1890, ont fait connaître leur sentiment, et on n'a pas à craindre d'opposition à la nouvelle loi.

machine à vapeur ou de toute autre machine mue par une force élémentaire (Vent, eau, vapeur, gaz, air chaud, électricité, etc).

Le Sénat, dans le projet qu'il vota le 20 mai 1890, au lieu d'énumérer les professions dangereuses, confia ce soin à un règlement d'administration publique (1).

Le système adopté par le Sénat est nouveau ; dans tous les autres pays en effet où des lois similaires ont été édictées ou sont sur le point de l'être, c'est le pouvoir législatif qui a énuméré les diverses industries présentant un risque professionnel (2). Ce système cependant nous paraît préférable à beaucoup de points de vue.

Tout d'abord il est plus simple et plus expéditif. Un règlement d'administration publique sera vite rendu, tandis que la procédure parlementaire exige toujours une certaine longueur et parfois il peut être utile d'agir rapidement. Avec les progrès de la science, en effet, telle profession qui présente aujourd'hui une complète sécurité, peut d'un moment à l'autre devenir dangereuse, il importe dans ce cas qu'une disposition intervienne sans retard. De même si une omission a été commise, un règlement d'administration publique pourra facilement le réparer et en pareille matière un oubli n'est pas rare. Le système adopté par la Chambre des députés, a encore le tort de rendre plus longue la préparation de la loi. Nous savons, par expérience, que d'interminables discussions s'engagent sur ce qu'il faut entendre par usine, chantier, fabrique, établisse-

[1. Remarquons que malgré l'énumération faite dans le projet de loi adopté par la Chambre en 1893, on confie le soin au Conseil supérieur du travail de dresser une liste de toutes les professions soumises à l'assurance. Il semble y avoir là une contradiction.

2. L'art. 2 du projet de loi sur la responsabilité industrielle présenté par le gouvernement espagnol le 5 juin 1894, autorise le pouvoir exécutif à faire préparer une liste de toutes les industries dont les dangers ou l'insalubrité peut agir directement sur la classe ouvrière pour les manipulations et autres conditions spéciales du travail. Cette liste permettra de déterminer s'il y a accident professionnel.

ments industriels, les amendements succèdent aux amendements en vue de classer une profession comme dangereuse, le seul résultat est de retarder le vote de la réforme en discussion. En outre, en voulant énumérer dans la loi les diverses industries qui doivent être soumises à l'assurance, on risque, ou bien d'en oublier ou bien au contraire de donner un texte qui peut être interprété trop largement. C'est ainsi que d'après la rédaction du projet de loi voté par la Chambre des députés en 1893, on pourrait atteindre, comme l'a fait remarquer M. Cheysson, le laboureur qui conduit la charrue dans le sillon et la servante qui manie la machine à coudre dans la chambre de la famille.

On nous présente une objection, on nous dit : mais en agissant comme vous le demandez, le parlement délègue au pouvoir exécutif le droit de faire la loi, car, dans le cas actuel c'est faire la loi que de dire à qui elle sera applicable, il n'est pas admissible que le pouvoir législatif se soumette à une pareille abdication, ce serait contraire à la Constitution. C'est là, nous semble-t-il, une exagération, le parlement peut, sans céder aucun de ses droits, indiquer d'une façon générale comment il entend que la réforme votée soit appliquée, il s'en rapporte à un règlement d'administration publique pour l'exécution de ses prescriptions.

Rien n'est plus conforme au droit administratif que de demander à la loi de poser le principe et au décret d'organiser les détails d'application. C'est une règle qui a toujours été suivie. C'est ainsi que la loi du 27 juin 1889 sur la nationalité s'est déchargée sur le pouvoir exécutif du soin de déterminer dans tous ses détails les diverses formalités à remplir pour la naturalisation. Ainsi nous pensons qu'on pourra laisser à un règlement d'administration publique le soin de classer les professions dangereuses, d'autant plus que le pouvoir législatif sera libre d'indiquer comment il entend que cette classification soit faite, il pourra par exemple, il devrait même demander

qu'elle soit dressée en se basant sur les statistiques françaises et surtout étrangères, ces dernières nous fournissant des renseignements particulièrement précieux en la matière. De cette façon la tâche du pouvoir exécutif serait nettement définie et limitée il n'y aurait pas à craindre de conflit de pouvoirs.

On s'est demandé aussi si le législateur, en classant les professions dangereuses, ne devait pas exclure celles qui présentent un certain péril, mais qui occupent un petit nombre d'ouvriers. C'est ainsi que le projet italien déposé le 1^{er} décembre 1892, dit, qu'en ce qui concerne les établissements industriels où il est fait usage de machines mues par des agents inanimés, l'assurance sera imposée seulement quand les ouvriers occupés seront au nombre de plus de dix. Dans le projet de la commission le nombre de plus de cinq suffit pour qu'il y ait lieu à assurance. Le chiffre de cinq ou de dix a peu d'importance mais ce qui est remarquable, c'est la dérogation faite au principe du risque professionnel.

Théoriquement on ne peut en donner et on n'en donne aucune raison, le seul motif invoqué est le suivant ; il ne faut pas, a-t-on dit, imposer de nouvelles charges à la petite industrie qui a déjà grand peine à suivre.

Ce raisonnement est fort surprenant. Il y a tout d'abord une chose d'incontestable, c'est que la victime d'un accident est aussi intéressante qu'elle soit blessée dans l'atelier d'un grand industriel ou dans celui d'un petit. On ne peut la laisser sans secours aucun. Si on n'admet pas le système de l'assurance, par quoi va-t-on le remplacer, par la législation actuelle, mais justement cette législation est surtout nuisible au petit industriel. M. Léon Say soutenant à la chambre une opinion contraire à la nôtre citait un exemple, qui ne laissait à cet égard aucun doute. L'honorable député racontait (1) l'histoire d'un malheureux patron, qui occupait seulement deux ouvriers et qui fut ruiné par suite d'une pension qu'il eut à payer à la suite

1. V. la séance du 18 mai 1893.

d'un accident. Comme on le fit remarquer à M. Léon Say, il ne pouvait donner de meilleur argument en faveur de la thèse qu'il combattait. Grâce à l'assurance en effet, le patron, moyennant un léger sacrifice annuel, n'aura plus à redouter cette éventualité que pourra bien supporter le grand industriel mais qui ruinera le petit. Ainsi c'est ce dernier qui a surtout intérêt à s'assurer, lui fera-t-on payer pour cela des primes plus élevées (toute proportion gardée d'ailleurs) ? Nullement ? Il se trouve à condition égale avec les grands industriels, les charges imposées en effet sont d'autant moins lourdes que les entreprises ont peu d'importance. En somme, le petit patron se trouve plutôt favorisé par le système de l'assurance, il n'y a donc aucune raison pour l'exclure. C'est d'ailleurs cette opinion qui a triomphé dans tous les autres pays sauf l'Italie. En Allemagne, en Autriche, en Suisse, en Suède, en Norvège, en Finlande, en Espagne, on n'a fait aucune distinction entre la grande et la petite industrie. En France, dans la discussion générale du projet qui eut lieu à la Chambre des députés, M. Léon Say, se montra partisan de cette distinction mais il ne fit aucune proposition en ce sens.

A propos du risque professionnel, une autre question, qui d'ailleurs ne donne lieu à aucune difficulté, se trouve résolue dans les lois ou projets de lois de tous les pays, et c'est pourquoi nous la mentionnons. Il a été partout décidé que les industries dangereuses exercées au compte de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics, seraient, elles aussi, soumises à l'assurance. Il ne saurait en être autrement ; il eût été curieux de voir l'Etat en tant qu'industriel, repousser une réforme qu'il jugeait utile comme législateur. Néanmoins, ce cas s'était déjà présenté en France, à propos des syndicats ouvriers, il n'était pas inutile de le prévoir et de l'empêcher. Nous devons ajouter d'ailleurs que dans la plupart des pays, les ouvriers travaillant à certaines usines nationales, sont suffisamment protégés en cas d'accident par des lois

spéciales, auxquelles l'application de l'assurance ne doit apporter aucune dérogation.

Tous les ouvriers travaillant dans une profession soumise à l'assurance recevront-ils une indemnité en cas d'accident ?

Il nous semble qu'on doit établir parfois une distinction. Il existe en effet quelques industries où on se sert d'un outillage difficile à manier qui suffira pour les faire classer parmi les dangereuses, mais à cet outillage est affectée une très faible partie du personnel, la presque totalité est employée à une besogne qui ne présente aucun danger.

C'est ainsi que beaucoup d'usines de produits alimentaires mettent au service des machines à vapeur 2 ou 3 ouvriers seulement tandis que 200 ou 300 manipulent les produits fabriqués et procèdent à l'emballage, occupation pleine de sécurité. Supposons que parmi ces derniers, il y en ait un qui se blesse. Pourra-t-il demander à cette occasion, une indemnité, en prétendant qu'il a subi un accident en travaillant dans une industrie dangereuse. Nous ne le croyons pas, il nous semble que ce serait là une prétention exagérée. Pour avoir droit à la réparation du dommage causé, il doit y avoir à notre avis une corrélation entre l'accident et l'outillage qui a fait classer la profession comme dangereuse. Il y a là il est vrai une distinction assez délicate, c'est une pure question d'appréciation mais elle ne nous paraît pas insoluble. Remarquons aussi que cette difficulté est plutôt théorique que pratique, l'hypothèse que nous supposons se présentera en fait fort rarement. D'ailleurs un règlement d'administration publique peut facilement la résoudre. Il lui suffira, tout en faisant l'énumération des industries dangereuses, de spécifier, pour celles nécessitant des travaux complexes où les risques diffèrent, que certaines catégories d'ouvriers seront seules assurées. En faisant l'application de cette règle à l'exemple que nous avons donné tout à l'heure, il serait dit que les mécaniciens employés dans les usines de produits alimentaires recevraient seuls une indemnité en cas d'accidents survenus dans leur travail. Mais,

nous le répétons, cette difficulté est surtout théorique. Aussi, en règle générale, peut-on dire que tout accident ayant lieu dans une industrie classée comme dangereuse donne droit à une indemnité.

Une autre question s'est également posée au sujet des ouvriers étrangers. Certains s'opposaient à ce qu'ils fussent indemnisés en cas d'accident, disant qu'il fallait protéger exclusivement nos nationaux. Si on eût écouté les partisans de cette opinion on eût pris une mesure contraire aux intérêts de ceux-là mêmes qu'ils voulaient défendre. Les patrons, en effet, auraient eu avantage à employer de préférence des étrangers pour lesquels ils n'auraient eu à supporter aucune charge, de telle sorte que dans les régions voisines de la frontière, les ouvriers français auraient été placés dans une situation défavorable pour trouver du travail. Aussi la Chambre des députés a-t-elle déclaré avec raison en 1893, qu'on ne devait faire aucune distinction entre nos nationaux et les étrangers (1).

En somme d'après ce qui a été dit dans ce chapitre nous sommes amenés aux conclusions suivantes. Pour des raisons purement pratiques on doit soumettre à l'assurance seulement les professions particulièrement dangereuses dans le début de l'application de la loi, et ne l'étendre que progressivement. C'est à un règlement d'administration publique qu'on doit confier le soin de désigner les industries qui devront être assurées ; dans cette classification on ne devra pas établir de distinction suivant l'importance plus ou moins grande de l'entreprise et faire des exceptions en faveur de celles exploitées au profit de l'État, des départements, des communes ou de tout autre établissement public. D'une façon générale tout ouvrier blessé en travaillant au service d'une industrie classée comme dangereuse, aura droit, quelle que soit sa nationalité, à une indemnité.

1. En cas de mort cependant, les héritiers étrangers ne sont pas admis à réclamer l'indemnité s'ils n'ont, au moment de l'accident, leur résidence en France, à moins qu'ils ne justifient que dans le pays d'origine de la victime les Français jouissent de cet avantage sans condition de résidence. Cette disposition est imitée de la loi allemande.

CHAPITRE III.

ACCIDENTS DONNANT LIEU A INDEMNITÉS.

Qu'est ce qu'un accident? — Qu'est ce qu'un accident du travail? — Difficulté pour donner une définition. — Donneront-ils tous lieu à une indemnité? — Les petits accidents.

En exposant la théorie du risque professionnel, nous avons démontré que la plupart des accidents étaient la conséquence des conditions mêmes dans lesquelles s'effectue le travail et devaient par conséquent donner droit à une indemnité.

Il faut nous demander maintenant ce qu'on entend par accident. La question peut sembler puérile, elle a donné lieu cependant à des réponses bien différentes, comme le fait remarquer (1) M. Marestaing, directeur de la société d'assurances la *Préservatrice*, aussi est-il bon de dire d'une façon précise ce qu'on entend par accident. C'est, d'après lui une affection due à des causes violentes et extérieures comme les blessures, contusions, plaies, fractures, entorses, foulures... On ne saurait, à notre avis, donner une meilleure définition et c'est celle que nous adoptons.

Nous ne considérerons pas par conséquent comme accidents les affections déterminées d'une façon insensible par certaines industries, par exemple les lésions organiques provoquées par le maniement de substances délétères, les empoisonnements lents dûs à la respiration des vapeurs dégagées

par le phosphore, le mercure, le cuivre, le plomb. Ce sont là des maladies professionnelles qui ne peuvent en aucune façon être assimilées aux accidents. Il y a entre ces deux affections une différence caractéristique, Les maladies professionnelles sont amenées lentement, les causes dont elles résultent agissent d'une *façon indirecte* ; les accidents ont lieu brusquement, rien ne les fait prévoir, les causes qui les produisent agissent *directement*.

Et cependant la distinction ne sera pas toujours facile à faire, comme le dit M. Marestaing : « Il y a des affections qui semblent en même temps confiner aux caractères distinctifs de l'accident et de la maladie proprement dite. Citons les lombagos, tours de rein, ruptures musculaires, coups de fouet ; les hernies ; les durillons forcés ; les ampoules ; les ruptures de veines. Presque toujours il y a doute dans ces cas particuliers. Aussi, pour éviter les fâcheuses difficultés auxquelles ils donnent lieu, conviendrait-il d'en faire l'énumération et de faire décider, par la loi que telle ou telle de ces affections sera, ou non, considérée comme accident ou comme maladies. »

Tout en tenant compte des conclusions si justifiées que nous venons de citer, nous pensons qu'une loi *concernant les accidents* ne saurait prévoir les maladies professionnelles, malgré tout l'intérêt qu'inspirent ceux qu'elles atteignent. Aussi est-ce avec raison, selon nous, que la Chambre de députés a repoussé un amendement tendant à les assimiler (1). Il y a là deux questions distinctes qui exigent deux réglementations.

Et maintenant que nous savons ce qu'on entend par accident, pouvons-nous dire que tous les accidents, se produisant dans une industrie dangereuse, donnent droit à une indemnité ? Nous supposons évidemment, qu'il y a eu incapacité de travail, autrement il n'y aurait pas eu de préjudice et une indemnité ne se comprendrait pas.

1. Séance du 3 juin 1893.

Ici encore une distinction s'impose. Il est évident que l'ouvrier frappé par la foudre au moment où il accomplit sa besogne ne peut demander une réparation du dommage subi. Cela résulte de la théorie même du risque professionnel. Dans le cas que nous citons, en effet, et bien d'autres de ce genre pourraient être signalés, il y a un évènement malheureux qui a eu lieu, mais qui n'est nullement le résultat de l'industrie, qui n'est pas occasionné par le travail ; c'est un pur fait dû au hasard auquel nul ne peut se soustraire, c'est l'acte de Dieu (*the act of God*) comme l'ont appelé si justement les Juristes Anglais. On ne saurait en aucune façon voir une analogie entre un accident de ce genre et celui résultant de l'explosion d'une chaudière par exemple. Ce dernier seul est une conséquence du risque professionnel, l'autre une conséquence du risque de l'humanité, suivant l'heureuse expression de M. Charles Dejace. Nous dirons donc que si l'accident n'est pas occasionné par le travail, il n'y a pas lieu à indemnité.

L'exemple que nous venons de citer pour bien faire comprendre notre pensée est très net et permet de distinguer facilement l'accident occasionné par le travail de l'accident ordinaire. Mais la plupart du temps la distinction ne sera pas aussi aisée à établir. Nous n'en voulons pour preuve que, ce qui se passe en Allemagne. Dans ce pays on a également admis que seuls seraient indemnisés les accidents résultant du travail, ayant avec lui un rapport de causalité. Or dans la seule année de 1893, les tribunaux arbitraux ont eu à examiner 3.767 affaires pour savoir si l'accident était bien survenu au cours du travail. On voit donc que la question est assez délicate à résoudre. Pour mieux en faire comprendre la difficulté nous allons citer quelques exemples empruntés à la jurisprudence allemande.

Un propriétaire avait fait engager des ouvrières pour le temps des raves ; il avait promis de les faire conduire de la station du chemin de fer à sa terre et de sa terre à la station au

commencement et à la fin des travaux. Au retour auquel étaient employés des voitures, des chevaux et des valets du propriétaire, une des ouvrières fut victime d'un accident. D'après l'office impérial ce n'est pas un accident de travail ; car « l'occupation au travail agricole pour lequel les ouvrières auraient été prises étant terminée..., pendant le trajet en voitures, les ouvrières ne peuvent plus être considérées comme occupées dans un travail agricole, quoique les frais de ce retour en voiture fussent supportés par le propriétaire. » (*Amtliche Nachrichten*, 1890, n° 861).

Autre exemple : Un ouvrier forestier, après la fin de son travail, revenant chez lui dans l'obscurité, tombe et se casse la jambe : il y a accident du travail, dit l'Office impérial, « parce que l'inégalité du sol dans les chemins de forêts, l'obscurité accrue par les arbres offrent des dangers particuliers » (*A. N.* 1890, n° 803).

Ces deux exemples suffisent, il nous semble, pour montrer combien il est difficile de dire ce qu'il faut entendre par accident du travail. Comme le fait remarquer M. Forrer (1), « la « principale difficulté réside en ce que l'on ne sait sous quelle « rubrique ranger le temps employé à se rendre au travail et « à rentrer à la maison, après les heures du travail ». A notre avis, on ne saurait considérer, tout au moins d'une façon générale, comme faisant partie de l'exercice de la profession, les allées et venues accomplies par l'ouvrier, de son domicile à l'atelier. Et en conséquence l'accident qui a pu se produire à l'occasion de ces trajets ne doit pas être indemnisé. Cela résulte, il nous semble, du principe fondamental en cette matière, de la théorie du risque professionnel. En exposant cette théorie nous avons vu que des accidents se produisent inévitablement dans l'exercice même de la profession, dans l'accomplissement des actes qu'elle exige, qui lui sont particuliers, et nous avons dit que les victimes avaient alors droit à une in-

1, Ouvrage cité, p. 94.

demnité. Peut-on dire que celui qui va à son travail ou en revient accomplit un acte spécial à l'exercice de sa profession, un acte particulièrement dangereux. Nous ne le pensons pas, l'ouvrier fait ici une chose que tout le monde fait, il peut se blesser, il est vrai, mais il n'est pas plus exposé que ceux obligés à se déplacer pour vaquer à leurs affaires, et si on lui donne une indemnité il faut logiquement en donner à tous ceux qui subiront un accident, car ici l'accident est un pur fait dû au hasard, un risque de l'humanité, auquel tout le monde est soumis et non un risque professionnel. Et ce qui prouve bien que l'ouvrier, en allant de son domicile à l'atelier, n'accomplit pas un acte spécial à l'exercice de sa profession, c'est qu'il n'est plus sous la direction du patron, il agit à sa guise, il passe où il veut, il règle son allure comme il l'entend, il a en somme toute initiative, il possède une liberté absolue, et en conséquence il doit être seul responsable. Il n'y a aucune raison pour qu'il en soit autrement, car nous ne rencontrons ici aucun des caractères distinctifs de l'accident professionnel.

On peut faire observer, il est vrai, que dans certaines entreprises, notamment dans les mines, le trajet à effectuer, pour aller au travail ou pour en revenir est particulièrement dangereux et fait dans de telles conditions que l'ouvrier a alors moins de liberté que lorsqu'il accomplit sa besogne. Cela est vrai et il semble alors que le mineur se rendant au travail ou en revenant doit être considéré comme étant dans l'exercice de sa profession, comme ayant droit par conséquent à une indemnité en cas d'accident. Remarquons cependant, que le mineur ne se trouve particulièrement exposé que pendant la descente dans les mines ou lorsqu'il remonte vers le sol, qu'à tout autre moment lorsqu'il quitte ou reprend son travail, sa situation est absolument identique à celle des autres ouvriers, et alors la question qui se pose est la suivante : s'il subit un accident durant le trajet qui va de son domicile à l'entrée de la mine ou inversement, aura-t-il droit à une indemnité. A no-

tre avis on doit faire une distinction, non seulement pour le mineur mais pour tous les ouvriers d'une façon générale. Ils ne commencent, selon nous à exercer, leur profession, qu'au moment où ils entrent dans l'usine, dans le chantier, dans la mine, dès qu'ils se mettent au service du patron, dès qu'ils sont en un mot à sa disposition. Car alors leur initiative, sans être absolument supprimée est bien faible, leur liberté est presque nulle, ils font ce que la profession commande, c'est-à-dire ce qu'ordonne celui qui dirige, il est tout naturel qu'ils soient alors protégés par le risque professionnel. Nous proposons ici la même distinction que celle faite par l'article 1384 Code civ. à l'égard des domestiques, quand ces derniers, en effet, commettent un dommage en remplissant les fonctions auxquelles ils sont employés, la loi déclare le maître responsable. De même, dirons-nous, la victime d'un accident, pour recevoir une indemnité, doit avoir été blessée, alors qu'elle était sous la direction du patron ou de ses préposés.

En résumé, d'après ce que nous avons dit, on doit entendre par accident du travail, tout accident ayant lieu à l'occasion et au cours du travail. Le travail étant supposé commencer dès le moment où l'ouvrier se met à la disposition du patron.

Telle est la définition que nous proposons, elle nous paraît conforme à la théorie du risque professionnel et de nature à trancher nettement les contestations dans le genre de celles que nous avons citées. Ceux qui auront à les résoudre n'auront plus qu'à se poser la question suivante : lorsque l'accident s'est produit, la victime était-elle sous la direction du patron ou de ses préposés ? Suivant que la réponse sera affirmative ou négative l'indemnité sera ou ne sera pas due.

Nous savons déjà, d'après ce qui a été dit en exposant la théorie du risque professionnel, que les accidents occasionnés volontairement seront laissés sans secours aucun, que ceux résultant de faute lourde de la victime donneront droit à une indemnité plus faible que celle accordée ordinairement et que ceux, enfin, causés par la faute lourde du patron, permettront à l'ouvrier

blessé de recevoir une indemnité d'un taux supérieur à celui fixé par la loi, sans qu'il y ait cependant lieu à réparation complète. Nous nous contentons de rappeler ces points que nous avons suffisamment développés.

Ainsi on peut dire tout accident du travail, sauf lorsqu'il est causé intentionnellement, donne droit à une indemnité. On s'est demandé s'il ne conviendrait pas d'établir une exception pour les petits accidents, c'est-à-dire pour ceux occasionnant une légère incapacité de travail. Une pareille solution est difficile à justifier, celui qui subit une légère incapacité de travail a droit logiquement, à un secours proportionnel, tout aussi bien que celui qui est blessé grièvement. C'est toujours l'industrie qui cause le dommage, c'est à elle de le réparer. En fait cependant il faut reconnaître que la situation de la victime d'un accident est d'autant plus intéressante que ses blessures sont plus graves. C'est lorsque l'incapacité de travail est de longue durée que l'ouvrier a surtout besoin de protection. En outre, pour les légers accidents, il est à craindre la fraude, il est si facile et si tentant de prolonger la convalescence, quand il s'agit d'une entorse, d'une foulure par exemple. Ces considérations ont leur importance et ne doivent pas être sans influence sur les décisions des législateurs. Il nous semble cependant qu'on ne peut refuser toute indemnité aux victimes, mais en présence de la simulation qui est à redouter, on conçoit fort bien, d'abord que les accidents ne soient indemnisés qu'à partir du troisième jour, afin de permettre au médecin de constater l'authenticité de la blessure et ensuite que la somme donnée à titre de secours soit très faible pour pousser l'ouvrier à reprendre le travail. Nous insistons d'autant plus sur ce dernier point que d'après les statistiques les plus récentes, on a constaté en Allemagne et en Autriche une tendance marquée à abuser du bénéfice de l'assurance en cas d'incapacité temporaire (1).

1. Office du travail. *Etude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne, et en Autriche, 1894*, p. 14 et 83.

En résumé, nous pensons que tous les accidents du travail, entendus dans le sens que nous avons indiqué, doivent donner droit à une indemnité, sauf lorsqu'ils sont causés intentionnellement. Cette indemnité doit évidemment varier, suivant les circonstances, c'est ce que nous allons examiner dans le chapitre suivant.

CHAPITRE IV.

INDEMNITÉS A ACCORDER.

L'indemnité est à la charge du patron : Système autrichien et système suisse.
— Projet français. — Régime des petits accidents. — Qui a droit à l'indemnité? — Comment doit-on la calculer? — Comment en déterminer la quotité?
— Nécessité d'un maximum et d'un minimum. — Paiement en rente ou en capital; *quid* en cas de mort? — Règles générales.

Nous savons que l'indemnité due à la victime d'un accident doit être payée par le patron; c'est pour lui une charge qui doit entrer dans les frais généraux. Cette opinion que nous avons soutenue en exposant la théorie du risque professionnel, a été d'ailleurs adoptée dans tous les pays. On a cité l'Autriche comme faisant exception. D'après la loi de 1887, en effet, les ouvriers de ce pays participent pour un dixième aux charges de l'assurance contre les accidents, mais à une condition, c'est que leur salaire soit supérieur à un florin (2 francs environ). Or, en Autriche, les salaires dépassent rarement 2 florins, de telle sorte qu'on peut dire en règle générale, que les frais de l'indemnité sont à la charge exclusive du chef d'industrie. De même d'après le projet Suisse, la Confédération supportera tous les frais d'administration de l'assurance contre les accidents et en outre un quart de la prime nette; les autres trois quarts seront payables par les patrons qui en verseront les deux tiers et les ouvriers qui paieront l'autre tiers. Mais il faut se rappeler que dans ce pays *tous* les accidents et non pas seulement ceux occasionnés par le travail sont indemnisés. On peut donc dire que dans tous les pays où les victimes des ac-

cidents du travail recoivent une indemnité, cette indemnité est à la charge du patron.

Il y a cependant une dérogation importante à signaler, lorsque l'indemnité est due à la suite d'un accident léger, on a admis qu'elle devait être payée à la fois par les patrons et par les ouvriers. C'est la loi allemande qui a la première appliqué cette règle, la plupart des autres législations l'ont imitée. Dans le pays où fonctionne le double système d'assurance contre les accidents et les maladies, on a assimilé les incapacités temporaires résultant des accidents légers aux maladies, et les indemnités dues sont payées par la caisse d'assurance contre les maladies, alimentée par les subsides des ouvriers et des patrons. En France, le projet adopté en 1893 par la Chambre, donne à la victime droit aux soins médicaux et à une indemnité égale à la moitié du salaire sans qu'elle puisse être supérieure à 3 fr. 50 par jour pendant toute la durée du chômage. C'est le patron qui supporte tous les frais directement pendant trente jours et ensuite par l'intermédiaire du système d'assurance. Cependant lorsqu'il a créé à ses frais des caisses particulières de secours ou lorsqu'il a affilié ses ouvriers à des sociétés de secours mutuel approuvées ou autorisées, ces caisses ou sociétés lui sont substituées et ce sont elles qui pendant les trente premiers jours, paient en son lieu et place l'indemnité fixée. Le législateur a pensé que les chefs d'entreprise auraient avantage à créer des caisses de secours ou à affilier leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuel, et comme ces institutions de prévoyance ont surtout pour but de subvenir aux besoins de leurs membres malades, on a cru résoudre du même coup le problème de l'assurance contre les accidents et contre les maladies.

On voit que le projet de la Chambre des députés, contrairement à ce qui se passe dans les autres pays, lorsqu'ils s'agit d'incapacité de travail temporaire, fait contribuer le patron seul au paiement de l'indemnité. Sur ce point nous sommes d'accord avec la Chambre. Nous ne voyons pas pourquoi on

ferait une exception concernant les accidents légers. On nous dit, ce sont de beaucoup les plus nombreux, et si l'ouvrier ne supporte pas une part de l'indemnité, les charges de l'industrie seront trop lourdes. Pour éviter cet inconvénient il nous semble qu'il suffit de diminuer le taux du secours fourni, il y a même un intérêt pratique à agir ainsi, nous le savons, on combat de cette façon la tendance de l'ouvrier à faire durer, trop longtemps, le chômage. Nous pensons donc qu'en matière d'accidents légers, le patron doit seul supporter les frais de l'indemnité ; il n'y a lieu à notre avis à aucune distinction. Nous partageons donc l'opinion de la Chambre, touchant ce point spécial mais celui-là seul. Car nous serions bien surpris si la solution qu'elle a adoptée concernant les accidents légers donnait de bons résultats. Nous ne voyons pas en effet l'avantage que le patron aura à créer à ces frais des sociétés de secours, ce serait lui faire supporter seul d'une façon indirecte, les charges de l'assurance contre les accidents et contre les maladies, nous ne pensons pas qu'il y trouve son intérêt. La Chambre des députés a voulu imiter le législateur allemand et assimiler les incapacités de travail temporaires aux maladies. Cette assimilation peu rationnelle n'a pas confirmé les espérances qu'on avait fondées sur elle et aujourd'hui on tend à réformer la législation allemande sur ce point, tellement les inconvénients qu'elle a créés sont nombreux. Nous renvoyons ceux qui désirent les connaître à l'excellente étude de M. Sauvaire-Jourdan (page 120 et suiv.). Nous ne comprenons pas non plus pourquoi la Chambre des députés n'a pas soumis à l'assurance les accidents produisant une incapacité de travail moindre de 30 jours. Si, comme on le dit, ces accidents sont nombreux, si en conséquence les charges sont lourdes il nous semble qu'il y a une raison de plus pour le soumettre au système de l'assurance.

En somme nous ne voyons pas de motifs suffisants pour soumettre à un régime spécial les accidents légers, et nous pensons qu'ils doivent comme les autres, donner droit à une in-

demnité supportée par le patron, et être soumis à l'assurance. Nous concluons donc en disant, les frais de l'indemnité seront toujours à la charge exclusive du patron.

Qui doit en profiter ? Evidemment la victime (1), mais en cas de mort tous les héritiers auront-ils le droit de la recueillir au lieu et place du défunt ? L'opinion qui a prévalu a été de donner ce droit, à ses enfants à son conjoint et parfois à ses ascendants, tous les autres parents sont exclus. Le but de l'assurance, en effet, est d'atténuer les conséquences fâcheuses de l'accident ; il faut donc secourir ceux qui subissent un préjudice, c'est-à-dire les parents qui habitent avec l'ouvrier, que son salaire faisait ou aidait à vivre. On ne saurait par conséquent étendre le bénéfice de l'indemnité à des collatéraux éloignés ; ce serait pour eux un gain inespéré et non réparation d'un dommage.

Nous savons maintenant qui doit payer l'indemnité et qui a le droit de la réclamer. Il est évident que sa valeur ne saurait être toujours la même et qu'elle doit varier suivant la gravité de la blessure occasionnée. Aussi a-t-on divisé les accidents en diverses catégories, suivant qu'ils entraînaient la mort, une incapacité de travail permanente et absolue, une incapacité permanente et partielle, une incapacité temporaire. Sur ce point tout le monde est d'accord, mais quand il s'agit d'indiquer sur quelle base on s'appuie pour calculer l'indemnité, quand on veut en déterminer la quotité, la confusion apparaît.

Certains demandent de fixer le chiffre de l'indemnité en tenant compte des charges de famille de la victime, prétendant qu'on veut surtout éviter la misère pour l'ouvrier et qu'il faut par conséquent proportionner les secours aux besoins. A notre

1. Nous avons déjà dit dans un chapitre précédent qu'il ne suffisait pas d'être employé dans une profession dangereuse pour avoir droit à une indemnité, au cas d'accidents, mais qu'il fallait en outre, tenir compte du travail, qui avait fait classer la profession comme dangereuse. (Cf. p. 70).

avis ces considérations humanitaires ne peuvent être envisagées par le législateur. Il doit se placer au seul point de vue de la perte éprouvée par la famille à la suite de l'accident, or cette perte c'est la suppression complète ou partielle du salaire que touchait la victime. C'est sur cette base que doit être calculée l'indemnité. Suivant la gravité de la blessure, l'ouvrier pourra plus ou moins travailler, son gain diminuera en conséquence et il subviendra dans de moindres proportions aux besoins de sa famille, c'est cette réduction de salaire qui devra servir de base pour calculer l'indemnité. Pour évaluer le salaire, il paraît juste de prendre une moyenne, d'après le gain annuel et dans le cas où l'ouvrier est employé depuis moins de douze mois, de se baser sur la rémunération qu'un ouvrier de la même catégorie a reçu dans le même laps de temps.

Le système que nous venons d'exposer a été adopté en grande partie, mais non complètement, par les différents pays qui se sont occupés de l'organisation de l'assurance. Tous, sauf l'Espagne (1), dans leurs loi ou projets de loi, se basent sur le salaire pour calculer l'indemnité ; mais en cas de mort ils la font aussi varier suivant le nombre des enfants de la victime.

Ce mode de calcul, non seulement ne nous paraît pas logique, mais il nous semble encore dangereux. Il est de nature, en effet, à pousser des patrons à employer de préférence les célibataires, et la tendance manifeste qu'ont les ouvriers à ne pas se marier se développera encore davantage. Pour ces divers motifs il doit être repoussé.

Le salaire est-il le seul élément d'appréciation qui permette de calculer l'indemnité ? Oui quand il s'agira d'accidents entraînant une incapacité de travail temporaire, mais dans les autres cas, nous croyons qu'il faudra tenir compte également de l'âge de la victime. Supposons en effet, qu'un accident se produise, et entraîne soit la mort, soit une incapacité de travail

1. L'Espagne ne tient compte du salaire pour fixer l'indemnité, que pour les accidents occasionnant une incapacité temporaire.

permanente chez trois ouvriers, l'un âgé de 60 ans, l'autre de 30 ans, le dernier de 17 ans. Supposons encore que les deux premiers touchent la même rétribution. Si on tient seulement compte du salaire pour fixer l'indemnité, ils recevront l'un et l'autre une somme égale, et pourtant le préjudice éprouvé sera bien différent. L'homme de trente ans, en effet, est dans la force de l'âge, il peut non seulement gagner sa vie, mais encore faire des économies ; celui de soixante ans, au contraire, sent ses forces diminuer de jour en jour et il prévoit le moment où les services qu'il rend ne seront plus suffisants pour être rétribués. On ne saurait donc équitablement donner la même indemnité à ces deux hommes. Si nous examinons la situation de l'ouvrier de dix-sept ans, l'injustice nous paraît encore plus grande. A cet âge il ne peut gagner beaucoup, tout au plus de quoi vivre ; si le salaire seul détermine son indemnité, elle sera bien faible et pourtant ce jeune homme au bout de quelques années pourrait recevoir un salaire égal à celui de ses camarades, c'est donc lui qui subit le plus grand préjudice et c'est lui qui reçoit la plus minime compensation.

On doit donc, à notre avis, pour calculer l'indemnité, tenir compte du salaire et de l'âge de l'ouvrier blessé, sauf quand il s'agit d'une incapacité temporaire. S'il est jeune il doit toucher ce qu'il aurait reçu comme adulte, s'il est d'un âge avancé, son indemnité doit être réduite. La première partie de la règle que nous venons de formuler se trouve appliquée dans certains projets, notamment en France, en Suisse, en Italie, en Finlande. De même, en cas d'incapacité permanente, partout sauf en Espagne et en Italie, l'indemnité diminue à mesure que l'âge de la victime augmente. Mais ici encore, lorsqu'un accident entraîne la mort, nous devons signaler une disposition singulière. En présence de cette hypothèse le législateur a songé à la famille laissée par l'ouvrier et il a voulu la mettre à l'abri de la misère, de telle sorte qu'il a été amené à se baser sur l'âge soit du conjoint, soit des enfants pour calculer le mon-

tant de l'indemnité (1). Ce système qui a été d'abord appliqué en Allemagne, puis en Autriche et que tous les autres pays sont prêts à adopter nous paraît manquer de logique. C'est l'ouvrier qui a disparu, en effet, c'est donc sur les chances de vie qu'il possédait que doit être calculée la quotité du secours à fournir ; c'est sa perte qui fait éprouver un préjudice, pour le réparer il faut donc évaluer les services qu'il pouvait rendre à sa famille ; c'est, par conséquent, son âge et non celui de sa femme ou de ses enfants qui doit servir de base pour fixer l'indemnité. Voilà l'opinion qui nous paraît, à la fois, équitable et rationnelle.

Ainsi le salaire et l'âge, telles sont les deux bases qui permettront toujours de calculer l'indemnité à fournir. Mais comment en déterminer la quotité ? Doit-on tout d'abord laisser sur ce point un pouvoir souverain au juge, ou bien le législateur doit-il indiquer d'une façon fixe ce que devra payer le patron suivant la gravité de l'accident ? Conformément à cette dernière opinion le législateur diviserait les accidents en diverses catégories suivant l'incapacité du travail qui en résulte et consignerait à chaque catégorie une somme déterminée. C'est ainsi que M. Jules Roche présenta, comme ministre du commerce, un projet de loi contenant les dispositions suivantes :

L'ouvrier a droit :

Pour l'incapacité permanente absolue, à une rente égale à moitié de son salaire annuel ;

Pour l'incapacité temporaire absolue de plus de quatre-vingt-dix jours, à une indemnité, égale à la moitié de la fraction correspondante du salaire annuel.

En cas de mort, ajoutait le projet, les deux tiers de la rente qu'aurait reçue la victime en cas d'incapacité permanente absolue sont partagés entre les enfants, les ascendants et le conjoint de la victime.

1. Dans ce cas en effet, on donne des pensions viagères au conjoint et aux enfants, le capital qui sera nécessaire pour les servir, variera par conséquent, suivant l'âge du conjoint et des enfants.

Ce projet séduit par son apparente simplicité ; il semble, en effet, qu'aussitôt la matérialité de l'accident constaté, la victime recevra l'indemnité à laquelle elle a droit, sans qu'il puisse y avoir lieu à la moindre contestation. Un tel système cependant nous paraît pécher par excès ; il pourra s'appliquer à certains accidents mais non à ceux occasionnant une incapacité de travail permanente et partielle. Comme on l'a fait remarquer il est bien difficile d'établir dans ces cas, une juste classification tarifiant les blessures. Le même accident peut, en effet, causer des préjudices fort différents suivant la profession. Supposons par exemple qu'un ouvrier se coupe le doigt, le préjudice causé sera très grand, si l'accident atteint un graveur ou un typographe, car ce sera pour lui l'impossibilité de continuer son métier ; si le blessé est un charretier, le dommage éprouvé sera au contraire très faible. Inversement la perte d'une jambe, ne gênerait pas le typographe dans l'exercice de sa profession, tandis que le charretier devrait renoncer à la sienne. Il faudrait donc en toute justice établir une classification suivant les métiers. On ne saurait y songer.

Les inconvénients que nous venons de signaler ne se présenteront plus quand il s'agira d'accidents occasionnant la mort ou une incapacité de travail absolue et permanente ou temporaire, il sera toujours possible de faire une juste appréciation du dommage en se basant soit sur le salaire et l'âge de la victime, soit sur son salaire seul. Aussi pensons-nous que, dans ce cas, le législateur doit déterminer d'une façon fixe le montant de l'indemnité, mais quand il s'agit d'incapacité permanente partielle il faut s'en rapporter à l'appréciation des juges.

C'est cette opinion qui a prévalu devant la Chambre des députés, mais en partie seulement. Lorsque l'accident, en effet, entraîne une incapacité permanente et absolue ou simplement temporaire, la victime a bien droit, d'après le projet, à une somme fixe proportionnée au salaire, mais en cas de mort, cette indemnité n'est plus fixe, elle varie suivant l'âge

et le nombre des membres de la famille laissée par la victime et aussi suivant leur degré de parenté. Nous avons déjà critiqué ce mode de calcul, nous voyons qu'il offre, en outre, l'inconvénient d'empêcher la fixité de l'indemnité qui doit être recherchée, autant que possible.

Que l'indemnité soit établie par le législateur ou par le juge, il est évident, d'après ce que nous avons dit, que sa quotité ne saurait être égale au salaire (1). Un amendement tendant à ce but, fut, avec beaucoup de raison, repoussé par la Chambre des députés en 1893. L'indemnité, en effet, doit atténuer le dommage causé et non le réparer complètement; son but est de permettre à l'ouvrier blessé de vivre, mais non de remplacer son salaire. Pour en déterminer la quotité, il faut se baser sur les conditions générales du salaire dans le pays où on veut appliquer l'assurance. Suivant que les ouvriers, proportionnellement aux besoins de leur vie, gagnent peu ou beaucoup, l'indemnité devra être presque égale ou au contraire sensiblement inférieure au salaire. Il appartient à la statistique de faire les recherches nécessaires pour procurer ces renseignements au législateur.

Les divers projets français ont montré une certaine indécision, quand il s'est agi de déterminer le taux de l'indemnité. En 1888 la Chambre décida qu'il varierait entre le tiers et les deux tiers du salaire, en cas d'incapacité permanente et absolue; le Sénat et le gouvernement le fixaient à la moitié du salaire; le dernier vote de nos députés a déclaré qu'il serait égal aux deux tiers du salaire, sans doute par imitation de ce qui a été fait en Allemagne.

Lorsqu'un accident occasionne une incapacité de travail temporaire, nous savons que l'indemnité est égale à la moitié du salaire d'après le projet voté en 1893 par les députés.

En déterminant le taux de l'indemnité suivant le mode de calcul et les principes que nous avons indiqués, il est à craindre

1, Cf. p. 35.

qu'on n'aboutisse pas toujours à des résultats équitables. Il peut arriver en effet que le salaire d'un ouvrier soit si bas qu'il lui permette à peine de vivre. Comment alors fixer une indemnité suffisante ? D'un autre côté, il est possible, au contraire, qu'un ouvrier, par suite d'un salaire assez élevé, ait droit à une somme qui constitue une lourde charge pour l'industrie. Pour obvier à ces inconvénients, on a proposé de fixer un minimum au-dessous duquel le taux de l'indemnité ne saurait descendre et un maximum qu'il ne saurait dépasser. C'est ainsi qu'en Italie le projet déposé le 5 mai 1893 par M. Ernesto Pasquali, contient une disposition disant qu'en cas d'invalidité permanente absolue l'indemnité sera égale à 5 fois le salaire annuel et ne sera jamais inférieure à 1500 liras. Un autre [article déclare que ne peut être considéré comme ouvrier et ne peut par conséquent bénéficier de l'assurance, celui dont le salaire journalier est supérieur à 6 liras et est payé par période d'un mois et au-dessus. La simultanéité exigée pour ces deux conditions nous paraît surprenante, mais l'idée qui a dicté ces dispositions, nous semble juste. Le projet français dit dans son article 2 : « Les employés et ouvriers dont le salaire annuel dépasse 2000 fr. ne bénéficient que jusqu'à concurrence de cette somme des dispositions de la loi. » Nous savons aussi que l'indemnité en cas d'incapacité de travail temporaire ne peut être supérieure à 3 fr. 50. Il n'est déclaré nulle part que l'indemnité ne pourra descendre au-dessous d'une certaine somme. A notre avis c'est une lacune regrettable.

Nous avons ainsi indiqué quels étaient les différents éléments d'appréciation qui permettaient de déterminer l'indemnité à fournir (1). Voyons maintenant quel sera le mode de paiement.

Actuellement en France, un tribunal qui, accorde des dom-

1. Est-il utile de dire que l'indemnité une fois fixée, doit pouvoir cependant augmenter ou diminuer dans le cas où s'aggraverait ou au contraire s'améliorerait l'état de la victime. C'est là un point qui ne saurait être discuté, V. infra, p. 137 et s.

mages-intérêts à un ouvrier blessé, fixe presque toujours une somme qui doit être versée en une seule fois. Certains tribunaux cependant, plus soucieux des intérêts de la victime, obligent le patron à acheter un titre et à en servir les intérêts à son ouvrier. L'un en a la nue-propriété, l'autre l'usufruit. On a reconnu les avantages d'une pareille mesure. On a remarqué en effet, que les personnes sans fortune, mises en possession d'une somme d'argent relativement importante, en faisaient souvent un mauvais emploi. Le trésor qu'elles ont leur paraît inépuisable, elles se livrent à des dépenses exagérées et il ne leur reste bientôt plus rien, ou bien elles effectuent des placements dangereux et le résultat est le même.

Lorsque le législateur a eu à s'occuper du versement de l'indemnité à la suite d'un accident, entraînant soit la mort, soit une incapacité permanente absolue ou partielle, il a eu à choisir entre les deux modes de paiement que nous venons d'indiquer. Partout, sauf en Espagne et en Italie, le système de la rente viagère a été adopté, surtout à cause de la situation favorable faite à l'ouvrier. Ce système présente, cependant, un autre avantage, qui a bien son importance, et qui n'a pas été toujours vu ; c'est celui de simplifier le calcul, à l'aide duquel on détermine l'indemnité. D'après ce que nous avons dit, ce calcul a pour base le salaire et l'âge de la victime. Il semble donc nécessaire de dresser un tableau tenant compte de ces deux éléments d'appréciation, pour fixer l'indemnité. Il en serait ainsi, en effet, si on en versait le montant en une seule fois ; le procédé serait compliqué. Le système de la rente viagère est de beaucoup plus simple et plus rapide. Nous savons en effet, que pour servir une somme à titre de rente viagère, on tient compte de l'âge du bénéficiaire ; plus ce dernier est âgé, plus le capital exigé est faible. Par conséquent, si à la suite d'un accident, l'indemnité à fournir est payable sous forme de pension, il suffira, pour en déterminer la juste quotité, de se baser sur le salaire de la victime, son âge étant implicitement pris en considération,

par le seul fait qu'on lui constitue une rente viagère. Prenons l'exemple de deux ouvriers, touchant le même salaire et frappé tous deux d'incapacité totale de travail, l'un a trente ans, l'autre soixante. Il est bien évident que le second éprouve un préjudice moins grave que le premier, en conséquence il est juste qu'il reçoive moins à titre d'indemnité. Ce résultat sera atteint tout en accordant la même pension aux deux ouvriers, pension fixée d'après leur salaire que nous avons supposé égal, car, le capital à fournir, qui constitue l'indemnité, sera bien différent suivant qu'il s'agira de l'un ou de l'autre. On a calculé, en effet, que d'après le taux actuel de la caisse des retraites, c'est-à-dire 3 1/2 0/0 le prix d'une rente de 1 fr. est de 19 fr. 39 centimes pour un homme de 30 ans, et de 10 fr. 74 centimes quand il s'agit d'un homme de 60 ans (1).

Ainsi si à la suite d'un accident on accorde à la victime une pension représentant par exemple les 2/3 de son salaire, l'indemnité ainsi fixée a pour base à la fois et le salaire et l'âge de l'ouvrier, comme l'exige l'équité. En outre le calcul à faire est très simple et enfin toutes les malheureuses victimes sont également protégées jusqu'à la fin de leur vie.

Pour toutes ces raisons le système du paiement de l'indemnité en rente viagère nous semble préférable. Cependant on peut admettre que dans certains cas exceptionnels où l'ouvrier a intérêt à recevoir l'indemnité ou une fraction de l'indemnité, tout ou partie du capital nécessaire pour constituer sa pension puisse lui être remise. Cette hypothèse a été prévue par le projet de loi français adopté en 1893.

Le paiement de l'indemnité en rente viagère aux ayants droit présente de grands inconvénients en cas de mort de la victime. Nous savons que dans cette hypothèse toutes les lois actuelles ou en préparation donnent à divers membres de la famille du défunt une indemnité qui varie suivant leur nom-

1. Voir le rapport de M. Ricard, annexe XIII, p. 230.

bret l'âge de chacun d'eux. Nous avons déjà présenté des critiques relatives à ce système, nous n'insisterons pas davantage.

Voici comment il nous paraît préférable de payer l'indemnité lorsque la victime d'un accident meurt à la suite des blessures qu'elle a reçues. On doit calculer la rente à laquelle elle aurait droit en cas d'incapacité permanente et absolue ; on saura ainsi quel est le capital nécessaire pour assurer le service de cette pension viagère. Ce capital représente l'indemnité due aux ayants-droit du défunt (1) (conjoint, enfants, ascendants). Il nous semble qu'il vaut mieux le leur abandonner suivant les règles successorales ordinaires. D'après la loi du 9 mars 1894, le conjoint survivant est suffisamment protégé, sauf le cas de remariage, ce qui est très naturel. On pourrait craindre, il est vrai, pour les enfants mineurs, les placements hasardeux que le tuteur peut faire sans l'autorisation du conseil de famille, mais il suffirait d'ajouter une disposition obligeant le tuteur à faire emploi en rentes françaises de la part de l'indemnité revenant aux enfants ; de cette façon ces derniers se trouveront placés sous la sauvegarde de la loi de 1880.

Si les descendants sont majeurs la victime a alors un âge assez avancé, en conséquence la part qui leur reviendra sera peu élevée et il n'est nul besoin de prendre des mesures de conservation d'autant plus qu'il s'agit de personnes qui doivent être en état de gagner leur vie.

Les ascendants auront des droits différents suivant qu'il n'y n'aura pas ou qu'il y aura des descendants. Dans le premier cas ils auront droit à la propriété de l'indemnité dont le conjoint aura la moitié en usufruit ; dans le second cas ils ne toucheront rien. Cela peut paraître singulier, mais en fait l'ouvrier marié n'emploie-il pas son salaire à subvenir plutôt aux be-

1. On pourrait réduire légèrement cette indemnité, de 10 0/0 par exemple. Il n'est pas juste en effet, qu'on donne la même somme qu'un accident ait occasionné la mort ou qu'il ait entraîné une incapacité de travail permanente et absolue. Dans ce dernier cas en effet, la victime est une charge de plus pour la famille.

soins de sa femme et de ses enfants, qu'à ceux de ses parents ou de ses beaux-parents. Ajoutons d'ailleurs que les ascendants auront toujours droit à la pension alimentaire des articles 204 et 205 (C. civ.).

Ce système nous paraît concilier les intérêts des divers membres de la famille de la victime sans créer de trop lourdes charges pour l'industrie.

En somme, de ce que nous avons dit dans ce chapitre, il résulte que l'indemnité doit toujours être à la charge du patron et qu'on ne saurait formuler un principe général permettant de la calculer. Mais en faisant des distinctions suivant la gravité de la blessure, on pourrait, il nous semble, établir les règles suivantes :

Lorsqu'un accident entraîne la mort, l'indemnité est *fixée par le législateur* d'après l'âge et le salaire de la victime, elle doit être versée immédiatement aux membres de sa famille sous forme de *capital*.

En cas d'incapacité de travail permanente et absolue, l'ouvrier blessé reçoit une *pension* viagère *déterminée par la loi*, suivant l'âge qu'il a et le salaire qu'il reçoit.

Lorsque l'ouvrier subit une incapacité de travail permanente et partielle, le *juge* apprécie la diminution de salaire éprouvée il a ainsi une base pour fixer la *rente* à accorder à la victime.

Lorsqu'un accident entraîne une incapacité de travail temporaire, l'indemnité *fixée par le législateur* correspond à la perte de salaire subie ; elle doit être versée immédiatement sous forme de *capital*.

CHAPITRE V

DIVERS MODES D'ASSURANCE. DU LIBRE CHOIX DE L'ASSUREUR.

Assurances libres : Assurance des Compagnies privées. — Assurance mutuelle. — Assurance individuelle. — Assurances par l'État : Assurance directe. — Assurance indirecte. — La combinaison de ces différents systèmes est-elle possible ? — L'organisation de l'assurance par l'état est nécessaire.

Nous savons maintenant dans quelles conditions doit s'exercer l'assurance. Mais quelle sera son organisation ? Et tout d'abord la nécessité de l'assurance étant reconnue, le législateur laissera-t-il à l'industriel le libre choix de l'assureur ou le lui imposera-t-il ? Cette question fort discutée particulièrement en France, où elle a été résolue dans un sens différent par la Chambre et par la Commission sénatoriale exige, pour être étudiée, l'examen préalable des divers modes d'assurance qui peuvent être proposés à un industriel. Nous allons en faire un exposé rapide.

Il y a deux catégories d'assurances. Les assurances libres et les assurances par l'Etat.

I. — Assurances libres.

1^o *Assurance des Compagnies privées.* — Certaines sociétés ont organisé un système d'assurance qui est le plus ancien et qui fonctionne dans la plupart des pays. Ces sociétés, moyen-

nant le paiement de primes déterminées, s'engagent à verser, en cas d'accident, une certaine indemnité fixée à l'avance. Ce système présente l'avantage de ne causer à l'État ni le moindre frais, ni le moindre souci d'organisation. C'est à l'industriel de débattre les conditions de l'assurance et de s'adresser où bon lui semble. Il est à supposer, disent les partisans de ce système, que par suite des bienfaits de la concurrence, les compagnies auront une tendance à réduire leurs tarifs, de telle sorte que les primes seront aussi basses que possible. Les industriels y trouveront donc leur intérêt.

Les adversaires des Compagnies font remarquer qu'elles peuvent au contraire, à la suite d'entente, supprimer toute concurrence et dresser un tarif unique, de telle sorte que les primes pourront être trop lourdes. On a fait aussi observer qu'il était bien difficile de garantir la solvabilité des Compagnies ; telle société qui est aujourd'hui en pleine prospérité, peut, par suite d'un placement hasardeux, se trouver du jour au lendemain dans l'impossibilité de faire face à ses engagements. Il est inutile d'insister sur un pareil inconvénient. Pour y remédier les Compagnies se sont engagées à déposer dans les caisses de l'état, ou dans toute autre caisse qui leur sera indiquée, le capital nécessaire pour constituer la rente, représentant l'indemnité à payer (1). Mais encore faut-il que les Compagnies puissent tenir leur engagement et soient en mesure de déposer les sommes nécessaires au service des pensions. Supposons qu'à la suite d'une catastrophe, comme celle qui vient de se produire à Montceau-les-Mines, un grand nombre d'ouvriers soient blessés plus ou moins grièvement, trois ou quatre cent mille francs sont nécessaires pour constituer les rentes. Qui pourra affirmer que les compagnies privées seront toujours solvables et capables d'effectuer un paiement aussi élevé ? Et si l'argent manque qui paiera les victimes ? — En somme la proposition faite par les Compagnies rend moins gra-

1. Projet de loi. Rapport de M. Ricard. Annexes, p. 240.

ves les conséquences de l'insolvabilité, en ce sens que ses effets sont plus restreints, mais elle ne la supprime pas.

Ce système comporte d'ailleurs d'autres reproches fort sérieux. Actuellement les Compagnies prévoient dans leurs polices des causes de déchéance multiples, les assurés n'en comprennent pas toujours la portée, d'autant plus qu'elles sont habilement déguisées, et c'est là une source féconde de procès. Les Compagnies ont compris qu'elles devaient faire une réforme sur ce point, et elles ont décidé, que si l'assurance était rendue obligatoire, elles n'opposeraient pas les clauses de déchéance aux ouvriers, *sauf recours civil vis-à-vis des patrons*. Ce serait placer ces derniers dans une situation particulièrement fâcheuse, fait-on remarquer avec assez de raison. D'une part, on leur imposerait les charges de l'assurance, et de l'autre on les priverait de ses bénéfices; ils seraient toujours exposés aux lourdes conséquences pécuniaires, entraînées par les accidents. De pareilles conditions paraissent inacceptables. En outre, si les Compagnies refusent d'assurer certaines industries comme présentant des risques trop grands, le fait s'est produit en Suisse pour les constructions de ponts, d'écluse, de radeaux (1), comment pourra-t-on concilier cette faculté nécessaire à de libres sociétés commerciales avec l'obligation de l'assurance? Et il ne faut pas se le dissimuler, les Compagnies privées feront un usage fréquent des droits qu'elles auront d'opposer au patron certaines clauses de déchéance et d'exclusion de l'assurance certaines industries. Peut-il en être autrement? Ces sociétés, il ne faut pas l'oublier, se constituent dans une idée de spéculation pure, elles ne considèrent pas les accidents comme un événement malheureux dont il faut réparer les suites mais uniquement comme une occasion de réaliser des bénéfices, leur but exclusif est de servir de forts dividendes à leurs actionnaires, pour l'atteindre, elles feront tout ce qui

1. V. Raoul Jay, ouvrage cité p. 197, et le rapport au Congrès de Berne, de M. Kummer, directeur du bureau fédéral des assurances à Berne, p. 699 et suivantes.

est en leur pouvoir (1). Non seulement elles opposeront des clauses de déchéance et refuseront d'assurer tous les risques, mais elles seront encore fatalement amenées à exiger des primes très fortes et à payer des secours très-modiques. Leur intérêt est complètement opposé à celui des patrons et des ouvriers, il n'est guère douteux que la lutte soit à leur avantage.

D'ailleurs, ajoute-t-on, l'essai des Compagnies privées a été fait en Suisse, et leur fonctionnement a été tel qu'on lui attribue en grande partie, le succès obtenu dans ce pays, par l'assurance obligatoire. Tels sont les avantages et les inconvénients que présente le système des Compagnies.

2. — *Assurance mutuelle.* — Le second mode d'assurance libre est l'assurance mutuelle. Les industriels font volontairement partie d'une association qui a pour but de répartir entre ses membres et proportionnellement aux risques de chacun, les charges résultant du paiement, des indemnités. Ce système a produit d'excellents résultats, notamment en France. Citons le syndicat d'assurances mutuelles formé entre les membres du *comité des Forges de France* et les caisses mutuelles d'assurance contre les accidents établies par les *chambres syndicales de l'industrie du bâtiment*. Une organisation de ce genre n'est pas créée dans un désir de spéculation, mais dans le but de secourir les malheureux ouvriers blessés dans leur travail, tout en réduisant pour les patrons les charges au strict nécessaire et en le répartissant d'une façon équitable. Ce système semble donc présenter tous les avantages de celui proposé par les Compagnies sans en avoir les inconvénients. Malheureusement l'expérience a prouvé que, pour réussir, l'assurance mutuelle doit comprendre un assez grand nombre de mem-

1. Voici ce que dit à ce sujet M. Sauzet : « La Compagnie d'assurances spéculé, c'est sa raison d'être et la spéculation consiste à épuiser toutes les ressources d'un bureau du contentieux bien organisé, à traîner l'instance, multiplier les incidents, lasser le demandeur pressé de besoins, pour l'amener enfin à une transaction dérisoire »,

bres. C'est ainsi que dans le projet italien on exige que les associations de ce genre aient au moins 500 assurés. Dans ces conditions comment pourra-t-on répondre que le nombre des membres sera suffisant pour donner à l'association des chances de succès, puisque l'assurance étant libre, chacun peut à son gré en faire ou non partie, et aussi l'abandonner. Le système de l'assurance mutuelle peut donc parfois donner d'excellents résultats et parfois de très-mauvais. Dans certains cas on peut le recommander, le favoriser, mais on ne saurait l'imposer comme règle.

3. — *Assurance individuelle.* — Il y a un troisième mode d'assurance libre, c'est l'assurance individuelle qui est actuellement proposée par la commission du Sénat. Voici en quoi elle consiste. On demande à l'industriel dont la profession est reconnue dangereuse, de fournir une garantie quelconque, hypothèque ou cautionnement, pour répondre de l'obligation dont il sera tenu en cas d'accident. De cette façon l'insolvabilité n'est plus à craindre, l'ouvrier est protégé, et le patron n'a qu'une charge légère à supporter. Certains ont grand espoir en ce système et le considèrent comme devant apporter une solution radicale à la question des accidents du travail. A notre avis il offre le grand inconvénient de ne pouvoir s'appliquer qu'à une minorité tout à fait restreinte d'industriels. Si on veut exiger des garanties, en effet, il les faut sérieuses, réelles et non illusoires, sinon elles sont absolument inutiles. Il faudra donc demander aux patrons de donner une hypothèque, ou un cautionnement dont la valeur représente au moins le total des indemnités qu'il peut être appelé à fournir. Mais comment déterminer ce total. Nous savons bien que si on considère un certain nombre d'ouvriers exerçant la même profession on remarque une fixité significative, dans le chiffre des accidents qui les atteignent ; mais encore faut-il que le nombre de ces ouvriers travaillant sous les ordres d'un patron soit considérable, 100000 d'après M. Keller, s'il en est autre-

ment, et on reconnaîtra que ce sera le cas de beaucoup le plus fréquent, il n'y a plus la moindre certitude dans le chiffre des accidents et par suite il est impossible d'indiquer même approximativement à quel total s'élèveront annuellement les indemnités. Plusieurs années consécutives pourront s'écouler sans qu'il y ait un seul accident et pendant la suivante, on en comptera un grand nombre. Aussi en présence d'une pareille situation, si on veut exiger d'un industriel une garantie vraiment sérieuse, il faudra que sa valeur puisse couvrir le maximum de la somme qu'il peut être appelé à verser, ce maximum sera égal à autant de fois l'indemnité la plus forte qu'il y aura d'ouvriers employés dans l'entreprise, chacun d'eux pouvant être tué ou blessé. On voit la garantie excessive que devra fournir un patron désireux d'avoir recours à l'assurance individuelle. Bien peu d'industriels pourront satisfaire à de pareilles conditions.

Nous devons ajouter d'ailleurs qu'un pareil système est peu recommandable, il ne constitue pas à proprement parler une assurance. Le patron n'aura pas à payer de primes fixes, mais il ne sera pas non plus à l'abri des fortes dépenses soudaines et éventuelles. Ce que l'on appelle assurance individuelle n'est autre chose que l'imprévoyance.

II. — Assurances par l'État

1. — *Assurance directe.* — L'État peut organiser directement l'assurance ; dans ce cas il agit comme le ferait une société privée. Il crée une caisse chargée de percevoir les primes et de payer les indemnités. C'est le système qui a été adopté par le projet Suisse. Ses partisans font valoir les avantages d'une pareille organisation au point de vue de la sécurité des assurés, de l'exécution de mesures préventives que l'État est

directement intéressé à surveiller, ce que lui seul peut faire d'une façon efficace ; on fait aussi remarquer la facilité avec laquelle l'assurance fonctionnera grâce aux nombreux agents du pouvoir, toute la bureaucratie, dit-on, est organisée ; on ajoute enfin que loin d'être une cause de dépense, ce système pourrait être au contraire une source de bénéfices. Ce mode d'assurances a trouvé un grand nombre d'adversaires, en France notamment. Ce qu'on propose, disent-ils, serait l'introduction dans nos lois du socialisme d'État, à ce point de vue seul on ne saurait l'accepter. D'ailleurs toute administration confiée au pouvoir est mauvaise et dispendieuse, nul n'est intéressé à son succès et alors se produit ce qu'on a appelé le « coulage ». En outre il est imprudent de confier à l'État des sommes trop fortes, c'est lui faciliter les emprunts déguisés. On fait aussi remarquer avec assez de raison, que dans un pays de suffrage universel un pareil système serait dangereux, on irait au scrutin en demandant d'une part que les indemnités soient élevées, de l'autre que les primes soient abaissées. Que deviendraient les finances nationales dans de pareilles conditions ? Enfin, ajoute-t-on, une assurance par l'État a été fondée en France en 1868 et les résultats déplorables auxquels on a abouti nous dispensent d'un nouvel essai (1).

Telles sont les opinions contradictoires auxquelles donne lieu le système qui tendrait à faire organiser par l'État une caisse d'assurance.

2. — *Assurance indirecte.* — L'État peut, sans s'occuper lui-même de l'assurance, en confier l'administration aux intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire aux industriels, après avoir indiqué les grandes lignes de l'organisation et en se réservant un droit de surveillance. C'est ce qui a été fait en Allemagne et

1. Cet argument ne saurait avoir grande valeur, l'insuccès de l'assurance par l'État tentée en 1868 est dû à sa mauvaise organisation. C'est ainsi que les cotisations demandées aux assurés, sont fixées sans tenir compte des risques de leurs professions,

en Autriche. Dans ces pays les patrons sont réunis en corporations qui opèrent comme les sociétés d'assurance mutuelle, dont nous avons parlé précédemment; elles présentent sur ces dernières, l'avantage d'avoir toujours un nombre de membre suffisants, l'État procédant lui-même à la formation de ces corporations, veille à ce que cette condition absolument nécessaire soit remplie. En outre le trésor public n'a plus à contribuer à aucune dépense puisque l'administration est confiée aux industriels eux-mêmes, il leur appartient de diminuer les frais autant que possible, ils y sont directement intéressés. Ce système compte de nombreux partisans, on lui reproche cependant l'ingérence de l'État, que certains considèrent comme fatalement funeste.

Combinaison de ces différents systèmes. — Nous avons exposé d'une façon très succincte, en montrant leurs avantages et leurs inconvénients, les divers modes d'assurance qui peuvent être proposés. L'industriel sera-t-il libre de choisir entre eux? telle est la question que nous devons maintenant examiner. M. Cheysson, M. Rouvier, M. Dron, député et bien d'autres considèrent cette liberté comme indispensable, et à leur avis tous ces différents systèmes peuvent et doivent fonctionner simultanément. Cette opinion, qui a été également adoptée par la commission du Sénat tout récemment peut être séduisante, mais elle nous paraît impossible à réaliser. Tout d'abord il est difficile d'admettre la concurrence de l'État et des compagnies. Ces dernières, d'après M. Forrer (1) « mettraient tous leurs agents en mouvement pour aller en quête des meilleures assurances. L'État ne peut « faire l'article » sans compromettre sa dignité. L'établissement officiel n'obtiendrait que les mauvaises assurances; il deviendrait une espèce d'institution à laquelle on ne s'adresserait que lorsqu'on y serait forcé et qui ne pourrait se subvenir à elle-même ».

M. Cheysson propose le système suivant. Tout patron de-

1. Ouvrage cité, p. 81.

vrait assurer ses ouvriers et fournir à toute requisition la preuve qu'il s'est conformé à cette obligation. S'il ne produit pas cette obligation, *il est inscrit d'office à la caisse de l'État et passible de tarifs très sensiblement supérieurs à ceux des autres combinaisons*. L'État apparaît ici comme « un épouvantail, comme un gendarme chargé de mettre les récalcitrants à la raison ». Ce qu'il importe de faire remarquer c'est que de toute façon, qu'on adopte les conclusions de M. Forrer ou celles de M. Cheysson, l'État aura toujours une mauvaise clientèle, celle des insolvables, ou celle des industriels exerçant une profession particulièrement dangereuse que les compagnies auraient refusés. Résultat : d'un côté beaucoup de frais, tout autant que si l'État s'attribuait le monopole de l'assurance ; de l'autre la certitude absolue de ne pas couvrir ses dépenses. Dans ces conditions on ne peut admettre que le législateur engage aussi légèrement les finances publiques ; il écartera donc toute combinaison où l'État serait en concurrence avec des institutions privées. On peut dire, il est vrai, qu'une caisse nationale d'assurance pourrait, même dans ce cas, faire des bénéfices, mais c'est là un résultat tout au moins douteux, il y a un certain alea à courir qu'un législateur prudent ne saurait accepter. C'est l'opinion qui a prévalu devant la commission sénatoriale saisie actuellement du projet de loi sur les accidents du travail. Elle admet le libre choix de l'assureur, mais le patron ne peut s'adresser à l'État. Nous pensons donc que dans le système de la libre concurrence, l'industriel qui doit s'assurer, est obligé d'avoir recours soit à une mutualité libre ou dirigée par l'État, soit à une compagnie privée. Nous ne mentionnons pas l'assurance individuelle dont l'application est tout à fait exceptionnelle. Voyons si ces trois modes d'assurance peuvent fonctionner ensemble.

Les partisans de la libre assurance en matière d'assurance obligatoire se voient obligés de demander à l'État d'exercer son contrôle sur les diverses organisations privées. Il ne peut en être autrement. Du moment que le législateur a proclamé

la nécessité d'une obligation, il doit en rendre l'exécution possible et prendre dans ce but toutes les mesures nécessaires. C'est son devoir le plus élémentaire. La surveillance de l'État est donc indispensable et il faut l'exercer de telle façon qu'elle garantisse aux industriels des conditions d'assurance acceptables et une sécurité complète, sinon elle serait inefficace et n'aurait plus de raison d'être. Voyons donc quel sera le rôle de l'État à l'égard de sociétés libres d'assurance mutuelle et des compagnies privées.

Nous avons vu que les associations d'assurance mutuelle devaient, pour bien fonctionner, comprendre un nombre de membres assez considérable. L'Etat a donc le droit et le devoir d'exiger que cette condition soit remplie avant de les autoriser à se constituer. Pour la même raison il est amené à imposer aux industriels l'obligation de rester dans l'association qu'ils ont choisie, s'il en était autrement, si les uns et les autres étaient libres de l'abandonner, comment pourrait-on répondre de son bon fonctionnement dans l'avenir ? Et alors on peut se demander ce que devient cette liberté tant vantée et en quoi une pareille association mutuelle, diffère de celles organisées par l'Etat. Nous voyons donc que les deux modes d'assurance mutuelle se confondent, du moment qu'on a admis la nécessité de l'assurance ; par conséquent, lorsqu'on dit que le patron est libre de choisir son assureur, c'est dire qu'il doit s'assurer soit à une mutualité soit à une Compagnie privée.

En ce qui concerne les Compagnies, la surveillance des pouvoirs publics est encore plus utile vu les inconvénients si graves résultant de leur organisation et que nous avons déjà signalés. Mais quelle sera alors leur situation ? elle a été fort bien exposée au Congrès de Berne, par M. Kummer, chef de l'Office fédéral chargé du contrôle et de la surveillance des Compagnies qui opèrent en Suisse. Voici ce qui a été dit à ce sujet par M. Kummer, auquel ses fonctions donnent une compétence toute spéciale : « Où est la liberté des entreprises privées d'assurances si l'Etat vient dicter ses volontés dans la

fixation des primes et des indemnités, et obliger les compagnies, ainsi qu'on l'a proposé, à déposer dans les caisses de l'Etat les capitaux qui doivent servir au paiement des rentes que l'autorité aura fixées ? Que reste-t-il encore à faire aux compagnies privées si ce n'est encaisser les primes qu'on leur permet de percevoir, verser les capitaux constitutifs des rentes — et éventuellement, supporter les déficits (1) ». En admettant que les Compagnies acceptent de pareilles conditions, ce qui est douteux, elles demanderaient, en compensation, et ce serait fort légitime, que le tarif des primes fût plus élevé. La conséquence serait l'augmentation des charges de l'assurance. Les industriels auraient-ils tout au moins l'avantage de ne pas subir le contrôle de l'Etat ? Pas le moins du monde et, comme le dit M. Kummer : l'Etat les obligeait à lui présenter les contrats qu'ils auraient souscrits auprès de tiers pour les sanctionner ou non et remarquons que ce contrôle serait incessant, car à tout moment le contrat de l'assurance peut être résilié soit par l'industriel soit par la Compagnie. Faisons aussi observer sans insister que la surveillance à exercer, soit sur les associations mutuelles, soit sur les Compagnies, exigerait la création de tout un service spécial et serait par suite fort coûteux.

Ainsi, le principe de l'assurance obligatoire étant reconnu il faut admettre la nécessité de la surveillance de l'Etat, et cette surveillance, nous venons de le montrer, se transforme en une coadministration, de telle sorte que permettre à l'industriel de choisir son assureur c'est lui faire subir tous les inconvénients de l'assurance par l'Etat sans lui en offrir les avantages. Cette raison seule suffirait pour faire condamner le libre choix de l'assureur. Nous en avons encore une autre à présenter.

Nous venons de montrer que les différentes combinaisons d'assurances auxquelles pourra avoir recours un industriel se réduisent en somme à deux, l'assurance mutuelle et celle des

1. Congrès de Berne, p. 705.

Compagnies privées. l'Etat se trouvant écarté et l'assurance individuelle constituant une exception insignifiante. Le patron sera-t-il libre toujours de choisir entre ces deux modes d'assurance, dans le système que nous combattons. Oui, répondent ses partisans, et à ce point de vue, ajoutent-ils, il convient mieux à un pays comme la France où se manifeste au plus haut degré la répulsion contre l'autorité de l'Etat. Nous pensons le contraire. A notre avis lorsqu'on a admis la nécessité de l'assurance les industriels auxquels on permet, cependant, de choisir un assureur peuvent se trouver, néanmoins, forcés d'adopter un système, alors qu'ils en préfèrent un autre. Une pareille opinion peut, à première vue, paraître paradoxale, elle nous semble très juste et nous espérons le prouver.

Nous savons, en effet qu'une assurance mutuelle ne peut fonctionner qu'à la condition de comprendre une quantité de membres suffisants. Si ceux qui veulent avoir recours à ce système ne sont pas assez nombreux, ils seront donc forcés de s'adresser aux Compagnies privées. Supposons par exemple le projet italien adopté, des patrons veulent former une mutualité, ils sont au nombre de 450 ; ils en seront empêchés, il aurait fallu qu'ils fussent au moins 500. Voilà donc 450 chefs d'entreprise qui seront forcés de s'assurer, malgré leur désir, auprès de Compagnies privées. On voit donc que le système du libre choix de l'assureur offre plutôt l'apparence de la liberté, que la liberté elle-même ; il exerce une contrainte indirecte il est vrai, mais elle n'en existe pas moins.

Ainsi le principe de l'assurance obligatoire étant reconnu, nous constatons que l'intervention de l'Etat est nécessaire et restreint en conséquence la liberté individuelle. Ce système du libre choix de l'assureur, peut séduire à première vue, mais il ne résiste pas, à notre avis, à une étude sérieuse car il présente tous les inconvénients de l'assurance d'Etat sans en avoir les avantages. Aussi dirons-nous avec M. Forrer: « assurance obligatoire et organisation par l'Etat sont deux notions indissolublement liées. Celui qui veut l'une veut également l'autre. »

CHAPITRE VI

NOTRE SYSTÈME D'ASSURANCE.

Les industriels sont réunis en mutualités sous la direction de l'Etat. — Divers modes de groupement. — Le groupement professionnel et le groupement régional. — Combinaison de ces deux modes de groupement et liberté laissée aux industriels de recourir à l'un ou à l'autre pour former des corporations. — Administration de la corporation. — Le montant de l'indemnité est fixée par un comité composé d'ouvriers et de patrons. — Pour payer l'indemnité l'Etat fait une avance aux corporations. — Comment les corporations font elles le remboursement. — Le système de répartition et le système de couverture. — De quelle façon détermine-t-on la cotisation de chaque membre de la corporation. — Pouvoir du comité directeur. — Examen des objections adressées à ce système : Concentration de forts capitaux dans les caisses de l'Etat ; Ingérence de l'Etat ; Frais d'administration excessifs ; Comparaison avec ceux des Compagnies ; Liberté individuelle sacrifiée. — Notre système et celui du libre choix de l'assureur.

L'Etat ayant à organiser l'assurance se trouve en présence de deux systèmes que nous avons déjà indiqués. Il peut créer une caisse qu'il administre lui-même ou bien réunir les industriels en mutualités. Du simple exposé que nous avons fait dans le chapitre précédent de ces deux procédés, il résulte que le second est de beaucoup supérieur ; aussi nous n'hésitons pas à l'adopter.

Le législateur devra donc réunir les patrons en associations mutuelles, mais ce groupement peut s'opérer à différents points de vue.

1^o Tenant compte du degré de danger que présentent les diverses entreprises, on réunit celles qui offrent des risques analogues.

2° On peut aussi grouper les industriels exerçant la même profession ; c'est le groupement professionnel.

3° On peut enfin former le groupement territorial, dans lequel on englobe tous les patrons d'une même région.

Le premier système ne nous arrêtera pas longtemps, il est difficilement réalisable surtout en France. Nous n'avons point, en effet, de renseignements précis sur les dangers que présentent les différentes professions, il serait donc malaisé de classer celles qui offrent des risques analogues, ce serait du pur arbitraire. D'ailleurs, c'est une remarque qui a été faite, il est bien rare qu'il y ait péril égal même dans des entreprises similaires. « Dans les mines de charbon, par exemple, écrit M. Gruner (1), il y a des écarts de 0 à 40 qui tiennent au gisement, à la friabilité et à l'altérabilité des roches, à la présence des gaz nuisibles, à la puissance des couches, à la nature du toit, à la présence des failles et de rejets, à la conduite des travaux dans les puits, et les galeries, et aux installations mécaniques. » Ce système, enfin, empêche de tenir compte des changements qui peuvent survenir et augmenter ou diminuer le danger d'une industrie. Pour toutes ces raisons, nous le repoussons.

Entre le groupement professionnel et le groupement territorial il est plus difficile de se prononcer ; tous deux ont leurs avantages et leurs inconvénients, le premier est appliqué en Allemagne, le second en Autriche. Malgré cette double expérience dans deux pays différents la question de savoir quelle est la préférable de ces deux combinaisons, reste douteuse.

On a soutenu pendant longtemps que le groupement professionnel, permettant une surveillance très sérieuse, garantissait l'application des mesures préventives et entraînait en conséquence une diminution des accidents. Les résultats acquis en Allemagne sont en contradiction absolue avec cette opinion.

1. Charges probables résultant des projets de loi d'assurance contre les accidents.

Au point de vue pratique le groupement professionnel présente un avantage incontestable, il rend plus facile la constitution des tarifs de risque pour chaque entreprise. On comprend, en effet, qu'il soit plus aisé, pour établir les coefficients de risque, de comparer des industries analogues, deux verreries par exemple, que des industries différentes, comme une verrerie et une fabrique de papier. En Autriche le groupement territorial a produit, pendant la première année du fonctionnement de l'assurance, le résultat suivant : le groupe agricole et forestier, celui des carrières, celui du travail des pierres, ont occasionné des dépenses supérieures au montant des primes versées. Cela semble indiquer une mauvaise tarification des risques. C'est seulement peu à peu qu'on pourra remédier à des défauts de ce genre.

Le grand inconvénient des mutualités par profession est d'exiger une administration fort coûteuse. Les industriels de la corporation étant répartis sur une très grande étendue, les agents nécessaires au bon fonctionnement de l'assurance doivent être forcément très nombreux. C'est ainsi qu'en Allemagne les frais d'administration sont parfois très élevés. En 1890 par accident indemnisé ils se sont montés :

à	367	marks	50	pour la corporation de l'imprimerie
	592	—	87	— du tabac
	1862	—	27	— des ramoneurs

A notre avis on ne doit avoir de préférences exclusives ni pour le groupement professionnel ni pour le groupement territorial, la meilleure solution consiste à se servir simultanément de ces deux systèmes. Lorsqu'on examine les chiffres fournis par les statistiques allemandes, on peut remarquer que les industries importantes, dangereuses et concentrées sur une partie du pays, supportent des charges relativement faibles. Ce résultat d'ailleurs est facile à comprendre. C'est ainsi que les

frais d'administration par accident indemnisé se sont élevés en 1890

à 64 marks 55 pour la corporation des mines				
87	—	40	—	du fer et de l'acier
96	—	41	—	du bois

De la comparaison de ce tableau et de celui vu plus haut il résulte que le groupement professionnel convient aux industries importantes, dangereuses et concentrées sur une partie du territoire ; que les autres s'accommoderont plutôt du groupement régional. On conçoit fort bien un système mixte qui ferait coexister ces deux modes de mutualité, rien n'empêche donc d'adopter cette solution ; c'est celle qui nous paraît la meilleure (1).

Pour former ces divers groupements, l'Etat devra-t-il user de son pouvoir absolu, et contraindre les industriels à entrer dans telle ou telle corporation ? On pourrait, il nous semble, imiter l'exemple de l'Allemagne, en partie tout au moins. Dans ce pays, on convoqua en assemblée générale, les patrons des entreprises présentant quelques analogies, on les laissa libres de se grouper comme ils l'entendraient et de fixer l'étendue et le nombre d'entreprises à comprendre dans leurs corporations. Les décisions étaient prises à la majorité des voix dans chaque assemblée. L'Etat cependant se réservait le droit d'intervenir : 1° lorsque la solvabilité de la corporation lui paraissait douteuse, par suite de l'insuffisance des industriels groupés ; 2° lorsque dans la corporation formée à la majorité des voix, se trouvait une minorité présentant les conditions voulues pour former une association particulière. Dans ces deux cas on comprend fort bien l'intervention de l'Etat pour fixer lui-même l'étendue des groupes. Il nous semble qu'on pourrait user en France du même procédé à l'égard des industriels

1. En ce sens : Gruner, et Sauvaire Jourdan. V. aussi 2^e fascicule. Office du travail.

ayant des entreprises importantes, dangereuses, voisines d'autres de même nature et aussi à l'égard de ceux qui en feraient la demande. Car si la corporation professionnelle ne peut constituer la règle générale des mutualités, c'est uniquement à cause de l'administration qui est trop onéreuse, si les patrons consentent à subir cette augmentation de charges, on n'a plus aucune objection à faire. Ajoutons qu'ils auront d'ailleurs souvent avantage à agir ainsi. On a remarqué en effet les bienfaits des associations professionnelles, il est utile pour des gens ayant des intérêts communs de se voir souvent et de se communiquer leurs renseignements personnels, il est donc tout naturel que des patrons d'entreprises analogues saisissent toute occasion qui leur est offerte de se rencontrer.

Cette façon de grouper les industriels présenterait le grand avantage de conserver et d'utiliser les associations mutuelles déjà existantes en France, dont un certain nombre fonctionnent à la satisfaction de tous les intéressés. Ainsi non-seulement on ne ferait pas disparaître les résultats excellents, dus à l'initiative privée, mais on saurait encore en profiter et les étendre (1).

On laissera donc aux industriels la plus grande liberté pour former des corporations, et l'Etat n'interviendra que pour sauvegarder leurs intérêts. Ils seront groupés par professions ou par régions suivant le procédé qui leur conviendra le mieux.

Une fois les corporations formées il leur appartiendra de dresser leurs statuts et leurs règlements sauf approbation de l'Etat, qui devra aussi, évidemment, les faire respecter. Elles s'administreront également elles-mêmes, de telle sorte que chacune aura une vie propre, un organisme original et non un système uniforme.

Tous les membres de la corporation ne sauraient prendre part à son administration et il est tout naturel qu'ils la confient

1. Nous échappons ainsi à un grand reproche que M. Cheysson adresse à l'assurance par l'Etat. V. Congrès de Berne et de Milan.

à certains d'entre eux qui formeront le comité directeur. Ce comité s'occupera de tout ce qui intéresse la corporation et à ce titre il sera appelé à fixer le montant des indemnités. A notre avis il n'a pas qualité pour remplir seul cette dernière fonction ; nous croyons qu'il serait bon de lui adjoindre un nombre d'ouvriers égal à celui des patrons qui le compose.

Il y a là une innovation qui peut paraître audacieuse, nous la jugeons cependant fort utile et voici sur quels arguments nous basons notre opinion.

En Allemagne, l'indemnité est fixée par le comité de la corporation, composé exclusivement de patrons. Ce procédé n'a pas donné de bons résultats et d'après l'avis des hommes compétents, on doit le rendre en grande partie responsable des procès encore nombreux qui s'engagent au sujet des accidents. Ainsi que le dit M. Ernest Lange (1) : « Les victimes savent que dans les tribunaux arbitraux, les ouvriers sont représentés et elles ont le désir bien naturel, de voir leurs affaires jugées par leurs pairs aussi et non pas seulement par leurs adversaires ». Et M. Lange conclut par ces mots : « Les ouvriers doivent participer à la fixation des indemnités ; voilà la réforme qu'exige avant tout l'assurance allemande ».

En outre, d'après ce que nous avons dit, le patron qui a commis une faute ayant occasionné l'accident, doit payer personnellement une partie de l'indemnité, qui, dans ce cas est plus forte. On comprend aisément que les patrons, mus par un sentiment de solidarité assez excusable, hésiteraient souvent s'ils étaient seuls juges, à déclarer un des leurs coupables ; l'ouvrier n'obtiendrait pas alors ce qu'il devrait avoir, il serait lésé. Aussi pensons-nous que, tout particulièrement dans notre système, doit être essayée l'organisation de comités composés d'ouvriers et de patrons. Des constitutions analogues existent en Angleterre et en Belgique (2), elles s'occupent de toutes les

1. *Sozialpol. Centralblatt*, 1892, p. 474.

2. V. *Les conseils permanents d'arbitrage et de conciliation*, par M. Weil.

questions intéressant l'industrie et on n'a qu'à se louer des résultats acquis. Pourquoi ne pas nous engager dans cette voie, notamment en ce qui concerne les accidents du travail? Comme le fait fort bien remarquer M. Sauvaire-Jourdan dans son intéressant étude sur l'assurance obligatoire contre les accidents en Allemagne, « c'est là un terrain sur lequel il est très facile aux ouvriers et aux patrons de s'entendre ; ce ne sont pas des questions qui puissent faire naître entre eux des débats violents et passionnés ; ce sont des questions précises très nettes, des questions de fait et où ne s'agitent que des intérêts *particuliers*. Bien autrement difficiles à résoudre amiablement sont au contraire les questions touchant le salaire, la durée du travail, etc. »

Pour toutes ces raisons, nous pensons que l'indemnité doit être fixée par un conseil comprenant un nombre égal d'ouvriers et de patrons. C'est, nous semble-t-il, le meilleur moyen d'éviter les procès.

En ce qui concerne spécialement l'administration de la corporation, il est évident que le comité composé exclusivement de patrons sera seul appelé à l'exercer. A ce point de vue ses fonctions comprennent deux parties bien distinctes ; d'une part payer à la victime ce qui lui est dû, de l'autre fixer et toucher les cotisations.

Pour effectuer le paiement de l'indemnité on pourrait utiliser le système allemand qui nous paraît très simple. La corporation envoie à chaque intéressé ce qui lui est dû par mandat, il suffit de le présenter dans un bureau de poste pour en toucher le montant. La poste est remboursée à la fin de l'année. Le projet de la Chambre des députés demande la réorganisation de la caisse d'assurance créée en 1868 ; elle ferait les avances nécessaires aux corporations et se chargerait des paiements, directement à Paris, par l'intermédiaire des receveurs et des percepteurs dans les départements. Ce système a l'avantage de donner à une catégorie de fonctionnaires un surcroît

d'occupations qu'ils pourraient facilement supporter, tandis que notre service des postes, est déjà très chargé ; mais les bureaux de poste étant plus nombreux que les recettes et perceptions présentent plus d'avantages pour les intéressés.

Les victimes étant ainsi payées nous devons nous demander comment sera effectué le remboursement par les corporations. A ce sujet deux procédés sont possibles. Nous savons que l'indemnité doit être payée sous forme de rentes, cela étant, on peut faire verser aux industriels, *seulement les sommes données chaque année en pension aux victimes, c'est le système de répartition* adopté en Allemagne, on peut aussi leur demander, non pas simplement le total des rentes mais bien *les capitaux nécessaires à la constitution de ces rentes*, c'est le système de couverture pratiqué en Autriche.

Quelle est la meilleure de ces deux organisations financières ?

Dans le système de répartition, les patrons, ont à payer les rentes fournies dans le courant de l'année et des années précédentes, de telle sorte qu'ils donneront de plus en plus à mesure que l'assurance fonctionnera. Remarquons cependant que cette augmentation ne continuera pas indéfiniment ? La vie humaine en effet ne va pas au delà de 95 ans environ, d'autre part les ouvriers ont rarement moins de 15 ans, de telle sorte qu'une pension en règle générale ne pourra être servie au delà de 80 ans. Au bout de ce temps, en supposant un nombre à peu près égal d'accidents par an, il y aura arrêt dans l'accroissement des rentes payées et la cotisation sera par conséquent à peu près constante.

On voit immédiatement le reproche qu'on peut adresser à ce système, les industriels qui seront les premiers entrés dans l'assurance, jouiront d'un avantage que rien ne justifie, ils paieront des primes insuffisantes. Ceux qui fonderont plus tard des entreprises, supporteront une part de leurs charges et paieront des cotisations exagérées. Si on pouvait affirmer

que les établissements assurés dès le début, dureront et supporteront toujours une portion des dépenses, l'inconvénient serait léger, il sera au contraire très grave, s'ils cessent d'exister. Et en fait, il en est souvent ainsi. Une pareille organisation crée donc une injustice (1).

Dans le système de couverture, les sommes versées permettent la constitution des capitaux nécessaires au service des pensions, les cotisations sont donc à peu près constantes à moins que le nombre des accidents ne varie beaucoup, ce qui est peu probable. Il est donc plus équitable. Malheureusement il a le tort de concentrer un grand nombre de capitaux entre les mains de l'État, et facilite ainsi les emprunts déguisés, grand danger au dire de certains ! En outre il y a là de fortes sommes d'argent improductives. L'avantage du système de répartition est justement de ne pas exiger cette concentration pécuniaire. Malgré cela nous préférons le système de couverture, il nous paraît plus juste, plus sûr et aussi moins onéreux. On a remarqué en effet que lorsque la cotisation sera fixe en Allemagne, c'est-à-dire en 1964, les primes annuelles probables par 1000 marks de salaire s'élèveront à 37 marks 50. Avec le système de couverture il eut été payé de tout temps, une prime de 22 marks environ. De telle sorte que finalement, les charges des patrons arriveront avec le système de répartition à être de 70 0/0 supérieures à ce qu'elles auraient été avec le système de couverture. Cela n'a rien d'étonnant car dans le premier cas on se prive du jeu de l'intérêt composé, tandis que dans le second les intérêts annuels des capitaux de couverture forment un revenu important (2).

M. Sauvaire-Jourdan (3) résume en ces termes la discussion

1. Ajoutons que cette injustice est atténuée en ses effets en Allemagne par la création d'une caisse de réserve où sont faits des versements proportionnels aux sommes données en indemnités et allant en diminuant jusqu'à la 11^{me} année époque, où cesse tout versement.

2. Fascicule 2 de l'Office du travail.

3. Ouvrage cité, p. 263.

de la question que nous venons de traiter : « En somme, si l'on se place au point de vue des payeurs de primes, des entrepreneurs, la différence pratique entre les deux systèmes est la suivante : dans l'un les capitaux représentant les indemnités payées sont laissés entre les mains des entrepreneurs ; dans l'autre, ils sont confiés à la corporation. Cette façon de résumer la chose a l'avantage de faire ressortir cette idée, qu'il importe de bien mettre en évidence, à savoir, que dans les deux systèmes les charges des entrepreneurs sont en définitive *absolument les mêmes*. Ils paient tout autant, supportent exactement la même charge avec l'un comme avec l'autre système ; mais dans un cas ils gardent le capital pour en payer les intérêts dans l'autre ils abandonnent ce capital. »

M. Sauvaire-Jourdan nous paraît avoir examiné la question à un point de vue purement théorique, il a supposé que les mêmes industriels feraient de tout temps partie de la corporation. En fait il n'en est pas ainsi. Certaines entreprises cesseront d'exister et leurs patrons, en se retirant, emporteront ce capital dont les intérêts devaient servir à payer les primes, laissant aux nouveaux venus le soin de le reconstituer à leurs frais. Celui qui dans 80 ans fondera par exemple, un établissement en Allemagne aura à payer 37 m. 50 en moyenne par 1000 marks de salaire, avec le système de couverture il aurait seulement donné 27 mark. Personnellement il ne trouvera pas que ces charges sont absolument les mêmes.

Ainsi nous estimons que le système de couverture est de beaucoup supérieur et nous proposons de faire payer tous les ans aux corporations les sommes nécessaires à la constitution des primes versées. Le comité devra en répartir le total en y ajoutant les frais d'administration, entre les divers membres. Pour faire cette répartition on devrait tenir compte de l'âge, du nombre, du salaire des ouvriers dans chaque entreprise et des dangers spéciaux qu'elle présente. Ces éléments seuls influant sur le taux et sur la fréquence de l'indemnité. En fait le calcul sera moins compliqué. Remarquons tout d'a-

bord qu'il est inutile de prendre l'âge en considération, les patrons employent tous des ouvriers de tout âge, en proportions à peu près égales, il s'établit une balance. En second lieu le nombre et le salaire des ouvriers se confondent au point de vue de leur effet sur le taux de l'indemnité, qu'un patron ait 30 ouvriers à 2000 fr. ou 60 à 1000 fr. les risques d'assurances sont les mêmes, dans un cas les chances d'accident sont réduites de moitié, mais l'indemnité sera double, dans l'autre l'indemnité sera réduite de moitié mais les chances d'accident seront doubles. Comme la simplification dans un pareil calcul s'impose, il suffit de prendre le salaire total payé dans chaque établissement (1). Ainsi pour faire une juste répartition des charges de la corporation entre les industriels, il faut se baser sur le salaire total payé par chacun et sur les risques spéciaux que présentent son entreprise. Pour obtenir le salaire total il suffira d'obliger chaque patron à fournir au comité de la corporation un état détaillant le nombre de ses ouvriers et leur salaire. Cela se fait en Allemagne et une amende punit toute fausse déclaration (2).

Pour apprécier les dangers d'une entreprise, on établit un tarif de risque. Les entreprises sont divisées en plusieurs classes et chaque classe a un coefficient de risques. La confection de ce tarif est confiée en Allemagne aux corporations elles-mêmes, sauf approbation de l'office d'assurances ; le pro-

1. Nous avons dit qu'un apprenti blessé devrait avoir droit à l'indemnité qu'aurait un adulte de sa catégorie. Quand on fixera les cotisations il faudra tenir compte de cette particularité et ajouter au salaire total autant de fois le salaire moyen d'un ouvrier adulte qu'un établissement emploie d'apprentis. De même si certains ouvriers touchant des salaires particulièrement élevés, ne bénéficient de l'assurance que jusqu'à concurrence d'une certaine somme, c'est cette somme qui devra figurer dans le salaire total.

2. Le projet adopté par la Chambre des députés pour assurer le contrôle de ces renseignements, ordonne au directeur des contributions directes d'envoyer chaque année aux corporations, une copie de la matrice des patentes les intéressant.

jet français laisse ce soin au Conseil supérieur du travail. Le système allemand nous paraît plus avantageux. Quoiqu'il en soit, il importe en pareille matière de se baser sur la statistique, les renseignements recueillis en Allemagne et en Autriche, présenteront surtout une grande utilité. On doit aussi prévoir la révision des tarifs assez fréquemment (tous les cinq ans d'après la loi allemande) ; cela permet de réparer les erreurs qui peuvent être commises et c'est aussi pour les patrons, un stimulant à la prévoyance. Chacun ayant intérêt à avoir un coefficient de risque moins élevé, prendra autant qu'il le pourra des mesures préventives pour éviter les accidents, et pour passer ainsi dans une classe inférieure, au moment de la révision du tarif.

Le comité directeur possédera ainsi tous les éléments qui lui sont nécessaires, pour faire une juste répartition, entre les divers membres de la corporation. Connaissant la somme totale à payer, il lui suffira d'établir une contribution proportionnelle au produit du coefficient des risques par le montant du salaire des ouvriers (1). La cotisation étant ainsi fixée chaque

1. Pour faire comprendre l'opération à effectuer, nous ne saurions mieux faire que de citer un exemple du calcul de répartition des charges annuelles, dans une corporation industrielle en Allemagne. Nous empruntons cet exemple un travail de M. Gruner : *Charges probables résultant des projets de loi de l'Assurance contre les accidents*, p. 33.

Classes de risques.	Coefficients de risques.	Salaires payés aux ouvriers classés d'après les classes de risques.		Unités de répartition	
		Marks.		Marks.	
A	20	1.188.927,43	×	20	23.778.549
B	30	14.175.607,50	×	30	425.268.225
C	40	6.984,72	×	40	279.389
C'	55	819.643,20	×	55	45.080.486
D	60	731.252,67	×	60	43.875.160
D'	70	8.251.607,96	×	70	577.612.557
E	75	10.940.178,48	×	75	820.513.386
F	90	13.275,80	×	90	1.194.822
G	100	85.895,56	×	100	8.589.556
H	130	647.375,34	×	130	84.168.894
		<u>36.860.750,66</u>			<u>2.030.350.924</u>

industriel en devra le montant à la corporation. Il peut arriver que l'un d'eux soit insolvable. Dans ce cas on pourrait tout d'abord établir un privilège en faveur de la corporation. Il serait peut-être bon de créer également une caisse de réserve en vue de cette éventualité. De toute façon les industriels seraient solidairement responsables de l'avance que l'Etat leur aurait faite. Ajoutons aussi que si un patron a été reconnu coupable de

La somme totale des salaires payés dans l'année a été de 36.860.750 marks 66.

La somme totale des charges à répartir entre les membres de la corporation est de 132.784 m. 70.

Si donc on divise cette somme de 132.784 m. 70 par le total des unités 2.030.350.024, on obtient un coefficient de 0,0654 par 1000 unités.

La répartition de la somme à payer dans chaque classe de risques est donc obtenue comme suit :

Classes de risques.	Coefficients de risques.	Unités de répartition.	Part à payer.
		Marks.	Marks.
A	20	23.778.549	× 0.0654 : 1000 = 1.555,10
B	30	425.268.225	× 0.0654 : 1000 = 27.812,50
C	40	279.389	× 0.0654 : 1000 = 18,25
C'	55	45.080.486	× 0.0654 : 1000 = 2.948,20
D	60	43.875.160	× 0.0654 : 1000 = 2.869,40
D'	70	577.612.557	× 0.0654 : 1000 = 37.775,85
E	75	820.513.386	× 0.0654 : 1000 = 53.661,55
F	90	1.194.822	× 0.0654 : 1000 = 78,15
G	100	8.589.556	× 0.0654 : 1000 = 561,75
H	130	84.158.794	× 0.0654 : 1000 = 5.503,95
		<u>2.030.350.024</u>	<u>132.784,70</u>

Pour une usine déterminée, comprenant trois ateliers qui ont chacun reçu un coefficient spécial; par exemple :

Coefficients.	Salaire payé dans chaque atelier.	Unités.
	Marks.	
30	250.000	7.500.000
70	400.000	28.000.000
100	50.000	5.000.000

le nombre total des unités est donc... 40.500.000

ce qui, multiplié par le coefficient 0.0654 et divisé par 1.000 donne la part à payer pour l'année, soit 2.648 m. 70.

faute lourde, on devra augmenter sa cotisation de la somme qui a été donnée en supplément à la victime.

Nous avons ainsi examiné la formation des corporations et leur administration. Pour faciliter au comité directeur l'accomplissement de ses fonctions on propose de lui donner certains pouvoirs. Par exemple celui de contrôler les déclarations des patrons concernant le nombre et le salaire des ouvriers, avec le droit d'infliger une amende en cas de fraude. Certains demandent aussi de lui confier la surveillance de l'exécution des mesures préventives, avec le même moyen de sanction. C'est là un procédé qu'on emploie en Allemagne mais il nous paraît dangereux. Il facilite la contrefaçon en permettant à des concurrents d'entrer à tout moment dans une établissement industriel, et de prendre connaissance des livres; en outre les amendes infligées par des patrons à d'autres patrons peuvent être à juste titre considérées comme des moyens de vexations. En France depuis la loi du 13 juin 1893 nous avons des fonctionnaires spéciaux chargés d'assurer l'exécution des mesures préventives, pourquoi ne leur confierait-on pas également le contrôle des déclarations des industriels? d'autant plus que leurs fonctions d'inspection n'ont plus une très grande utilité dans notre système. Nous augmentons, en effet, la cotisation du patron chaque fois qu'un accident est occasionné par sa faute, il est donc le premier intéressés à prendre toutes les mesures préventives, leur exécution se trouve ainsi mieux assurée que ne le ferait toute surveillance.

Nous avons ainsi examiné le système d'assurance qui nous paraît devoir être appliqué d'une façon générale à toutes les industries. Cependant lorsque l'Etat, les départements, les communes font fonction d'entrepreneur, il serait difficile de créer une pareille organisation. Aussi comme la solvabilité de ces personnes morales n'est pas douteuse, elles seraient leur propre assureur. Nous croyons également qu'il y aurait avantage à agir de même à l'égard des grandes compagnies de chemin de fer. On peut d'ailleurs les considérer comme

formant des entreprises distinctes dont les actionnaires sont les patrons, et on comprend fort bien que ces patrons forment une association mutuelle pour s'assurer contre les accidents du travail. Ajoutons que dans ces cas, le nombre des ouvriers employé étant considérable, on peut savoir d'une façon presque certaine le nombre des accidents qui se produiront, et par conséquent la somme qui sera nécessaire pour les indemniser. On peut donc appliquer ici l'assurance individuelle.

L'assurance mutuelle que nous proposons ne ressemble ni à l'organisation allemande ni à l'organisation autrichienne, mais elle tient à la fois de l'une et de l'autre. Nous leur avons pris ce qui nous a paru de meilleur en considérant les résultats acquis. Le plus grave reproche qu'on puisse nous faire, nous semble-t-il, serait relatif à la concentration de forts capitaux improductifs dans les caisses de l'Etat. Cet inconvénient a été déjà signalé à propos d'autres institutions, et il y a là une critique qui paraît surtout s'adresser à notre organisation financière plutôt qu'à notre système. Pour y répondre il faudrait examiner la question de savoir s'il ne conviendrait pas d'utiliser les diverses sommes placées dans les caisses de l'Etat, cela nous entraînerait trop loin. Constatons simplement que les caisses d'épargne de Marseille, de Lyon, et que différents pays comme l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, la Suède, la Suisse, les Etats-Unis, donnent à l'épargne un emploi.

Nous ne croyons pas qu'on puisse nous reprocher l'ingérence de l'Etat, elle est aussi faible que possible. Tout d'abord les syndicats mutuels existant actuellement, et dont certains ont rendu de très grands services et sont admirablement organisés, loin d'être supprimés, subsisteront et pourront même servir de modèles. Ces corporations auront une administration indépendante, personnelle, qu'elles confieront à des hommes librement choisis. Les industriels seront soumis à des contrôles moins exigeants que ceux imposés aujourd'hui par les Compagnies d'assurance et ils éprouveront moins de tracasseries

qu'ils n'en subiraient si l'assurance, tout en étant obligatoire, était libre. L'État se borne à présider à l'organisation des corporations et à assurer l'observation des prescriptions légales et statutaires. Sur ce point nous avons absolument copié l'Allemagne, où, malgré ce qui a été dit, les droits de l'autorité sont réduits au strict nécessaire (1). D'ailleurs nous avons en cesens, la déclaration d'un intéressé, de M. Schwartz, président de la corporation textile d'Alsace-Lorraine. Voici ce qu'il disait au Congrès de Berne (2). «... les industriels craignent une intervention de l'État. Pour éviter cet inconvénient je crois devoir recommander la législation allemande. Président de la corporation textile d'Alsace-Lorraine, je puis déclarer que cette ingérence gênante n'existe pas chez nous. Dans les limites de la loi nous nous sentons parfaitement indépendants. Tous les représentants des corporations allemandes, auxquels j'ai eu l'occasion de parler m'ont exprimé la même opinion ».

On nous a fait encore une autre objection, on a paru croire que les frais d'administration des corporations, seraient très-élevés. Et on a dit que les dépenses faites par les compagnies d'assurances, y compris le dividende servi aux actionnaires, atteindraient une somme moindre et que ce système serait par conséquent plus économique pour les patrons.

Qu'il nous soit permis, de faire à cette objection une réponse qui constitue le meilleur argument en faveur des assurances mutuelles organisées par l'État. Il nous suffira pour cela de comparer les résultats acquis en Allemagne et en Autriche et ceux obtenus par les diverses compagnies d'assurance fonctionnant en France. Le *Journal des Assurances* de 1892 a publié les opérations concernant les accidents, faites par les diverses compagnies en 1891 (3), nous lui empruntons son tableau, ce qui facilitera les observations que nous avons à faire.

1. V. une excellente démonstration en ce sens, de M. Sauvaire-Jourdan, ouvrage cité, p. 181 et suiv.

2. Comp., de Berne, p. 708.

3. V. p. 246.

COMPAGNIES.	Primes nettes encaissées en 1891.	Sinistres		Commissions		Frais généraux		Bénéfice ou perte sur les assurances p. o/o.	Capital social	Sommes distribuées aux actionnaires
		Sommes distribuées (frais compris).	p. o/o	Sommes.	p. o/o.	Sommes.	p. o/o.			
Préservatrice. . . .	1.081.127	894.439	78,50	214.759	19,86	406.272	9,83	—	5.000.000	100.000
Soleil-Sécurité. . . .	2.057.346	1.924.277	65,07	535.277	18,10	269.759	9,15	+	40.000.000	270.000
Compagnie gen ^{le}	285.729	451.303	52,96	54.304	18,98	89.588	31,11	—	3.000.000	»
Secours.	1.885.366	1.458.345	61,44	290.367	15,40	249.735	11,25	+	10.000.000	»
Urbaine-Seine. . . .	3.384.395	1.600.497	47,88	678.008	20,03	664.549	19,67	+	12.000.000	360.000
Patrimoine.	943.395	579.299	61,40	171.836	18,22	138.203	14,65	+	5.000.000	»
Caisse des familles	498.665	272.922	54,77	67.442	13,48	87.961	17,64	+	3.000.000	»
Abeille.	1.496.844	687.098	58,35	215.538	18,00	222.867	18,62	+	4.000.000	56.000
Providence.	2.740.441	1.890.520	68,94	537.491	19,25	430.865	15,72	—	5.000.000	»
Prévoyance.	995.407	443.348	44,55	250.431	24,16	149.167	15,00	+	2.000.000	50.000
Union industrielle du nord.	230.741	142.628	62,00	32.661	14,13	35.121	15,20	+	400.000	10.000
Totaux.	16.499.126	9.744.346	Moyenne. 60,15	3.017.811	Moyenne. 18,62	2.444.087	15,08	+	59.400.000	846.000

Disons tout d'abord que nous n'aurons qu'un chiffre approximatif représentant les frais de gestion des compagnies d'assurance, car d'autres dépenses de nature très diverses et qu'il est bien difficile d'évaluer sont confondues avec les sommes distribuées aux victimes. Il eût été tout naturel de faire une distinction, comme le font les statistiques allemandes et autrichiennes. Cependant même en prenant ce tableau tel qu'il est, et en comparant les frais de gestion des compagnies à ceux des corporations allemandes et autrichiennes, l'avantage reste à ces dernières.

Pendant l'année 1891, les sommes dépensées en commission et frais généraux par les compagnies forment en effet en moyenne 33,70 0/0 des dépenses générales. La Compagnie qui a eu les frais de gestion les plus restreints, le *Secours*, atteint la proportion de 26,65 0/0. La *Société générale*, celle de 50,09 0/0, c'est le chiffre le plus élevé. Pendant la même année 1891, les corporations allemandes payaient pour les frais d'enquêtes, de prévention, de justice arbitrale, d'administration, une somme formant 14,3 0/0 des dépenses générales; les corporations autrichiennes pour solder ces mêmes frais employèrent 8,6 0/0 des dépenses générales. Le reste a été donné aux victimes; en Allemagne une partie sert à constituer la caisse de réserve. Mais nous savons qu'elle a été créée pour remédier aux défauts du système de répartition, et qu'il y a là en somme un capital dont les revenus doivent servir à secourir les victimes. De telle sorte qu'en Allemagne 85,7 0/0 des dépenses ont été donnés aux ouvriers blessés, et 14,30 0/0 ont servi aux frais de gestion; en Autriche les victimes ont touché 91,4 0/0 des dépenses, et 8,6 0/0 ont été employés pour faire fonctionner les corporations; — Pendant cette même année 1891, les compagnies ont donné pour réparer les sinistres une moyenne de 60,15 0/0 des primes ancaissées (1), le reste a servi à payer les dividendes distribués aux

1. La *Préservatrice* a donnée la proportion la plus élevée : 78,54 0/0
a *Prévoyance* la plus faible : 44,55 0/0.

actionnaires, les frais de commissions, les frais généraux. Et remarquons de nouveau que ce chiffre proportionnel de 60,15 0/0, ne représente pas la somme payée aux victimes, une partie est employée en frais divers. nécessités par les paiements à effectuer.

La simple comparaison de ces chiffres constitue le meilleur argument en faveur des assurances mutuelles dirigées par l'Etat. Leur administration est la plus économique, et par conséquent la plus conforme aux intérêts des patrons et des ouvriers. Peut-on équitablement reprocher au législateur d'user de son pouvoir, pour soumettre les industriels à un régime avantageux et pour les éloigner d'un système d'autant plus dangereux que le danger est soigneusement dissimulé? Nous ne le pensons pas. A notre avis, du moment que le législateur a soumis les patrons à une obligation, il est de son devoir de rendre possible et même facile, l'accomplissement de l'obligation.

Examinons enfin le dernier reproche adressé à l'assurance obligatoire telle que nous la concevons. On a dit qu'on ne pouvait l'admettre dans un pays comme la France où le principe de la liberté individuelle proclamé par la Révolution, constituait la base même de toutes les institutions politiques. La même objection fut présentée au projet suisse, voici la réponse faite par M. Forrer en 1889. « On nous reproche à nous autres républicains qui demandons l'organisation par l'Etat de l'assurance contre les accidents, de suivre une voie dans laquelle deux grandes monarchies sont seules entrées jusqu'à cette heure, mais qu'importe; il est possible que la nouvelle institution ait pour but de fortifier la monarchie en Allemagne et en Autriche; quoiqu'il en soit, elle est en harmonie plutôt avec la forme républicaine qu'avec la forme monarchique du gouvernement. On nous objecte que la République française repousse le nouveau système, ce qui nous paraît être malheureusement vrai. Mais que l'on ne s'imagine point qu'il en est ainsi parce que la France entend rester par

là fidèle au principe de la liberté individuelle proclamé par la Révolution ! N'est-ce pas la convention nationale qui a la première admis l'idée d'une assurance des ouvriers par l'État ? le véritable motif de l'attitude de la France dans cette opération est à chercher dans l'énorme influence que la puissance du capital, en particulier les sociétés anonymes et parmi celles-ci, notamment les grandes sociétés d'assurances, exercent en France sur la marche des affaires publiques. Tous les partis politiques sont plus ou moins tributaires de cette influence, qui constitue précisément aussi, dans ce pays-là, le plus grand danger pour l'existence d'une forme constitutionnelle que nous appuyons de nos convictions les plus intimes et dont nous souhaitons cordialement le maintien perpétuel chez nos voisins de l'ouest.

« Ceci n'est pas une opinion que nous avons retirée de nos lectures ; nous avons vu de très près comment fonctionnent les sociétés françaises d'assurance et nous parlons par expérience ».

Personnellement nous pensons que le projet de l'assurance obligatoire ne peut être que bien accueilli en France et nous n'en voulons pour preuve que ce qui s'est passé en Suisse. Dans ce pays également, les citoyens sont épris de liberté individuelle ; et elle est poussée jusqu'à ses extrêmes limites, nous savons cependant que par 283,228 voix contre 92,200 le principe de l'assurance obligatoire a été accepté. Pourquoi l'accueil serait-il différent en France. D'autant plus que depuis quelque temps déjà, notre législation a une tendance à restreindre les droits de la liberté individuelle et en agissant ainsi, elle ne fait qu'obéir à un sentiment de l'opinion publique. On peut regretter un pareil changement mais on est bien obligé de le constater. On n'a pas à craindre, en conséquence, que l'assurance obligatoire contre les accidents du travail, soit mal accueillie par les intéressés et c'est là le seul point que nous tenions à prouver.

La Commission sénatoriale a préféré cependant au système

que nous proposons, celui du libre choix de l'assureur que nous avons examiné dans le chapitre précédent. C'est sur ce point que l'accord a été impossible entre les députés et les sénateurs, nommés par les assemblées auxquelles ils appartiennent, pour rédiger un texte unique de projet de loi. Les députés demandaient que l'Etat intervint pour organiser l'assurance, ils réclamaient un système analogue à celui dont nous sommes partisans ; mais, les sénateurs, tout en reconnaissant la nécessité de l'assurance, ont persisté dans cette idée, qu'on devait proclamer la liberté, pour tout patron, de choisir son assureur et s'abstenir de toute contrainte à son égard. Nous avons déjà dit ce que nous pensions de la valeur de cet argument. Nous savons que dans le système du libre choix de l'assureur, le patron se trouve souvent forcé de s'adresser aux Compagnies privées. Il n'y a pas à proprement parler de liberté pour lui ; elle est purement illusoire ; malgré tout, du moment que l'assurance est obligatoire, une contrainte est exercée à l'égard du patron. Et ici, cette contrainte est d'autant plus dangereuse, qu'elle favorise un mode d'assurance d'une sécurité très relative et surtout très onéreuse pour les chefs d'entreprise. Ceux qui demandent de laisser choisir l'assureur, semblent parler en faveur des patrons ; nous sommes persuadés que leur intérêt bien compris exige l'organisation de corporations analogues à celles d'Allemagne et d'Autriche. Qu'on consulte les industriels de ces pays, tous se trouvent satisfaits ! Sachons donc profiter de l'expérience des autres, « c'est celle qui coûte le moins, lorsqu'on sait en profiter, » comme le dit fort bien M. Numa Droz. Nous espérons que le Sénat ne partagera pas l'opinion de sa commission et refusera d'adopter un système qui, sous prétexte de liberté, sacrifierait, au grand avantage des compagnies, les patrons auxquels on imposerait des charges excessives et les victimes d'accident, qui n'auraient plus la certitude absolue de recevoir leur indemnité. Agir autrement serait vouloir justifier les conclusions de M. Forrer que nous venons de citer !

Nous avons ainsi exposé notre système d'assurance et réfuté les principales objections qui pouvaient lui être adressées. Notre tâche n'est pas cependant terminée. Après avoir indiqué l'organisation de l'assurance, il faut en garantir le bon fonctionnement, nous devons par conséquent dire quelques mots de la juridiction, qui sera chargée de veiller à l'exécution des règles relatives à l'assurance.

CHAPITRE III.

JURIDICTION SPÉCIALE EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Nécessité d'une juridiction spéciale. — Son organisation; objections. — Y aura-t-il lieu à appel ? — Office impérial allemand, — Le travail supérieur des accidents du travail d'après le projet de la Chambre. — Inconvénients du système français. — Avantages du système allemand. — Conclusion.

Il pourra surgir, concernant l'application de l'assurance, certaines difficultés : on ne peut espérer, en effet, prévenir toutes les contestations d'une façon absolue, malgré les mesures prises pour les éviter.

Qui sera juge de ces procès relatifs aux accidents du travail ? telle est la question que nous devons maintenant examiner. Certains partisans de l'unité judiciaire demandent qu'ils soient soumis à la compétence des tribunaux ordinaires. Si cette opinion était adoptée on compromettrait, à notre avis, tous les bons effets de l'assurance obligatoire. Notre juridiction de droit commun présente en effet deux grands inconvénients que nous avons eu l'occasion de signaler plusieurs fois déjà, aussi nous bornerons-nous à les rappeler, elle est trop coûteuse et surtout trop lente. Tout litige survenant à la suite d'un accident, demande pour être tranché une durée de dix-huit mois en moyenne en 1^{re} instance et de deux ans en cas d'appel. C'est justement cette attente prolongée de l'indemnité qui soulève les protestations de tous les intéressés ; c'est là un des plus graves reproches qui aient été faits soit à no-

tre législation actuelle soit à tous les autres systèmes proposés. Le seul moyen de l'éviter est ou de réformer notre organisation judiciaire ou de créer une juridiction spéciale, sur le modèle de certaines existant déjà en France, où une procédure très simple assure la marche rapide et peu coûteuse des affaires. Réformer notre organisation judiciaire, on en a depuis longtemps l'intention, mais il est à craindre que ce projet ne soit encore exécuté durant de longues années.

On pourrait, à notre avis, instituer par corporation un ou plusieurs tribunaux, suivant le besoin, chargés de résoudre les difficultés relatives aux accidents du travail. Ces tribunaux comprendraient un nombre égal d'ouvriers et de patrons élus ou bien choisis sur une liste dressée annuellement suivant le procédé adopté pour former le jury criminel, ainsi que le décide le projet de la chambre. L'essentiel est que les uns et les autres soient représentés en égal nombre et pour éviter toute rivalité fâcheuse comme cela s'est produit chez les prud'hommes, la présidence serait confiée à un magistrat préside ou juge du tribunal civil d'arrondissement. Telle est l'organisation qui nous paraît préférable et que nous indiquons d'une façon sommaire, ne pouvant nous occuper ici que des principes, des règles générales et non des détails.

On ne saurait, il nous semble, opposer à un pareil système des objections pratiques de grande valeur. Que demandent les intéressés ? une justice prompte, économique et éclairée. Personne ne doute qu'une pareille juridiction ne soit ni plus rapide, ni moins coûteuse que celle existant actuellement et à ce dernier point de vue il nous paraît désirable qu'elle ne soit pas gratuite, sans cependant nécessiter de grands frais. De cette façon, le zèle des plaideurs se trouvera modéré par la perspective de pouvoir être condamné aux dépens en cas d'échec et ils n'engageront pas de procès à la légère comme ceux qui ne risquent rien en ont actuellement la tendance.

Ces tribunaux manqueront-ils de compétence, certains ont paru le croire. Personnellement nous pensons qu'elle sera

tout au moins égale si ce n'est supérieur à celle des juges actuels. Les accidents, en effet, soulèvent de pures questions de fait, qui seront plus facilement comprises et appréciées par des professionnels que par des juristes. Cela est si vrai, que les procès de ce genre nécessitent le plus souvent la nomination d'experts, les juges ne sauraient mieux avouer leur incompétence.

L'Allemagne, l'Autriche ont créé une juridiction spéciale pour trancher les questions relatives aux accidents du travail et la plupart des projets de loi (1) la prévoient comme un complément indispensable de l'assurance. Partout l'organisation proposée présente une grande analogie avec celle que nous avons décrite.

La nécessité d'une juridiction spéciale, en pareille matière, est donc à peu près partout reconnue, on discute surtout pour savoir si elle sera à un seul ou à deux degrés. Si ces tribunaux spéciaux jugent toutes les affaires en dernier ressort, la solution en sera évidemment beaucoup plus rapide, ce qui constitue un grand avantage, mais d'autre part on fait remarquer que l'appel est la garantie de toute bonne justice et à ce titre est indispensable. Le projet adopté par la Chambre des députés n'admet que le recours en cassation et seulement, pour excès de pouvoir ou violation de la loi. On pourrait, il nous semble, agir ici comme pour les autres juridictions et déclarer que suivant leur importance, les affaires seront ou ne seront pas susceptibles d'appel. C'est l'opinion qui a prévalu en Allemagne. Ainsi le jugement de première instance est définitif dans les cas suivants :

1. Signalons les projets français, suédois, norvégien, danois, espagnol, suisse. Signalons aussi le projet de la commission sénatoriale, qui n'admet pas une juridiction spéciale, mais un conseil spécial de conciliation composé de patrons et d'ouvriers. L'idée nous paraît excellente, mais insuffisante ; on aurait dû faire application du principe jusqu'au bout.

Lorsqu'il s'agit des frais de guérison.

Lorsqu'il s'agit d'une indemnité pour un cas d'invalidité passagère.

Lorsqu'il s'agit des frais mortuaires.

Dans tous les autres cas l'appel est permis. En Allemagne, cet appel a lieu devant l'office impérial qui comprend 33 membres permanents nommés par l'empereur, et huit non permanents élus pour 4 ans, 4 choisis par le Bundesrath (1) dans son sein, deux par les patrons, deux par les ouvriers; on nomme en outre deux suppléants pour chacun de ces huit derniers membres.

L'appel étant admis, pourrait-on créer en France une organisation de ce genre. Tout d'abord on ne saurait admettre que le recours fût introduit devant la juridiction de droit commun, comme cela a lieu pour nos tribunaux de commerce. Il y a là une anomalie. Du moment qu'on a jugé utile la création de tribunaux spéciaux en première instance, les mêmes raisons doivent prévaloir en cas d'appel. Cela étant, le système allemand, à ce point de vue encore, nous paraît excellent, et la Chambre des députés nous paraît en avoir facilité l'adoption. Elle a créé en effet (Voir les articles 43 à 45 de son projet), un conseil supérieur des accidents du travail comprenant sous la présidence du ministre du commerce et de l'industrie, deux sénateurs, deux députés, deux membres du conseil d'Etat, le directeur général de la caisse des dépôts et consignations, et « dix personnes prises tant parmi les membres de l'Institut des actuaires que parmi celles notoirement connues pour leur compétence ou matière d'accidents du travail ». Tous ces membres sont nommés par le ministre qui choisit parmi eux un vice-président et un secrétaire.

D'après les pouvoirs qui lui ont été confiés, par la Chambre, ce conseil aurait des fonctions purement administratives. Nous savons déjà qu'il doit dresser une liste générale de toutes

1. Assemblée qui a quelque analogie avec notre conseil d'Etat.

les industries et professions soumises à l'assurance, et établir les coefficients de risques. Il doit être aussi consulté pour tous les règlements d'administration publique, décrets et arrêtés ministériels concernant l'application de l'assurance obligatoire. On le voit, l'office impérial d'assurance en Allemagne et le Conseil supérieur des accidents du travail présentent quelques analogies, dans leur composition. Mais il y a une grande différence au point de vue de leurs attributions. L'office impérial est à la fois un organe administratif et un organe judiciaire. Nos législateurs, plus respectueux du principe de la séparation des pouvoirs, ont donné au Conseil supérieur des accidents du travail des fonctions purement administratives. Plutôt que de déroger à cette règle ils ont confié au ministre du commerce le soin de juger, en cas de doute, si une entreprise devait ou non être classée parmi les industries dangereuses.

Les Allemands n'ont pas à se plaindre de cette confusion des pouvoirs d'après M. Bodiker, président de l'Office impérial d'assurance. Voici ce qu'il dit à ce sujet : « pour de nombreuses questions d'administration la solution est apportée « par la considération de savoir quel serait le principe à ad- « mettre là-dessus, en matière de juridiction, et inversement, « la juridiction puise son aliment dans la connaissance des « personnes et des rapports qu'apporte la pratique de l'admi- « nistration ». Ainsi le système allemand, malgré la brèche faite au principe de la séparation des pouvoirs, produit de bons résultats. La solution adoptée en France par la Chambre nous paraît mener à un mécanisme plus compliqué et offrant moins de garanties. Tout d'abord il n'y a pas d'appel, ensuite les plaideurs auront à choisir entre deux juridictions, justices de paix ou tribunaux arbitraux composé de patrons et d'ouvriers, suivant l'importance du litige, enfin pour le cas tout spécial que nous venons de signaler, lorsqu'il y aura doute sur le point de savoir si une industrie doit être considérée comme dangereuse, le ministre du commerce sera seul compétent. L'ou-

vrier français sera sans doute plus embarrassé pour réclamer son indemnité que ne l'est son camarade allemand. Aussi préférons-nous la solution adoptée en Allemagne malgré la confusion des pouvoirs administratifs et judiciaires qu'il y a d'ailleurs intérêt à ne pas éviter dans la crainte de décisions divergentes, comme le fait remarquer M. Sauvaire-Jourdan. « Pre-
« nons, par exemple, dit-il, la question de savoir si telle per-
« sonne est soumise à l'assurance, elle peut se poser soit au
« point de vue administratif pour la répartition des charges
« entre les entrepreneurs, soit au point de vue judiciaire pour
« les indemnités. Il serait déplorable que cette question fût
« tranchée dans un sens à un point de vue, dans un autre sens
« à l'autre point de vue ».

Nous avons ainsi terminé ce que nous avons à dire sur l'organisation de la juridiction spéciale relative aux accidents du travail. Elle nous paraît indispensable et un projet de loi sur l'assurance qui ne contiendrait pas de dispositions à cet égard, constituerait à notre avis une réforme incomplète. On peut, en ce qui concerne ces tribunaux, avoir sur leur composition ou même sur l'opportunité de l'appel, des opinions différentes. Mais le principe de l'assurance obligatoire étant reconnu il nous semble impossible que les juges du droit commun puissent *actuellement* en rendre l'exécution efficace. La procédure adoptée est à la fois trop longue et trop coûteuse. Il est vrai qu'on pourrait la modifier et faire disparaître ces défauts, malheureusement il est à craindre que cette réforme se fasse encore attendre longtemps.

CONCLUSION.

En terminant cette étude nous pourrions nous approprier les paroles que M. de Hertling, rapporteur de la loi allemande, prononçait au nom de la commission. « Il ne faut pas croire, disait-il, que nous ayons lié cette réforme à une conception particulière de l'État et de ses devoirs ; nous avons prétendu simplement apporter de la *question concrète* qui nous occupe la solution qui se présente comme la meilleure au point de vue de la justice et de l'intérêt social ».

De même, sans aucun parti pris, nous avons examiné les difficultés soulevées par les accidents du travail et nous sommes arrivés à avoir cette conviction que la meilleure façon de les résoudre était de contraindre les patrons à se réunir en mutualités pour couvrir leurs risques réciproques. Nous n'avons pas commencé cette étude avec l'idée préconçue de confier à l'État l'organisation de l'assurance, mais cette conclusion qui est, à notre avis, la seule conséquence logique à laquelle conduit un examen sérieux de la question des accidents du travail, nous paraît fort légitime. Nous n'avons pas la prétention de trancher ici la délicate question de la limite des droits de l'État, mais, nous reportant à une curieuse et intéressante discussion qui eut lieu sur ce sujet à l'Académie des Sciences morales et politiques (1) et au cours de laquelle les opinions les plus opposées furent émises, nous nous permettons de citer les paroles prononcées à cette occasion, par M. Paul Janet. Elles nous paraissent donner l'idée la plus exacte des droits de l'État.

1. V. *Académie des Sciences morales et politiques*, 1886, 1^{er} semestre, p. 513.

« Il me semble, disait M. Paul Janet, qu'il y a une tendance des économistes à voir des socialistes partout ; seulement, ils ne nous disent pas ce que c'est que le socialisme, et il semble bien qu'ils appellent de ce nom toute intervention de l'Etat. C'est ce que M. Léon Say appelle spirituellement l'interventionnisme. Cela est bien vague car beaucoup de gens qui ne sont pas le moins du monde disposés à admettre le socialisme dans le sens vulgaire, c'est-à-dire comme une attaque subversive et violente à la propriété, seront plus embarrassés lorsqu'il y aura à décider d'une mesure absolue contre l'interventionnisme en général... Dans tous les temps les plus grands peuples comme les Romains, les Français, ont pratiqués l'interventionnisme, l'Etat a été chez eux et presque partout le principal organe de la civilisation... Si l'interventionnisme est socialisme, tout est socialisme. Les caisses d'épargne c'est du socialisme ; les enfants trouvés c'est du socialisme ; l'entretien des routes par l'Etat, les musées, les postes et télégraphes, tout cela c'est du socialisme... M. Leroy-Beaulieu a dit qu'il approuvait les lois sur le travail des enfants, sur le travail des femmes. Mais n'est-ce pas encore là de l'interventionnisme et par conséquent du socialisme ? Je comprends très bien qu'on ait dit : dans tel cas l'intervention est mauvaise dans tel autre elle est bonne... J'accorde qu'il faut distinguer la société de l'Etat ; mais l'Etat n'est que la société organisée... Tout le monde reconnaît la puissance de l'association... pourquoi la seule association impuissante serait-elle celle de la société tout entière ? » Nous retranchant derrière l'autorité de M. Paul Janet, nous dirons que toute intervention de l'Etat ne doit pas être repoussée sous prétexte de socialisme. L'intervention de l'Etat est-elle légitime, telle est la seule question qui nous paraisse devoir être posée. Dans le cas particulier qui nous occupe, la réponse ne saurait être douteuse.

Nous avons fait déjà connaître la misérable situation dans laquelle se trouvent les ouvriers blessés dans le cours du travail. La plupart d'entre eux n'ont aucune faute à se reprocher ;

ils sont simplement victimes de la fatalité, cependant on les abandonne sans la moindre ressource ; ceux qui ne meurent pas de misère sont à la charge de l'Assistance publique. Un pareil état de choses n'est-il pas souverainement injuste ? N'est-il pas triste de le constater en France, dans une république démocratique, alors qu'en Allemagne, en Autriche, en Suède, pays monarchiques, on assure à tout ouvrier, qu'un accident rend incapable de travailler, un secours suffisant pour le mettre à l'abri du besoin le reste de sa vie. Une pareille comparaison n'est pas à notre avantage. Personnellement nous pensons qu'il est non seulement humain mais encore juste, équitable, de secourir la victime d'un accident et de ne pas l'obliger à demander une aumône humiliante ; nous trouvons tout naturel que les charges de l'accident n'incombent plus à l'Assistance publique, c'est à dire aux contribuables, mais quelles soient supportées par les consommateurs comme tous les autres frais de production (1). Du moment que l'initiative privée n'aboutit qu'à des résultats insuffisants, du moment que la situation actuelle nécessite une modification, l'État doit intervenir et imposer sa volonté. C'est non-seulement son droit mais encore son devoir. Pourquoi d'ailleurs n'interviendrait-il pas ? Il ne s'agit pas en effet d'intérêts privés concernant un patron et son ouvrier. Comme le faisait fort bien remarquer M. Félix Faure dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi, c'est une question d'intérêt général qui se pose. « L'Etat, disait M. Félix Faure, peut-il sans s'en préoccuper, admettre que l'ouvrier infirme, que la veuve ou les orphelins de l'ouvrier tué tombent dans la misère et restent à la charge de la commu-

1. Il est indéniable, en effet, que la plupart des victimes d'accident sont aujourd'hui à la charge de l'Assistance publique. Voici des chiffres publiés par le royaume de Saxe, en comparant le nombre de personnes secourues en 1880 à celui des personnes secourues en 1890 on constate une diminution de 43,34 0/0 pour les personnes secourues pour accidents. — Dans cet intervalle la population avait cependant augmenté de 17,12 0/0,

nauté ? Un principe moral, humanitaire, d'intérêt général, appelle au contraire la sollicitude de l'État sur ces infortunes. Son devoir impérieux est d'en atténuer les conséquences et de faire en sorte que les victimes du travail dont profite la société ne soient pas abandonnées par elle ».

Ces arguments nous paraissent suffisants pour légitimer l'intervention de l'État surtout lorsqu'elle est réduite au strict nécessaire, et c'est là le but que nous avons essayé d'atteindre. Nous avons d'ailleurs démontré dans le cours de cette étude, que cette intervention est loin d'être exorbitante, que le législateur a déjà édicté, à différentes reprises, des mesures ayant une certaine analogie avec celles que nous lui demandons de prendre aujourd'hui en faveur des victimes d'accidents.

Le système que nous proposons ressemble, en somme, dans ses grandes lignes, à l'assurance obligatoire telle qu'elle est pratiquée en Allemagne et en Autriche. On l'a beaucoup critiquée, actuellement encore, après dix années d'expérience qui ont donné les meilleurs résultats, ses adversaires n'ont pas désarmé, mais rien ne prouve mieux la faiblesse de leurs attaques que la nouvelle tactique qu'ils ont adoptée.

Autrefois ceux qui combattaient l'assurance obligatoire prenaient la défense des patrons qu'ils considéraient comme sacrifiés, vous leur imposez, disaient-ils, des impôts nouveaux, excessifs et sous leur poids l'industrie va périr. En vain leur faisait-on remarquer que les charges créées se substituaient à d'autres tout aussi lourdes qui n'avaient pas les mêmes avantages ; ils ne voulaient pas admettre que les industriels payaient déjà des primes, aux Compagnies privées dont ils avaient à craindre l'insolvabilité et surtout de nombreux procès. Mais aujourd'hui un pareil argument n'a plus de valeur, l'opinion des patrons est connue, nous avons cité déjà celle de M. Schwartz, recommandant la législation allemande au Congrès de Berne. Notons encore le fait suivant qui nous paraît suffisamment caractéristique. Au mois de juin 1893 eut lieu à Stuttgart, un congrès

tenu par les corporations professionnelles et à la fin de la session on envoya un télégramme au prince de Bismark « pour exprimer au créateur de la législation sociale, la reconnaissance qui ne sera jamais éteinte des corporations professionnelles (1) ». Ajoutons d'ailleurs, qu'un pareil sentiment se comprend, car la situation de l'industrie allemande est loin d'être défavorable pour la concurrence sur le marché du monde (2). Aussi les patrons allemands se trouvant satisfaits de l'assurance obligatoire, on ne pouvait décemment les déclarer malheureux malgré eux et alors ceux-là mêmes qui prétendaient autrefois qu'on sacrifiait les patrons aux ouvriers dans le système de l'assurance obligatoire, changent d'opinion avec une désinvolture complète et aujourd'hui ils se lamentent sur le sort que ce système réserve aux ouvriers (3). On nous cite l'exemple de l'Allemagne où les procès sont nombreux, et où, dit-on, les victimes ne reçoivent pas toujours une indemnité. Demandez, ajoute-t-on, au blessé qui n'a reçu aucun secours s'il se trouve satisfait de l'assurance obligatoire ? Singulier argument en vérité pour juger de la valeur d'une institution ! Désormais pour apprécier la justice française faisant application d'un pareil procédé, nous demanderons au plaideur qui a perdu son procès, ce qu'il pense de nos tribunaux, sa réponse constituera une opinion exacte ?

Un autre argument qui nous paraît avoir une valeur analogue est le suivant. L'indemnité, dit-on, accordée à la victime n'est que provisoire, car elle reste toujours révisable, et on continue à plaindre le malheureux qui verra son indemnité réduite dans le cas où sa situation s'améliorera. Nous avouons que nous n'aurions jamais cru qu'on pût tirer de ce fait une objection au système de l'assurance obligatoire. Nous

1. V. *Neues Tagblatt* et *Schwäbische Kronik* n° des 27 et 28 juin 1893.

2. V. Sauvaire-Jourdan, p. 162 et suiv :

3. Comparez Yves-Guyot, *La tyrannie socialiste*, p. 62 et son article dans *la Revue politique et parlementaire* de novembre 1894, p. 281 et s.

trouvons tout naturel que l'indemnité soit proportionnelle à la gravité de la blessure et il nous paraît très logique que la quotité du secours soit modifiée dans le cas où, contrairement à l'opinion des médecins, l'état du blessé ne reste pas stationnaire ; nous déclarons même que nous serions étonné s'il en était autrement, si la victime conservait la même indemnité, que sa situation empirât ou s'améliorât. Puisque la science médicale est dans l'impossibilité de nous renseigner sur les changements qui peuvent se produire, il nous semble que la décision de la législation allemande était la seule à prendre et loin de nous apitoyer sur le sort de l'ouvrier qui recouvre la santé après avoir été blessé et après avoir été considéré comme incapable de travailler, nous nous féliciterons d'un pareil résultat. Car nous pensons qu'il vaut mieux être bien portant et travailler qu'être malade et recevoir une indemnité.

Chose surprenante, ceux qui présentent les arguments que nous venons de combattre demandent pour notre pays le maintien du *statu quo*, l'application des articles 1382 et suivants ; ils se déclarent satisfaits de l'interprétation de la jurisprudence, ils approuvent ce système en contradiction avec le droit, avec l'équité. Ils s'étonnent de voir en Allemagne sur 100 accidents se produire 9 contestations, dont plus de la moitié sont motivées non par un refus de pension mais par une réclamation sur la quotité de l'indemnité, ils s'indignent en songeant qu'une victime peut, dans ce pays, rester sans secours aucun, et ils trouvent tout naturel qu'en France l'ouvrier soit dans l'impossibilité, 75 fois sur 100, d'obtenir la moindre indemnité. Nous avouons ne pas comprendre sur quel raisonnement nos adversaires basent leur opinion, et si nous ne connaissions leur honorabilité nous douterions de leur bonne foi. Ils nous paraissent abuser de ce que nous n'avons pas en France de statistique officielle, constatant d'une part le nombre des accidents annuels et de l'autre le nombre de ceux qui ont été indemnisés ou de ceux qui ont motivé des contestations. Nous re-

grettons cette lacune dans l'œuvre de notre Office du travail, car le simple rapprochement des chiffres suffirait pour montrer combien la situation de nos ouvriers victimes d'accidents, est inférieure à celle de leurs camarades allemands.

Les objections que nous venons de signaler pèchent par excès, elles ne prouvent rien, voulant trop prouver. Mais en même temps qu'on les produisaient d'autres plus fondées, et que nous avons d'ailleurs examinées dans le cours de ce travail, étaient présentées. Nous reconnaissons la justesse de certaines de ces critiques, mais ce que nous contestons c'est la conclusion qui en a été tirée. On a dit : le système de l'assurance obligatoire n'est pas parfait, donc il est mauvais et doit être repoussé, nous, nous disons : le système de l'assurance obligatoire tel que nous le concevons n'est pas parfait, mais il est préférable à celui existant actuellement ou à ceux qui ont été proposés, en conséquence nous l'acceptons.

C'est le seul en effet qui permette à l'ouvrier blessé en accomplissant son travail, de recevoir sûrement une indemnité ; dans tous les autres systèmes l'insolvabilité est plus ou moins à redouter. En outre ce mode d'assurance est le moins onéreux pour le patron. Ce point est difficilement contestable après les déclarations faites par les chefs d'entreprises en Allemagne et en Autriche ; on n'a aucune raison pour douter de leur sincérité. Ainsi, d'une part, les ouvriers blessés ont la certitude absolue de recevoir une indemnité et de l'autre les patrons, moyennant une minime contribution annuelle, ne courent plus le risque d'avoir à payer, en cas d'accident, des dommages-intérêts parfois fort élevés. Les uns et les autres trouvent donc leur intérêt à une pareille combinaison. Il peut y avoir, touchant son application, certaines difficultés que la pratique d'ailleurs pourra faire disparaître, mais le principe nous paraît excellent et devoir donner la meilleure solution du problème des accidents du travail.

Nous ne comprendrions pas qu'il fût réprouvé par pure doc-

trine d'école et avec M. Luzatti, député au parlement italien, nous disons que « pendant que les théoriciens et les sectaires discutent entre eux, les économistes pratiques évitent toute exclusion systématique, prennent leur bien où ils le trouvent et sont persuadés qu'il faut les secourir par tous les moyens dont on dispose. »

En terminant, qu'il nous soit permis de remercier toutes les personnes qui ont bien voulu nous communiquer leurs renseignements personnels, et notamment M. Trarieux, ministre de la justice, ancien rapporteur du projet de loi concernant la responsabilité des accidents du travail, soumis au Sénat.

BIBLIOGRAPHIE.

- BELLON. — Les Assurances ouvrières à l'étranger, tome I.
BRENTANO. — La question ouvrière.
Bulletin du Comité permanent des Accidents du travail, années 1890 à 1895.
Conclusions de la Commission du travail en Belgique.
Congrès international des accidents du travail, à Paris 1889, à Berne 1891, à Milan 1894.
De COURCY. — Le droit et les ouvriers.
DELECROIX. — Contrat du travail.
DEMANGEAT. — Revue pratique, 1884, page 558.
GLASSON. — Le Code civil et la question ouvrière.
GRUNER. — Charges probables résultant des projets de la loi sur l'assurance contre les accidents.
JAY. — La question ouvrière en Suisse.
LABBÉ. — Jurisprudence étrangère, 1885, p. 25.
LEFEBVRE. — Revue critique de législation et de jurisprudence, 1886, juillet.
Lois allemandes, autrichiennes, norwègienne.
Office du travail. Etude statistique des accidents du travail en Allemagne et en Autriche. Résultats financiers de l'assurance obligatoire en Allemagne et en Autriche. Publications mensuelles de 1894.
Projets de lois espagnol, finlandais, français, italien, suédois, suisse.
RICARD. — Rapport à la Chambre des députés sur l'assurance obligatoire, 1892.
SAINCTELETTE. — De la responsabilité et de la garantie.
SAUVAIRE-JOURDAN. — L'assurance obligatoire contre les accidents en Allemagne.
SAUZET. — Revue critique de 1883, p. 616.
YVES-GUYOT. — La tyrannie socialiste. Revue politique et parlementaire, 1894, p. 231.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	1

I^{re} PARTIE

CHAPITRE I^{er} — Les accidents du travail et la législation actuelle. — Responsabilité du patron d'après la jurisprudence: Situation de l'ouvrier et du patron, critique de ce système. — Théories de la doctrine : 1 ^o opinion de MM. Sauzet et Sainteclette ; 2 ^o opinion de M. Labbé. — Conséquences de ces théories. — Solution juridique résultant des textes. — Conclusion : Nécessité de modifier la législation.....	5
--	---

CHAPITRE II. — Projets de législation. — L'interversion de la preuve. — Exposé sommaire des divers modes de législation proposés. — Système de l'interversion de la preuve. — Son application en Allemagne et en Suisse. — Résultats. — Critique de ce système : La présomption établie est contraire aux faits ; procès nombreux ; transactions arrachées aux ouvriers ; solvabilité douteuse des patrons ; indemnités parfois exagérées ; <i>quid</i> des cas fortuits et de force majeure ? — Conclusion : L'expérience a condamné le système de l'interversion de la preuve.....	17
---	----

CHAPITRE III. — Théorie du Risque professionnel. — § 1. — <i>Exposé de la théorie du Risque professionnel.</i> — La plupart des accidents résultent d'un risque inhérent à la profession. — Comment s'effectue le travail dans l'industrie. — Démonstrations expérimentales fournies par la statistique. — Historique de cette théorie. — Réfutation des critiques qu'elle a soulevées. — § 2. — <i>Qui doit supporter les charges du Risque professionnel ?</i> — Les charges du Risque professionnel doivent être supportées	
---	--

par le patron. — Pourquoi l'ouvrier ne doit-il pas y contribuer ? — Pourquoi la réparation du dommage causé ne doit-elle pas être complète ? — § 3. *Le Risque professionnel et la faute lourde.* — Le Risque professionnel couvrira-t-il les accidents occasionnés par la faute lourde ? — Examen des divers systèmes proposés pour trancher cette question. — Revue des législations allemande et autrichienne, des projets suisse, espagnol, norvégien, suédois, italien, finlandais. — Notre opinion. — Solution adoptée par la Chambre des députés en 1893, par la Commission sénatoriale en 1895. — Conclusion.....

27

CHAPITRE IV. — L'assurance est-elle nécessaire. — L'obligation du patron doit-elle être garantie légalement ? — Système Belge. — Critique de ce système : longue attente pour le paiement de l'indemnité, insolvabilité à redouter, préjudice causé aux patrons. — L'assurance peut se justifier juridiquement. — Pratiquement elle est nécessaire.....

46

II^e PARTIE

CHAPITRE I^{er}. — Doit-on entreprendre une statistique des accidents du travail avant d'organiser l'assurance en France ? — Importance de la statistique pour l'étude des questions sociales. — La statistique du travail en France, son insuffisance. — Doit-on entreprendre une enquête concernant la question des accidents du travail ? — Il vaut mieux utiliser les renseignements acquis en Allemagne et en Autriche. — Ce procédé n'est pas cependant sans inconvénients.....

55

CHAPITRE II. — Professions soumises à l'Assurance. — Toutes les professions doivent-elle être soumises à l'assurance ? — Nécessité d'une distinction au début de l'application de l'assurance. — Qui doit déterminer les professions dangereuses ? — Avantages de laisser ce soin de la classification à un règlement d'administration publique. — Doit-on excepter de l'assurance la petite industrie ? les entreprises de l'Etat, des départements ou des communes ? — *Quid* lorsque la profession comprend des risques différents ? — L'Assurance s'appliquera-t-elle aux ouvriers étrangers ?

63

CHAPITRE III. — Accidents donnant lieu à indemnités. — Qu'est-ce qu'un accident du travail. — Difficultés pour donner une définition. — Donneront-ils tous lieu à une indemnité ? — Les petits accidents.....

72

CHAPITRE IV. — Indemnités à accorder. — L'indemnité est à la charge du patron ! — Système autrichien et système suisse, projet français. — Régime des petits accidents. — Qui a droit à l'indemnité ? — Comment doit-on la calculer ? — Comment en déterminer la quotité. — Nécessité d'un maximum et d'un minimum. — Paiement en rente ou en capital. — <i>Quid</i> en cas de mort ? — Règles générales	80
---	----

CHAPITRE V. — Divers modes d'assurance. — Du libre choix de l'assureur. — Assurances libres : — 1 ^o Assurances des Compagnies privées. — 2 ^o Assurance mutuelle. — 3 ^o Assurance individuelle. — Assurances par l'Etat : — 1 ^o Assurance directe. — 2 ^o Assurance indirecte. — La combinaison de ces différents systèmes est-elle possible ? — L'organisation de l'assurance par l'Etat est nécessaire ?	94
--	----

CHAPITRE VI. — Notre système d'assurance. — Les industriels sont réunis en mutualités sous la direction de l'Etat. — Divers modes de groupement. — Le groupement professionnel et le groupement régional. — Combinaison de ces deux modes de groupement et liberté laissée aux industriels de recourir à l'un et à l'autre pour former des corporations. — Administration de la coporation. — Le montant de l'indemnité est fixé par un comité composé d'ouvriers et de patrons. — Pour payer l'indemnité l'Etat fait une avance aux corporations. — Comment les corporations font-elles le remboursement ? — Le système de répartition et le système de couverture. — De quelle façon détermine-t-on la cotisation de chaque membre de la corporation ? — Pouvoirs du comité directeur. — Examen des objections adressées à ce système : — Concentration de forts capitaux dans les caisses de l'Etat ; — Ingérence de l'Etat ; — Frais d'administration excessifs ; — Comparaison avec ceux des Compagnies ; — Liberté individuelle sacrifiée..	106
--	-----

CHAPITRE VII. — Juridiction spéciale en matière d'accidents du travail. — Nécessité d'une juridiction spéciale. — Son organisation. — Objection. — Yaura-t-il lieu à appel ? — Office impérial allemand. — Le Conseil supérieur des accidents du travail d'après le projet de la Chambre. — Inconvénients du système français. — Avantage du système Allemand. — Conclusion	128
Conclusion	134



POSITIONS.

Droit Romain.

A. — POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE.

1° L'*infantia* n'a cessé légalement à 7 ans que dans le dernier état du droit romain.

2° L'*infans* pouvait recevoir *tutore auctore*, un fidéicommiss volontairement transmis par l'héritier, mais il ne pouvait contraindre ce dernier à exécuter son obligation.

3° L'*infans* n'a jamais pu acquérir seul la possession.

4° A l'époque classique l'*infans* pouvait accepter une succession, *tutore auctore*.

B. — POSITIONS PRISES EN DEHORS DE LA THÈSE.

1° L'acceptation du donataire est une condition de la donation.

2° Le pupille peut avoir des esclaves nantis de pécule mais il ne peut en constituer même avec l'*auctoritas tutoris*.

3° Au cas de spécification l'objet nouveau appartient au spécificateur.

4° Le pupille peut recevoir en paiement sans l'*auctoritas tutoris*.

Droit français.

A. — POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE.

1° En matière d'accidents du travail la responsabilité incombant actuellement au patron est contractuelle et non délictuelle.

2° L'interversion de la preuve ne saurait résoudre la question des accidents du travail.

3° La théorie du risque professionnel est légitime.

4° L'assurance contre les accidents du travail est nécessaire.

5° L'Etat a le devoir d'organiser et d'imposer un système d'assurance.

B. — POSITIONS PRISES EN DEHORS DE LA THÈSE.

1° Lorsque le *de cujus* laisse un enfant naturel, des ascendants et des collatéraux privilégiés, l'art. 748 est applicable à la portion de la succession qui reste lorsque l'enfant naturel a pris sa part.

2° Le bail confère au preneur un droit purement personnel.

3° L'obligation de payer les dettes *ultra vires* en matière de succession ne dépend pas de la saisine.

4° L'imprescriptibilité dotale n'est pas une conséquence de l'inaliénabilité.

Procédure civile.

Lorsque deux étrangers acceptent la compétence d'un tribunal français, ce dernier peut recevoir ou refuser l'instance.

Législation coloniale.

Les Français ne doivent pas fonder des colonies de peuplement.

Droit criminel.

La condamnation prononcée par la décision qui ordonne la relégation doit être comprise au nombre des condamnations à compter en vue de la relégation.

Droit commercial.

La responsabilité du voiturier peut être écartée par une convention formelle.

VU :

Le Président de la thèse,
FAURE.

VU :

Le Doyen de la Faculté,
COLMET DE SANTERRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

